

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



Face au “remodelage du monde”
de Bush

Nations et peuples
luttent pour leur survie



Liban : le 14 août 2006, à 15 heures, des flots de réfugiés libanais prenaient le chemin du retour.

N° 51 nouvelle série (n° 657) - septembre 2006 - Prix : 4 euros

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes sur le moment
de la situation mondiale** p. 3
(Par Daniel Gluckstein)
- **Chronologie
des événements mondiaux** p. 13
- **Italie : les premiers pas
du gouvernement Prodi-Bertinotti
(soutenu
par le Secrétariat unifié)** p. 19
(Par Lorenzo Varaldo)
- **Lettre d'invitation
à une rencontre balkano-danubienne** p. 31
- **La révolution bolivienne
depuis l'élection d'Evo Morales** p. 37
(Par Rico Blanc)
- **Sixième Congrès mondial
de la IV^e Internationale**
- **Premières notes
pour ouvrir une discussion
sur le bilan
de la révolution chinoise** p. 47
- **Question juive,
question palestinienne** p. 59
(Par J. Werchstein)

- **Histoire**

- **“L’intransigeance de la lutte des classes”
(Léon Trotsky, la IV^e Internationale
et le centrisme, 1933-1939) p. 73**
(Par François Forgeue)

- **La révolution
hongroise et polonaise de 1956
et les trotskystes p. 87**
(Par Jean-Jacques Marie)

- **Le n° 2
des Cahiers du mouvement ouvrier
en russe
est paru à Moscou p. 93**
(Une interview de Marc Goloviznine)

Notes sur le moment présent de la situation mondiale

1. Au moment où ces notes sont écrites, nul ne peut prédire ce qu'il adviendra du cessez-le-feu décrété le 14 août 2006, après un mois d'agression de l'armée israélienne contre le peuple libanais et le peuple palestinien.

Durera-t-il ? Jusqu'à quand ? Sera-t-il prochainement interrompu par un nouvel embrasement ? Une chose est certaine : le monde entier, les peuples, les travailleurs, les jeunes ont été saisis d'horreur. Le gouvernement Olmert et l'administration Bush, qui, en réalité, commande à la politique du premier, ont — au mépris de toutes les règles du droit international qu'ils prétendent pourtant respecter — déclenché une guerre d'une rare violence. Délibérément, les cibles ont été les populations civiles (1), soumises à un déluge de feu et de terreur. Un déluge qui n'avait pas d'autre signification pour les peuples du monde entier que de délivrer le message suivant : l'impérialisme le plus puissant se réserve le droit d'intervenir où il veut, comme il veut, quand il veut. Avec un objectif qu'il ne cherche même pas à dissimuler : "remodeler" la carte du Moyen-Orient, autrement dit remettre en cause l'existence des nations et des Etats souverains. Au-delà, c'est l'existence des nations du monde entier qui est ici en cause. C'est un message de violence sans limite.

Au cours d'une conférence de presse, le 21 juillet, à Washington, la secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, déclare :

"Ce à quoi nous assistons ici, c'est, d'une certaine manière, aux douleurs de l'enfantement d'un nouveau Moyen-Orient. Et quoi que nous fassions, nous devons être certains que nous allons de l'avant vers le nouveau Moyen-Orient et qu'il ne s'agit pas de revenir en arrière vers l'ancien."

"Aller de l'avant dans les douleurs de l'enfantement" : les peuples sont massacrés, et c'est positif, revendique Condoleezza Rice !

Quelques jours plus tard, Bush lui-même, prenant la parole sur la chaîne de télévision CNN, justifie son refus de soutenir à ce moment-là la proposition de cessez-le-feu — c'est-à-dire son soutien à la poursuite de l'agression militaire israélienne contre le Liban — avec l'argument suivant :

"Ce moment de conflit au Moyen-Orient est douloureux et tragique, mais c'est aussi un moment qui ouvre une chance pour un large changement dans la région."

Il s'agissait donc bien, conformément au plan annoncé depuis longtemps par l'impérialisme américain, d'imposer par le feu, le sang, la mitraille, les bombardements et les massacres de populations civiles ce qu'ils appellent le "Grand Moyen-Orient" (2), de l'Espagne aux Philippines, pour reprendre leurs propos !

La chronologie des événements (3) montre à quel point l'administration américaine a été étroitement partie prenante des préparatifs, du déroulement et de la mise en œuvre de cette offensive militaire d'une ampleur considérable.

Pour la IV^e Internationale, ces événements soulèvent des questions politiques et théoriques que le Sixième Congrès mondial, convoqué à la fin de l'année 2006, se devra de débattre.

2. Il est frappant de constater que le cessez-le-feu ne porte aucune solution politique. Il a pour fonction, comme l'écrit un journal libanais, de permettre "qu'Israël conserve le droit d'intervenir où il veut". Ce renoncement à la recherche de solution politique durable est un trait de la situation mondiale ouverte par le 11 septembre 2001, marquée par une dislocation croissante et grandissante qui n'épargne aucune région du monde, aucun gouvernement (aussi puissant soit-il), aucune institution internationale.

(1) "L'offensive israélienne au Liban a fait au moins 1 287 morts, dont 1 140 civils, et 4 054 blessés, selon un bilan non définitif établi samedi par l'AFP à partir de sources officielles. Au moins 1 140 civils, dont 30 % d'enfants de moins de 12 ans, ont péri, ainsi que 43 militaires et gendarmes libanais depuis le début de l'offensive le 12 juillet, a indiqué la Commission des secours du gouvernement libanais" (dépêche de l'AFP, 19 août 2006).

(2) Lire dans *La Vérité*, n° 42 (février 2005) et n° 45 (août 2005) les articles d'Amira Salem.

(3) Lire dans ce numéro de *La Vérité* notre "Chronologie des événements mondiaux".

Par exemple, au moment où ces lignes sont écrites, la plus grande incertitude règne sur les conditions de constitution de la force d'interposition de l'ONU. Tout au long de la crise, pourtant, l'impérialisme américain n'a pas ménagé ses efforts pour entraîner dans son sillage les autres impérialismes, notamment l'impérialisme français. Très largement, il y est parvenu, en particulier dans l'élaboration commune de la résolution n° 1701 de l'ONU.

Apparemment contradictoires à cette tendance générale à l'alignement de tous les impérialismes sur les exigences de Washington, les réticences exprimées par le gouvernement français au moment de la constitution de la force d'interposition ne sont pas artificielles. Elles expriment la répugnance d'un secteur de la bourgeoisie française — qui, pourtant, a très largement abdiqué de ses prérogatives aux plans économique, social, politique (en particulier, à travers sa constante capitulation devant les exigences de l'Union européenne relayant celles de Washington) — à aller jusqu'au bout d'une spirale dont les conséquences sont incalculables pour les positions propres de l'impérialisme français.

Cette dislocation, qui marque les relations interimpérialistes (et qui frappe aussi chaque impérialisme, chaque bourgeoisie, y compris celle des Etats-Unis), est une marque permanente de la situation.

Le "cessez-le-feu" ne fait que préparer les conditions (à court terme, à moyen terme ?) de la poursuite de la guerre. Le "cessez-le-feu" n'est qu'un épisode dans une logique de guerre permanente. Cela est un fait.

Mais il est un autre fait. Le 20 août, évoquant l'offensive américano-israélienne contre le Liban, le ministre de la Défense israélien a évoqué "*ce qui est apparu comme un échec*". Cet "échec", aujourd'hui reconnu, explique-t-il que les dirigeants israéliens et américains ont dû accepter un cessez-le-feu qu'ils rejetaient encore quelques jours plus tôt ?

Huit jours avant le cessez-le-feu, le Premier ministre israélien, Olmert, n'avait-il pas d'ailleurs déclaré :

"Aucune limitation n'est imposée à l'armée (...). Je vous accorde tous les moyens dont vous avez besoin. Nous n'arrêtons pas."

Le 31 juillet encore, n'affirmait-il pas :

"Il n'y a pas de cessez-le-feu, il n'y en aura pas."

Quinze jours plus tard, pourtant, l'administration Bush a donné l'ordre, qui, de son point de vue, s'imposait : cessez-le-feu. Olmert n'eut d'autre choix que d'obtempérer.

Contrairement à l'objectif visé par les dirigeants américains et israéliens avec leurs bombardements ciblés sur la population civile, le peuple libanais ne s'était pas laissé diviser.

Atomisé comme on le sait en de nombreuses communautés — chiïtes, sunnites, chrétiens, druzes —, le peuple libanais s'est très majoritairement groupé, au-delà des différences "communautaires", dans la défense commune de la nation, contre l'agresseur.

Cette résistance des peuples, des travailleurs, des nations opprimées est, avec l'offensive de dislocation de l'impérialisme, l'autre trait marquant de toute la situation mondiale. Et, encore une fois, pas seulement au Moyen-Orient.

Ô combien symboliques sont ces faits rapportés par la presse !

« "Le village de Kar Lila est sans eau et sans électricité depuis trois semaines. Les aliments et les médicaments manquent", explique le docteur Moussa (...). En dépit des combats, des bombardements et des avertissements, certains résidents sont restés (...). Djaouad Fares, un paysan de 70 ans, a décidé de rester parce qu'il possède une pompe à eau et qu'il ne veut pas laisser ses voisins sans eau. "Ils brûlent nos récoltes et nos arbres. Ils veulent faire de nous des réfugiés. Ils veulent faire de nous ce qu'ils ont fait des Palestiniens en 1948. Je ne veux pas quitter ma terre. Je ne partirai pas" » (*International Herald Tribune*, 4 août).

Ces événements de 2006 marquent indiscutablement le franchissement d'une étape. C'est pour éviter d'être définitivement pris dans un bourbier sanglant que l'impérialisme américain a dicté l'ordre de cessez-le-feu.

Et pourtant, toute sa politique ne peut qu'organiser ce bourbier sanglant, ce chaos sanglant.

3. Le Liban après l'Irak, l'Irak après l'Afghanistan, l'Afghanistan après la Yougoslavie : la guerre est devenue le moyen incontournable et permanent de l'impérialisme pour tenter de maintenir sa domination (4).

(4) On lit dans le journal britannique *The Guardian* (10 août) : "*Les services de la morgue de Bagdad estiment à 1 815 le nombre de cadavres qu'elle a enregistrés en juillet, alors qu'ils étaient de 1 595 en juin. Dans 90 % des cas, il s'agit de décès par mort violente (...). 6 000 soldats irakiens et 3 500 soldats américains ont été redéployés à Bagdad.*" Voilà à quoi aboutit la guerre déclenchée par l'administration Bush.

Nul ne peut comprendre les raisons du déchaînement de la violence impérialiste au Moyen-Orient sans la rattacher à sa base économique et matérielle. A savoir, la putréfaction du régime social fondé sur la propriété privée des moyens de production.

L'incapacité de la classe dominante, la bourgeoisie, d'ouvrir une issue à sa propre crise autrement que par la destruction en masse des forces productives menace l'existence des nations, des Etats et de tous les fondements de la civilisation humaine et de la démocratie.

Rappelons que le point de départ de cette analyse, c'est la définition par Lénine, au début du siècle dernier, de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme et comme "réaction sur toute la ligne". Il y a bientôt 70 ans, la IV^e Internationale était fondée, sur un programme établissant que les "forces productives de l'humanité ont cessé de croître".

La perpétuation du système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production mène à la destruction des forces productives, à commencer par la principale force productive, la classe ouvrière elle-même.

L'évolution de l'économie mondiale reflète cette réalité de façon saisissante.

A un pôle de la société enflent, jour après jour, de manière vertigineuse, des montagnes de capitaux.

Cent trente-six mille milliards de dollars, c'est le montant total du marché mondial des capitaux (actions, obligations privées et publiques, dépôts bancaires) de la planète en 2004 : soit onze fois plus que ce que cela représentait vingt ans auparavant.

Cent trente-six mille milliards de dollars, c'est trois fois et demie l'ensemble des richesses produites dans le monde en une année. A quoi s'ajoutent les produits dérivés (344 000 milliards de dollars).

Ces masses gigantesques de capitaux et de titres se doivent de s'emparer de toujours plus de marchés spéculatifs. Au premier rang de ces marchés spéculatifs : les marchés des matières premières, en particulier le pétrole et le gaz (5).

Cette domination grandissante de l'économie spéculative sur l'économie réelle dicte chaque jour davantage des conditions plus brutales pour la mise en valeur du capital dans la production : c'est-à-dire des conditions de surexploitation féroce de la force de travail, exigeant que soient remises en cause toutes les garanties arrachées par deux siècles de combat ouvrier et démocratique.

Cette domination se reflète dans une étude publiée par l'institut Fidelity International Limited, le 26 juillet 2006 (6). Un classement comparatif des vingt premières capitalisations mondiales, en 1986 et en 2006 (il s'agit là strictement des entreprises cotées en Bourse), montre que sur les vingt plus grandes entreprises mondiales par leur capitalisation, celles qui relèvent du secteur des banques, des assurances et de la finance sont passées de deux en 1986 à six aujourd'hui ; celles qui relèvent du pétrole et du gaz, de deux en 1986 à quatre aujourd'hui. Et l'on sait (7) à quel point l'industrie du pétrole et du gaz est aujourd'hui principalement alimentée par la spéculation !

Par conséquent, sur les vingt premières entreprises mondiales du point de vue de la capitalisation, dix aujourd'hui (contre quatre il y a 20 ans) relèvent directement de la spéculation destructrice des forces productives.

A l'inverse, des branches qui naguère étaient représentées dans les vingt premières entreprises mondiales soit ont carrément disparu (comme la chimie, l'électricité, l'industrie électronique et les télécommunications), soit ont vu leur part considérablement réduite, comme l'automobile (une entreprise, contre trois).

Ce gonflement des capitaux générés par la spéculation exige en retour que la variable d'ajustement de la force de travail, la classe ouvrière, soit constamment rabaissée au-dessous de son niveau existant.

Les licenciements en masse, la remise en cause des garanties collectives, les délocalisations, les externalisations, la remise en cause de toutes les conquêtes qui font la force de travail se traduisent dans toutes les régions du globe par une paupérisation croissante et une misère dont une image saisissante est fournie par cette information :

(5) Lire les "Notes éditoriales" de *La Vérité*, n° 49-50, mai 2006.

(6) Cette étude fait apparaître également que cette capitalisation boursière des entreprises est passée d'environ 2 300 milliards de dollars en 1986 à 31 000 milliards de dollars en 2006, soit multipliée par plus de 13. Sur ces vingt plus grandes entreprises, celles qui sont basées aux Etats-Unis sont passées de onze en 1986 à douze en 2006.

(7) Voir l'article de *La Vérité*, n° 49-50, mai 2006.

“Haïti trompe sa faim en mangeant la terre. Pauvreté oblige, la consommation de galettes d’argile explose dans les bidonvilles et dans certaines zones rurales (...). A mesure que la misère augmente dans les bidonvilles et certaines zones rurales touchées, les marchands de terre se multiplient (...). (Dans une commune du département), la préparation des tablettes d’argile s’y fait dans des conditions déplorables. Dégoulinant de sueur sous un soleil de plomb, des brasseurs de terre payés jusqu’à 65 gourdes par jour (moins de 2 euros) font sécher leurs tablettes parmi les ordures où prolifèrent rats et chiens faméliques” (le quotidien français Ouest-France, 7 juillet 2006).

Situation extrême ? Certes...

Ou plutôt : pointe extrême de la tendance mondiale à la paupérisation des plus larges masses, y compris dans les pays réputés “riches”.

4. Tel est le contenu de la marche à la barbarie engendrée par la survie de l’impérialisme dans sa phase présente de décomposition : la mise en cause des bases mêmes de la civilisation et des cadres dans lesquels la classe ouvrière a arraché ses acquis. Cette marche se heurte à l’action de cette classe, la classe productrice à qui est extorquée la plus-value.

Les événements de l’été 2006 au Liban s’inscrivent dans la continuité du tournant de la situation mondiale marquée par le 11 septembre 2001, qui lui-même s’inscrivait dans la continuité des événements ouverts depuis la chute du Mur de Berlin en 1989.

Le dernier congrès mondial de la IV^e Internationale (Cinquième Congrès) s’est réuni au début de l’année 2002. Deux mois auparavant, le secrétariat international de la IV^e Internationale, dans une réunion élargie, avait entendu et approuvé l’orientation générale d’un rapport qui dégageait les leçons de “la situation mondiale après le 11 septembre”.

A l’heure où nous préparons le Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale, il paraît utile de citer de larges extraits de ce document. Nous y écrivions :

« Dans ce qui a conduit au 11 septembre, s’inscrit la poursuite de la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. Nous avons analysé, au Quatrième Congrès mondial, les conditions de cette décomposition. Depuis, on a vu comment s’exprime le fait que, pour sa survie, le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production est tenu de recourir de plus en plus à la destruction massive de la force de travail.

Le deuxième élément contenu dans la situation conduisant au 11 septembre, ce sont les processus de la révolution prolétarienne, et tout particulièrement la place de la révolution palestinienne. On doit avoir à l’esprit que la situation dans laquelle nous sommes entrés, il y a un peu plus de dix ans, avec la chute du Mur de Berlin était elle-même un résultat de l’irruption du mouvement des masses, qui, se combinant avec la crise de décomposition de la bureaucratie, a remis en cause l’ordre de Yalta et Potsdam au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et créé les conditions actuelles.

Mais dans le prolongement de ce qui s’est passé en 1989, la place de la révolution palestinienne s’est exprimée en particulier dans le fait que la deuxième Intifada a fait voler en éclats le cadre des accords d’Oslo. Et c’est de nouveau la place du mouvement des masses et le fait qu’il pose la question de la révolution prolétarienne qui fait obstacle à toute stabilisation du “nouvel ordre mondial” que Bush père avait appelé de ses vœux.

Enfin, dans les éléments de la situation qui a conduit au 11 septembre, il y a le fait que rien de tout ce qui avait été mis en œuvre ces dernières années n’aurait été rendu possible sans la politique des appareils : cela est particulièrement flagrant et mesurable dans le rôle des gouvernements européens “de gauche” en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France, ces gouvernements exprimant la fonction des appareils de l’Internationale socialiste et de ceux issus du stalinisme dans la mise en œuvre des plans de l’impérialisme.

Mais, en même temps, cette politique mise en œuvre par les appareils n’a pas, jusqu’au 11 septembre, été capable de surmonter tous les obstacles dressés devant elle. Et en particulier ceux constitués par la résistance de la classe ouvrière et la préservation de l’indépendance ou de segments d’indépendance de ses organisations.

De sorte qu’avant le 11 septembre, nous étions dans une situation où l’on peut dire que, sur tous les terrains, l’impérialisme se montrait incapable de dégager les moyens à la hauteur de sa politique et des besoins de la préservation de son système social. Il fallait donc passer à une autre étape. Il fallait trouver les moyens de surmonter par de nouvelles méthodes les obstacles qui se dressaient devant les besoins politiques de l’impérialisme. Et le 11 septembre, au-delà même des circonstances du 11 septembre proprement dites, a fourni ou a été saisi

comme étant cette possibilité de réordonner toute la politique de l'impérialisme sur cette formule de Bush : "Une guerre totale, économique, sociale, politique, militaire", une guerre, a dit le vice-président américain, Dick Cheney, "qui se poursuivra au-delà de l'espérance de vie de ceux qui dirigent le monde aujourd'hui".

(...) Pour l'impérialisme le plus puissant du monde, qui a sur ce point beaucoup hésité et tergiversé avant le 11 septembre, il y a désormais la conviction qu'il n'y a pas d'autre choix, pour pouvoir préserver ses intérêts d'impérialisme dominant sur tous les continents, dans tous les pays, et pour pouvoir préserver son droit imprescriptible au pillage et à la surexploitation, que de prendre en charge directement les conditions militaires, économiques et politiques de la préservation du système d'exploitation basé sur la propriété privée des moyens de production dans le monde entier.

Directement ne veut pas dire qu'il ne va pas chercher à faire jouer à tous les impérialismes secondaires et à tous les gouvernements un rôle subsidiaire. Cela veut dire qu'il ne s'arrêtera pas aux risques soupesés d'une intervention militaire supplémentaire ou pas (...).

Aujourd'hui, tous les efforts de l'impérialisme dominant et des gouvernements qui y sont reliés, notamment les gouvernements d'Europe, se concentrent sur une entreprise de désagrégation des nations, et ce qu'on a vu dans la dernière période se dérouler par étapes successives dans les Balkans, c'est ce qu'on voit s'opérer aujourd'hui sous nos yeux à travers l'offensive de désagrégation de la nation afghane (...).

Dans cette situation où la survie du régime de la propriété privée des moyens de production conduit l'humanité non seulement à l'impasse, mais à un désastre généralisé, il nous faut revenir sur les conditions mêmes de la lutte de classe (...).

Il ne peut pas y avoir de super-impérialisme. En d'autres termes, aussi puissant que soit l'impérialisme dominant, l'impérialisme par lui-même ne peut pas résoudre sa propre crise, parce que les ressorts de cette crise renvoient au caractère historiquement condamné de la propriété privée des moyens de production, son impuissance à donner un nouvel essor au développement des forces productives, et, par conséquent, le fait que la survie du régime capitaliste dans ces conditions de décomposition met à l'ordre du jour de façon immédiate l'alternative "socialisme ou barbarie" (8). »

On le voit — et ce sera l'objet du Sixième Congrès mondial que d'en tirer les leçons —, tous les éléments d'appréciation du tournant de 2001, tel que l'ont analysé le secrétariat international de la IV^e Internationale, puis le Cinquième Congrès mondial, se sont vérifiés dans les cinq années qui ont suivi.

Il faut souligner le dernier aspect de la citation ci-dessus : l'alternative "socialisme ou barbarie". Plus que jamais, les événements en cours démontrent l'impasse dans laquelle est entré le régime de la propriété privée des moyens de production. Le combat pour le socialisme ne peut être que le combat pour extirper les racines de la situation présente de barbarie et de décadence. Si ces racines sont le régime de propriété, alors, l'objectif du combat prolétarien ne peut être que l'appropriation collective, la propriété sociale.

Et cet objectif pose naturellement tout le problème de l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations.

5. Faut-il le rappeler ? L'impérialisme a toujours utilisé des prétextes pour justifier ses guerres d'agression, quand il ne les fabriquait pas lui-même.

Zbigniew Brzezinski a été le conseiller de Carter, le président des Etats-Unis à la fin des années 1970, jusqu'en 1980. Dans une interview publiée en 2004, il est revenu sur le rôle joué par l'administration américaine (dont il était un membre éminent) dans la constitution du mouvement des talibans. Cette interview mérite d'être rappelée ici.

« Z. B. : Selon la version officielle de l'histoire, l'aide de la CIA aux moudjahidines a débuté courant 1980, c'est-à-dire après que l'armée soviétique eut envahi l'Afghanistan, le 24 décembre 1979. Mais la réalité, gardée secrète jusqu'à présent, est tout autre : c'est en effet le 3 juillet 1979 que le président Carter a signé la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime prosoviétique de Kaboul. Et ce jour-là, j'ai écrit une note au président dans laquelle je lui expliquais qu'à mon avis, cette aide allait entraîner une intervention militaire des Soviétiques (...).

Lorsque les Soviétiques ont justifié leur intervention en affirmant qu'ils entendaient lutter contre une ingérence secrète des Etats-Unis en Afghanistan, personne ne les a crus. Pourtant, il y avait un fond de vérité.

(8) La Vérité, n° 29, janvier 2002.

Vous ne regrettez rien aujourd'hui ?

Z. B. : *Regretter quoi ? Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan, et vous voulez que je le regrette ? Le jour où les Soviétiques ont officiellement franchi la frontière, j'ai écrit au président Carter, en substance : "Nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam." De fait, Moscou a dû mener pendant presque dix ans une guerre insupportable pour le régime, un conflit qui a entraîné la démoralisation et finalement l'éclatement de l'empire soviétique.*

Vous ne regrettez pas non plus d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir donné des armes, des conseils à de futurs terroristes ?

Z. B. : *Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ? »*

C'est le contenu même de la marche à la barbarie que réaffirme Brzezinski. Sa formule "*Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ?*" concentre tout. Elle exprime la conscience qu'avait l'impérialisme de la nécessité pour lui de détruire l'URSS. Parce que l'URSS était le cadre dans lequel subsistaient — en dépit de l'œuvre contre-révolutionnaire de la bureaucratie — les conquêtes issues de la révolution d'octobre 1917, conquêtes qui constituaient une position essentielle du prolétariat international.

Pour l'impérialisme, dans sa phase de décomposition, il fallait détruire l'URSS pour porter un coup majeur au prolétariat mondial. Il fallait détruire l'URSS pour détruire les segments de propriété sociale issue d'Octobre 1917 et affirmer que seul devait régner en maître le régime de la propriété privée des moyens de production.

La chute de l'URSS a été permise par la politique de la bureaucratie stalinienne, allant jusqu'au bout de son rôle contre-révolutionnaire.

Force est de constater qu'au lendemain de la chute de l'URSS, l'impérialisme, déjà engagé dans une voie qui mène à la destruction des bases mêmes de la civilisation et de l'humanité, a aggravé encore, dans des proportions jusque-là inconnues, cette offensive destructrice (ce qui confirme la justesse de "la défense de l'URSS", défense des conquêtes d'Octobre contre l'impérialisme et la bureaucratie, mot d'ordre essentiel de la constitution de la IV^e Internationale). Toutes questions sur lesquelles devra revenir le Sixième Congrès mondial.

6. A travers les événements de l'été 2006 se trouve posée une autre question théorique, qui devra faire l'objet d'une discussion au Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale. A savoir le rapport entre la question nationale et le combat pour la révolution prolétarienne.

La question de la place des nations et de sa relation avec les forces sociales fondamentales de la société se trouve posée aujourd'hui avec une acuité renouvelée, y compris s'agissant des pays qui, historiquement, avaient réglé "leur question nationale".

Historiquement, c'est pour libérer le développement des forces productives que s'est constituée la nation.

Aujourd'hui, la destruction en masse des forces productives par le régime décomposé du capitalisme pourrissant est indissolublement liée à la destruction des nations.

La première de ces deux phases culmine avec le capitalisme ascendant. La deuxième correspond à la phase de décomposition et de putréfaction du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme, tel que Lénine l'a décrit, putréfaction qui atteint aujourd'hui de telles proportions qu'elle menace d'emporter la civilisation humaine dans son ensemble.

Vis-à-vis de ces deux phases, la position des classes sociales fondamentales de la société n'est pas la même, singulièrement le rôle du prolétariat et de la bourgeoisie.

Dans un texte rédigé en 1884 comme une annexe à son livre sur *La Guerre des paysans en Allemagne*, Friedrich Engels revient sur le développement historique qui a abouti à la constitution des nations modernes en Europe occidentale.

Il rappelle en particulier qu'au XV^e siècle, la féodalité était "*en pleine décadence dans toute l'Europe occidentale*". Mais qu'à travers cette décadence et ce chaos, s'étaient dégagés et ne cessaient de grossir les rangs de ceux qui

"réclamaient avant tout que cessassent l'éternel et absurde guerroiement, ces querelles entre seigneurs féodaux qui rendaient permanente la guerre intérieure (...), cet état de dévastation ininterrompue, purement gratuite, qui avait duré pendant tout le Moyen Age".

Engels décrivait ici, pour l'essentiel, les éléments de la bourgeoisie naissante, artisans et commerçants des villes, cette bourgeoisie dont le pouvoir économique s'affermissait à travers le rôle grandissant de l'argent.

Mais ces éléments étaient alors *“trop faibles, même pour faire aboutir leur volonté”*. C'est pourquoi il leur fallait chercher et trouver *“un puissant appui dans la tête même de tout l'ordre féodal – la royauté”*.

Engels précise :

“Du chaos des peuples du début du Moyen Age sortirent peu à peu les nouvelles nationalités, processus au cours duquel, comme le sait, dans la plupart des anciennes provinces romaines, les vaincus assimilèrent les vainqueurs, le paysan et le citoyen le seigneur germanique. Les nationalités modernes sont donc elles aussi le produit des classes opprimées.”

C'est donc d'un mouvement progressiste, partant de la résistance à l'oppression des couches naissantes de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie à l'époque du Moyen Age que se dégagent les prémices des nationalités modernes.

D'où venaient ces nationalités ? D'abord et avant tout d'une délimitation linguistique qui apparaissait dès les X^e-XI^e siècles en Europe.

Même si, *“pendant tout le Moyen Age, les frontières linguistiques et nationales furent loin de coïncider”*, il n'en demeure pas moins que,

“à l'exception peut-être de l'Italie, chaque nationalité était tout de même représentée en Europe par un grand Etat particulier, et la tendance à établir des Etats nationaux qui ressort de façon toujours plus claire et plus consciente constitue un des principaux leviers de progrès du Moyen Age”.

Or, dans ces Etats médiévaux qui se constituaient, avec le roi au sommet, les relations de suzeraineté, de vassalité étaient un facteur permanent de dislocation des Etats en question. La royauté, pour les besoins qui lui étaient propres, avait par conséquent intérêt à surmonter cette dislocation. Engels souligne donc que,

“dans ce chaos général, la royauté était l'élément de progrès. Elle représentait l'ordre dans le désordre, la nation en formation en face de l'émiettement en Etats vassaux rivaux. Tous les éléments révolutionnaires qui se constituaient (...) en étaient tout aussi réduits à s'appuyer sur la royauté que celle-ci en était réduite à s'appuyer sur eux.”

Mais cette *“alliance entre royauté et bourgeoisie”*, qu'Engels fait remonter au X^e siècle et qui se renouvellera six ou sept siècles durant en Europe occidentale, va se heurter à des contradictions.

En effet, la propriété bourgeoise, durant ces siècles, est insérée dans un grand nombre de limitations féodales. Cependant, plus se développe la bourgeoisie dans le cadre même de la société féodale, plus la noblesse féodale commence à devenir superflue, voire même gênante, dans la société de la fin du Moyen Age. Sur le plan politique, elle est d'ailleurs une entrave au développement des villes et de l'Etat national.

Le conflit entre bourgeoisie montante et noblesse déclinante va dans un premier temps se conclure, explique Engels, par *“la victoire, sinon de la bourgeoisie”*, du moins de *“la puissance royale (qui) prit le dessus d'un seul coup”*. C'est là que les processus d'unité nationale vont faire un grand pas en avant.

C'est ainsi que cette constitution de la nation, qui, dans un premier temps, a résulté de l'alliance entre la bourgeoisie naissante des villes et la royauté, va, à un certain stade, exiger non seulement que le régime bourgeois devienne le régime dominant de la société, mais que la royauté elle-même soit acceptée le cadre fixé par la bourgeoisie, soit se dresse contre elle et soit éliminée.

C'est ainsi que la classe bourgeoise, pour les besoins du développement des forces productives, se dut de développer la nation et d'abattre toutes les entraves qui existaient en son sein, en même temps qu'elle parachevait l'existence de la nation. Dans ce processus, elle fut amenée à développer en son sein la classe des opprimés, la classe ouvrière.

C'est donc la bourgeoisie qui a pris la tête du mouvement de constitution des nations dans la phase du capitalisme ascendant. C'est la bourgeoisie aujourd'hui qui conduit le mouvement de destruction des nations, lequel correspond à un processus de destruction et de dislocation de toutes les classes sociales, y compris la bourgeoisie elle-même.

Le prolétariat, lui, s'est d'abord engagé sur la voie de la constitution des nations, dans un premier temps, dans le sillage de la bourgeoisie, facteur de progrès et de développement historique.

La première césure historique majeure, c'est 1848, la *“séparation définitive”*, dit Marx, entre prolétariat et bourgeoisie. D'où Marx et Engels tirent, dans *Le Manifeste du parti communiste*, la

conclusion qu'il revient à la classe ouvrière de "*s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir la nation elle-même*".

Aujourd'hui, si l'on considère tous les développements à l'échelle du globe, il est évident que la classe capitaliste, incapable de développer les forces productives, se doit, pour permettre au régime fondé sur la propriété privée des moyens de production de se survivre, de détruire en masse les forces productives, donc de détruire le cadre des nations elles-mêmes (9).

7. Dans ce contexte, la classe ouvrière est appelée à se placer au centre de tous les processus de défense des nations et de reconquête de la souveraineté nationale.

Ce sont les problèmes posés au Venezuela et en Bolivie, où le combat pour la souveraineté de la nation a en son cœur le combat de la classe ouvrière pour se préserver comme classe et pour préserver ses organisations (10).

C'est également ce qui est à la base de la mobilisation de millions de travailleurs et de jeunes Mexicains contre le trucage des élections par le régime au service de l'impérialisme.

Il est frappant de constater que le candidat Lopez Obrador, que l'on peut qualifier de candidat nationaliste petit-bourgeois, a été amené, en relation même avec la mobilisation de millions et de millions, à accentuer le lien entre la revendication nationale et la revendication sociale, jusqu'à déclarer dans son discours du 13 août :

"Nous combattons la pauvreté et l'inégalité dans notre pays. Il est insupportable qu'une minorité de rapaces dispose de tout, pendant que la majorité des Mexicains manque de l'élémentaire et de l'indispensable (...).

Nous défendons le patrimoine de la nation. Nous ne permettrons pas que soient aliénés les biens nationaux. Nous ne permettrons pas la privatisation sous aucune forme de l'industrie électrique, du pétrole, de l'école publique, de la Sécurité sociale et des ressources naturelles."

Dans son discours du 15 août, Lopez Obrador a convoqué une "*convention nationale démocratique*" pour le 16 septembre, appelant

"tous les Mexicains, les femmes et hommes libres, conscients et soucieux du destin de la nation, à mettre fin au simulacre de la République, à jeter les bases d'un véritable Etat social, de droit et démocratique, à apporter les transformations profondes que le pays nécessite (...)".

Le Parti des travailleurs démocratique et indépendant (PTDI) — parti dans lequel militent les militants de la IV^e Internationale au Mexique — a publié, le 15 août, la déclaration suivante :

"Le PTDI appuie de toutes ses forces la détermination de Lopez Obrador de ne pas accepter le fait accompli d'un président bâtard, à la solde de l'oligarchie du pays et des multinationales, principalement nord-américaines (...).

Le PTDI, sur la base de la convocation par Lopez Obrador de la convention nationale démocratique, le 16 septembre, appelle à élire des délégués dans tous les lieux de travail et d'étude, dans les quartiers, les syndicats et les organisations paysannes (...).

Constituons nos comités dans tous les quartiers, les villes, les centres de travail, dans les syndicats (...).

La nécessité de combattre pour la défense du patrimoine national signifie lutter unis pour la renationalisation totale des Pétroles mexicains (Pemex), pour que cette entreprise, pilier de la nation, soit totalement régie par le décret d'expropriation de 1938. Cela signifie qu'il est nécessaire de lutter pour l'annulation du traité de libre commerce de l'Amérique du Nord, qui menace maintenant la vie de millions de paysans, permettant l'entrée libre du maïs et des haricots des industries agroalimentaires nord-américaines à partir de janvier 2008."

Mais ces questions ne sont-elles pas, sous des formes diverses, posées sur tous les continents, y compris dans les pays capitalistes développés ? Le combat pour la rupture avec l'Union européenne a-t-il une autre signification que la défense de toutes les bases et conquêtes de la démocratie et de la civilisation dans chacun des pays d'Europe, incluant à la fois la défense des nations et la défense des conquêtes ouvrières, des services publics, des droits et des institutions de protection sociale ?

(9) Une illustration de cela est non seulement les guerres de dislocation des nations mises en œuvre par l'impérialisme dans le monde entier, mais la proclamation par l'Union européenne de la prétendue indépendance du Monténégro comme le modèle à suivre, alors qu'en réalité, c'est la dislocation généralisée de toutes les nations existantes (lire à ce sujet la "*Lettre d'invitation à une rencontre balkano-danubienne*" dans ce numéro de *La Vérité*).

(10) On lira l'article de Rico Blanc : "*La révolution bolivienne depuis l'élection d'Evo Morales*" dans ce numéro de *La Vérité*.

Sous une autre forme, aux Etats-Unis mêmes, le combat de la population noire de La Nouvelle-Orléans contre la véritable épuration ethnique par laquelle administrations démocrates et républicaines voudraient la chasser des centres historiques des villes où elle est installée depuis des siècles, n'est-ce pas la forme concrète du combat pour la défense de la nation américaine telle qu'elle s'est constituée, c'est-à-dire avec, au cœur de cette nation, précisément, la classe ouvrière noire ?

Cette résistance des peuples en Bolivie, au Mexique, au Venezuela, au Liban, n'est-ce pas celle qui, sous d'autres formes — qu'il s'agisse du référendum contre la Constitution européenne en France, des manifestations de millions de travailleurs et de jeunes contre le CPE qui ont fait reculer le gouvernement Chirac, de la grève générale en Grande-Bretagne sur la question des retraites ou des grèves massives de fonctionnaires en Allemagne —, met à l'ordre du jour concret la prise en charge par la classe ouvrière du combat contre les institutions destructrices des nations telles que l'Union européenne (11) ?

8. Même si les médias internationaux ont cherché à occulter la réalité, les événements de cette dernière semaine ont encore une fois — et plus nettement que jamais — démontré ce qu'était la réalité du prétexte "Etat palestinien" accolé à l'Etat d'Israël.

Les opérations meurtrières de l'armée israélienne à Gaza et en Cisjordanie sont quotidiennes et se sont accentuées parallèlement à l'offensive menée au Liban.

Au mois de juillet, plus de 150 personnes ont été tuées dans la banlieue de Gaza.

En même temps, 8 ministres du Hamas, 21 députés et maintenant le président du Parlement palestinien ont été arrêtés par les forces israéliennes. Il s'agit de chercher à en finir avec le peuple palestinien, de le chasser de sa terre.

La "réorganisation" du Moyen-Orient implique la "réorganisation" de la Palestine, c'est-à-dire la décimation du peuple palestinien, son expulsion massive. Il n'y a rien d'"accidentel" à ce que les derniers bombardements au Liban ont frappé les camps de réfugiés palestiniens.

Cette politique de destruction ne vise pas seulement la Palestine. La marque même de la politique impérialiste au Moyen-Orient, c'est la nécessité de décimer, d'exterminer les peuples. L'essentiel est dit par ce paysan libanais déjà cité : *"Ils veulent nous faire ce qu'ils ont fait aux Palestiniens en 1948."*

Y a-t-il une autre solution qu'un seul Etat laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine avec des droits égaux pour les Arabes et pour les Juifs, avec l'exercice du droit au retour ? N'est-ce pas là la clé de toute paix viable, en opposition à tous les plans contraires aux intérêts de tous les peuples de la région ?

Répétons-le : l'orientation de la IV^e Internationale s'exprime dans le combat politique pour une Palestine unie et démocratique, reposant sur l'égalité des droits de tous ceux qui se trouvent sur son territoire, Juifs et Arabes. Cet objectif intègre le droit au retour pour tout le peuple palestinien chassé de sa terre et dispersé.

Cet objectif n'est-il pas le seul à même qui permette d'établir l'égalité des droits pour le peuple palestinien chassé de sa terre et victime de l'oppression et de la discrimination par l'Etat théocratique qui a pour nom Israël ?

Cet objectif n'est-il pas le seul à même de permettre d'ouvrir un avenir à la population juive elle-même, dont on a vu dans la guerre récente que les secteurs les plus pauvres sont laissés à l'abandon par le gouvernement Olmert, sans aucune solidarité, sans aucun soutien ? Composante juive qui ne peut trouver d'avenir digne de ce nom que dans l'unité, à égalité, avec l'ensemble des

(11) Ce qui pose, et pas seulement pour l'Union européenne, tout le problème de la politique des appareils, incluant les appareils prétendument "d'extrême gauche", du Secrétariat unifié, du courant Militant, appelé également "Courant marxiste international". On lira en particulier dans l'article du camarade Lorenzo Varaldo, d'Italie (publié dans ce numéro de *La Vérité*), comment les premiers pas du nouveau gouvernement Prodi-Bertinotti, soutenu par le Secrétariat unifié et le courant Militant, amènent à prendre en charge la politique de régionalisation. Pis : un pas est franchi quand ce même gouvernement décide le maintien des troupes italiennes en Afghanistan, revendique de diriger les forces de l'ONU au Liban, tout cela avec un vote positif des députés membres du Secrétariat unifié. Le Secrétariat unifié, dont l'origine, rappelons-le, lointaine, est la IV^e Internationale, se caractérise donc aujourd'hui par le vote des crédits de guerre et l'envoi des troupes contre les peuples. Il se caractérise aussi par une prise de position de la candidate du PSOL à l'élection présidentielle brésilienne, membre du Secrétariat unifié, Héloïsa Helena, qui, dans une interview accordée à l'hebdomadaire brésilien *Opção*, à la question : *"Seriez-vous favorable à la décriminalisation de l'avortement ?"*, répond : *"Je suis contre."* Tandis que l'autre "branche" du Secrétariat unifié au Brésil est toujours dirigée par l'ex-ministre Rossetto, celui qui, quatre ans durant, a protégé les grands propriétaires terriens contre toute menace de réforme agraire.

composantes de la région, pour constituer la Palestine laïque, libre et fraternelle, dans laquelle, indépendamment de la langue, de la religion, de la culture, chacun puisse trouver sa place (12) ?

Peut-on imaginer solution plus simple, et plus simplement conforme à la démocratie ? Elle se heurte pourtant, on le sait, à la coalition de tous ceux qui, directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment, ouvertement ou honteusement, ont lié et lient leur sort et leur existence au maintien du régime d'oppression et d'exploitation, lien qui s'exprime tout particulièrement dans le refus de remettre en cause les institutions internationales du capital, la domination du FMI, de la Banque mondiale, de l'ONU, de l'OMC, de l'Union européenne, etc.

Peut-il y avoir un combat d'émancipation des opprimés et des exploités qui n'intègre pas le combat pour la démocratie jusqu'au bout ? La démocratie jusqu'au bout, n'est-ce pas un seul Etat, laïque et démocratique, sur tout le territoire de la Palestine ?

La démocratie, n'est-ce pas en toutes circonstances l'indépendance des organisations de la classe ouvrière, le refus de l'intégration corporatiste ?

N'est-ce pas la souveraineté des nations ?

Peut-on mettre à l'ordre du jour le combat pour le socialisme et la révolution sans combattre pied à pied pour la démocratie politique et la souveraineté des nations ?

Cette question et quelques autres seront au centre de la discussion du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale.

Daniel Gluckstein

le 23 août 2006

(12) Il faut à ce sujet accorder toute son importance à la discussion sur laquelle revient le camarade J. Werchstein dans son article sur la question juive publié dans ce numéro de *La Vérité*.

La thèse fondamentale de Marx est que l'avenir des communautés juives dans chacun des pays d'Europe passe par l'égalité politique, c'est-à-dire par la démocratie politique.

Il n'est pas inutile de rappeler que le sionisme se situe historiquement contre la démocratie. Citons ici les propos d'un spécialiste en la matière, Ariel Sharon. En 1993, dans le quotidien israélien *Yediot Aharonot*, celui-ci écrivait : *“Nos grands-parents et nos parents ne sont pas venus ici (en Israël) pour bâtir une démocratie (...). L'existence d'Israël n'est vraiment menacée que par ceux qui, parmi les Israéliens, ne jurent que par la démocratie et la paix (...). Le sionisme n'a jamais prôné la démocratie.”* Et plus loin, Sharon précise : *“Cette contradiction entre le retour à Sion et les fondements de la démocratie est connue depuis longtemps (...). La loi du retour accorde automatiquement la citoyenneté israélienne à tout Juif né à l'étranger. Or ce droit au retour est dans le même temps refusé aux anciens habitants de ce pays (les Palestiniens) (et à leurs descendants), qui, lors de la guerre de 1948 (de leur point de vue, une guerre de défense contre l'envahisseur usurpateur), se sont enfuis ou ont été contraints de fuir leurs foyers et leurs terres. Dès l'origine, le sionisme n'a pu agir qu'en opposition aux principes démocratiques.”*

A l'opposé du sionisme, pour Marx, la réalisation de la démocratie politique garantissant l'égalité des droits pour les Juifs dans chaque nation s'inscrit dans le mouvement de la constitution des nations. Les nations ne peuvent se constituer jusqu'au bout qu'en garantissant l'égalité politique à l'ensemble de ceux qui les composent. Il en découle que renoncer à combattre pour l'égalité politique des Juifs, c'est renoncer à la démocratie politique, donc à la constitution des nations. Accepter le sionisme comme l'Etat reconnu des Juifs du monde entier, c'est dénier aux Juifs le droit d'être partie constituante des nations auxquelles ils appartiennent. Accepter le sionisme, c'est donc renoncer à la démocratie politique pour tous les citoyens de tous les pays.

A l'inverse, le refus du sionisme, c'est le refus de la négation de l'existence des nations et de la démocratie politique. C'est l'exigence de la démocratie politique pour toutes les couches opprimées et exploitées, et tout particulièrement de la classe ouvrière.

Chronologie des événements mondiaux

Mai 2006

1^{er} mai :

- Le 1^{er} Mai, journée internationale de lutte des travailleurs, est l'occasion de manifestations dans toutes les parties du monde. Ce qui marquera avant tout ce 1^{er} Mai 2006, c'est le fait qu'aux Etats-Unis, des centaines de milliers de travailleurs, voire des millions, manifestent dans toutes les grandes villes. Il s'agit avant tout d'immigrés (sans papiers), mais d'importants contingents de travailleurs de nationalité américaine et d'immigrés bénéficiant d'un statut légal participent à ces immenses manifestations soutenues par l'AFL-CIO et souvent, à l'échelle des Etats et des villes, par l'ensemble des organisations syndicales.

Le 1^{er} Mai, comme journée internationale de lutte des travailleurs, est né aux Etats-Unis, mais c'est la première fois depuis longtemps qu'il est l'occasion d'une mobilisation massive de la classe ouvrière avec à sa tête la confédération syndicale.

- Le gouvernement bolivien prend le décret 28701, dont l'article 1^{er} déclare que *“les ressources en hydrocarbures du pays sont nationalisées”*.

4 mai :

- Elections municipales en Grande-Bretagne. Le Labour Party subit une défaite sans précédent dans ce type d'élections, qui sanctionne Blair et sa politique d'alignement sur Bush.

5 mai :

- Le vice-président Cheney, en visite en Lituanie (Vilnius), attaque le gouvernement russe pour son *“utilisation politique du pétrole”* : *“Il n'y a pas d'intérêts légitimes qui soient servis quand le pétrole et le gaz deviennent des instruments d'intimidation et de chantage.”* Cheney poursuit sa tournée en Asie centrale, notamment au Kazakhstan. Il pose la question du transfert du pétrole des ex-républiques soviétiques par des pipe-lines contournant la Russie.

8 mai :

- L'*International Herald Tribune* publie une tribune libre de l'ancien président Carter, dans laquelle il décrit la situation des territoires palestiniens de la manière suivante : *“Des innocents sont traités comme des animaux parce qu'ils sont présumés coupables d'on ne sait quel crime. Parce qu'ils ont voté pour des candidats qui sont membres du Hamas. Le gouvernement américain est devenu la force motrice d'un système apparemment efficace de réduction du niveau de vie et d'isolement du monde extérieur de la population palestinienne.”* C'est bien avant la capture d'un soldat israélien, utilisée comme prétexte d'opérations militaires plus directes. Il s'agit bien de chasser hors de sa terre la partie du peuple palestinien qui y demeure encore.

11 mai :

- Poutine sonne l'alarme sur la situation démographique en Russie, qui compte aujourd'hui 143 millions d'habitants, mais qui, si l'évolution actuelle se poursuit, pourrait voir sa population réduite à 100 millions en 2050 (du fait de la montée du taux de mortalité, de l'émigration, du Sida, etc.).

12 mai :

- Au Brésil, à Sao Paulo, des émeutes dans les prisons, coordonnées avec des actions à l'extérieur, entraînant des dizaines de morts parmi les détenus, les gardiens et la police, s'inscrivent dans *“une stratégie de la tension”*. En représailles, les commandos de la mort liquident par centaines des jeunes désignés comme délinquants.

16 mai :

- En réponse aux manifestations de travailleurs immigrés, Bush déploie des renforts de la garde nationale à la frontière avec le Mexique.

18 mai :

Un choc boursier entraîne une baisse du Dow Jones et a des répercussions notamment sur les marchés des pays dits émergents comme l'Inde, la Corée du Sud, l'Indonésie. On y voit un signe de la "fragilité" des marchés financiers et l'on craint une répétition de la "crise asiatique" de 1997, notamment dans les pays de l'Est.

22 mai :

- Après qu'à Dacca (Bangladesh), la police a tiré sur les travailleurs d'une usine de textile qui manifestaient en exigeant le paiement de leurs salaires, la grève déferle sur tout le secteur du textile. La puissante mobilisation des travailleurs imposera des augmentations de salaires et la légalisation des activités syndicales, y compris dans les usines relevant des zones économiques spéciales.

23 mai :

- Le quotidien français *Le Figaro* parle "de la grande offensive américaine en Europe". Dans les semaines qui suivent, vont se développer la déstabilisation d'Airbus (EADS), la fusion Mittal-Arcelor et la proposition d'un partenariat entre General Motors, Renault et Nissan, visant à faire éponger les dettes de la multinationale américaine par ses partenaires.

24 mai :

- Par référendum, directement organisé par l'Union européenne, le Monténégro est séparé de la Serbie, nouvelle étape dans la dislocation de l'ancienne Fédération yougoslave. Le Monténégro, qui ne compte que 400 000 habitants, adopte l'euro comme monnaie.

• On apprend qu'en Chine, treize paysans viennent d'être condamnés à des peines allant de trois à sept ans de prison pour avoir participé à des manifestations provoquées par le fait qu'une centrale électrique allait être construite sur leurs terres sans qu'ils reçoivent de dédommagements. La police avait alors ouvert le feu, faisant plusieurs morts.

Ces faits, qui remontent à décembre 2005, ne constituent que l'un des milliers d'"incidents" dont les autorités font état dans tout le pays (87 000 en 2005), provoqués par le non-paiement des salaires, les licenciements liés aux privatisations, la saisie de terres à des fins spéculatives.

• Les ingénieurs de la compagnie pétrolière brésilienne Petrobras, présente en Bolivie, apportent leur soutien à la nationalisation des hydrocarbures boliviens et dénoncent les propos de Condoleezza Rice, "vociférant des menaces d'intervention militaire dans les pays d'Amérique latine dont les ressources naturelles sont indispensables aux Etats-Unis, mais qu'ils ne veulent pas payer leur juste prix".

25 mai :

- Visite de Ehoud Olmert aux Etats-Unis, qui retourne en Israël avec l'appui et les félicitations de Bush.
- Soumis depuis des mois à la pression populaire sur ce point, le gouvernement équatorien rompt le contrat d'exploitation accordé à la compagnie pétrolière américaine OXY.

29 mai :

- A Kaboul, après qu'un convoi américain eut tiré sur une foule, des émeutes massives secouent toute la capitale de l'Afghanistan.

Juin 2006**1^{er} juin :**

- Alors que la violence s'accroît en Irak, un rapport du Pentagone reconnaît que la situation est difficile.

6 juin :

- Résultat des élections au Pérou. Alan Garcia, derrière lequel toutes les forces réactionnaires se sont rassemblées, obtient 53,5 % des voix. 46,5 % vont à un candidat "nationaliste" jusque-là peu connu.

8 juin :

• Un rapport du Conseil de l'Europe établit que 14 pays européens ont activement aidé la CIA à secrètement transférer des prisonniers dont la CIA s'était illégalement saisie. Des prisons secrètes étaient installées en Roumanie et en Pologne. Parmi les pays cités comme ayant eu le rôle le plus actif, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, la Suède, la Macédoine et la Bosnie, mais aussi l'Espagne, Chypre, l'Irlande et le Portugal.

9 juin :

- On annonce la mort de Zarkaoui, présenté comme le responsable d'Al-Qaida pour l'Irak et comme l'âme de la résistance. *L'International Herald Tribune* du lendemain annonce que "les forces américaines agissent rapidement après sa mort".

10 juin :

- Des obus israéliens tombent sur une plage à Gaza, décimant une famille. Le Hamas annonce la fin de la trêve.

12 juin :

- Le *New York Times* publie un article qui éclaire les propos de Cheney lors de sa visite en Lituanie (voir plus haut) et indique l'axe de la préparation de la réunion du G 8 : *“Des diplomates russes, américains, européens et japonais négocient pour savoir si la Russie doit bénéficier d'une plus grande liberté pour investir dans les pipe-lines, les infrastructures du gaz et du pétrole aux Etats-Unis et en Europe. Dans un projet de déclaration destiné à être présenté à la réunion du G 8, prévue cet été à Saint-Pétersbourg, il est recommandé une plus large ouverture pour la Russie tant qu'elle s'accorde avec les principes du marché (...). L'Ouest, pour sa part, veut un plus grand accès pour l'investissement étranger dans l'industrie énergétique russe, qui fait de la Russie l'un des plus grands producteurs de pétrole et de gaz naturel du monde.”*

14 juin :

- Bush effectue une visite éclair en Irak pour rencontrer le nouveau Premier ministre, Maliki, et déclare que les Etats-Unis veulent réduire leur présence dans la période à venir.
- Huit Palestiniens sont tués et 40 autres blessés à Gaza, quand un véhicule palestinien est heurté par un missile.

15 juin :

- Dégringolade des actions d'Airbus (- 26 %).

19 juin :

- Une grave crise alimentaire menace les territoires palestiniens.

22 juin :

- La grève des enseignants au Mexique, à quinze jours des élections, débouche sur une véritable révolte.

25 juin :

- Au Chili, 650 000 lycéens et étudiants manifestent contre la privatisation et pour la gratuité des transports.
- En Italie, une majorité de votants lors d'un référendum rejette la modification de la Constitution destinée à accentuer la régionalisation.

26 juin :

- Israël déclare la guerre totale contre Gaza.

30 juin :

- Le Bundestag approuve le premier volet de la loi sur la réforme du fédéralisme (*“Chaque Land sera désormais directement responsable de l'application du pacte de stabilité dicté par l'Union européenne”*). Il s'agit de passer d'un *“fédéralisme de solidarité”* à un *“fédéralisme de concurrence”* entre les différents Länder. Ce vote provoque de graves divergences au sein du groupe parlementaire du SPD.

Juillet 2006**1^{er} juillet :**

- Les négociations, dans le cadre de l'OMC, en particulier sur les subventions à l'agriculture, se trouvent dans l'impasse.
- L'écrasement de Gaza s'accroît. Arrestation de plus de soixante membres du Hamas, dont huit membres du “gouvernement” palestinien, et de vingt parlementaires.

2 juillet :

- En même temps qu'est élue l'Assemblée constituante en Bolivie, un référendum sur “l'autonomie” des régions est organisé. Le “non” l'emporte largement avec le soutien des organisations syndicales, en particulier de la COB.
- La Cour suprême américaine met en cause l'institution des tribunaux militaires spéciaux qui doivent juger les détenus de Guantanamo.
- Au Sri Lanka, un attentat suicide entraîne la mort du chef d'état-major adjoint de l'armée sri-lankaise.

3 juillet :

- La crise éclate au sommet de EADS. Le P-DG, Forgeaud, démissionne. Cela n'empêche pas la situation commerciale et financière de EADS de continuer à se dégrader.

11 juillet :

- Ehoud Olmert, Premier ministre israélien, réitère son refus de toute négociation avec le Hamas.
- L'Irak est de plus en plus entraîné dans un chaos sanglant : 100 morts par jour.
- Série d'attentats à la bombe contre les trains de banlieue à Bombay. Plus de 170 morts, des centaines de blessés. Ces attentats conduisent à une reprise de la tension entre l'Inde et le Pakistan. Comme l'écrit le *Financial Times* (12 juillet), "les minorités retiennent leur souffle".

12 juillet :

- Israël déclenche son agression contre le Liban. Ainsi, s'ouvre un second front, alors que plus de 20 Palestiniens ont été tués à Gaza. Ehoud Olmert dénonce le Liban en tant que tel : "Je veux qu'il soit clair que ce qui s'est passé ce matin n'est pas un acte de terreur, mais l'acte d'un Etat souverain qui a attaqué Israël sans motif. Le gouvernement du Liban, dont le Hezbollah est une composante, essaie de déstabiliser la région." Comme le reconnaîtra plus tard la presse, et y compris les commentateurs israéliens, "le gouvernement des Etats-Unis était au courant à l'avance des intentions des Israéliens de déclencher une opération militaire au Liban. C'est une opération préméditée" (*The Guardian*, 8 août).
- Pour le journal libanais *Al Safir*, "la guerre actuelle est une guerre israélienne, qui fait suite à la décision américaine de donner naissance à un nouveau Moyen-Orient".
- Le leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, avance la possibilité d'une négociation pour offrir une solution à la crise de Gaza (*International Herald Tribune*, 13 juillet).

14 juillet :

- Bombardement de l'aéroport de Beyrouth et extension de l'intervention israélienne au sol. Le Hezbollah réplique par des tirs de roquettes, qui atteignent notamment Haïfa.
- Le niveau de violence monte encore en Irak. Le gouvernement iranien fait savoir que l'Iran ne peut renoncer à avoir une industrie atomique.
- Dès ce 14 juillet, le *Financial Times* donne une note de prudence et situe l'enjeu : "L'usage disproportionné de la force est une erreur (...). Il ne s'agit plus — pour autant que c'est jamais été le cas — d'une querelle régionale. Dans les conditions actuelles, tout autant que pendant la guerre froide, un coup de feu (au Moyen-Orient) résonnera dans le monde entier."

15 juillet :

- Alors que s'ouvre la réunion du G 8, on apprend que "les Etats-Unis ont averti Damas et Téhéran qu'ils seraient tenus pour responsables de leur rôle dans la crise (...). Paris a, de son côté, suggéré que Téhéran avait pu encourager les attaques des groupes radicaux pour détourner l'attention de son programme nucléaire" (*International Herald Tribune*).

17 juillet :

- La réunion du G 8 aboutit à un texte unanime, mais extrêmement général, sur les questions de l'énergie qui devaient être au centre de ce sommet. Il se contente d'assurer que toutes mesures seront prises pour stabiliser les prix et développer la production, déclarant : "Nous créerons et maintiendrons les conditions pour attirer des fonds dans le secteur de l'énergie par le moyen de marchés compétitifs, ouverts, équitables et transparents."

En revanche, le sommet n'a pu qu'enregistrer l'incapacité de Poutine et de Bush d'aboutir à un accord sur l'entrée de la Russie dans l'OMC.

- Cela n'empêche pas que l'appel unanime qui émanera du G 8, tout en invitant "Israël à la retenue", dénonce "l'agression des extrémistes et de ceux qui les soutiennent". Alors que les bombes écrasent toutes les activités vitales du Liban, Washington donne son feu vert à la continuation de l'action. L'ONU apparaît comme impuissante à faire autre chose qu'à accepter la politique américaine.

Ainsi, l'*International Herald Tribune* (18 juillet) signale que Bush, à qui l'on rapporte les inquiétudes de Kofi Annan, dit : "Que Kofi Annan téléphone à Assad, le chef d'Etat syrien, pour lui demander d'intervenir."

- Le massacre se poursuit au Liban et les exécutions de Palestiniens continuent à Gaza.

18 juillet :

- Le quotidien financier français *La Tribune* caractérise la situation de l'été 2006 dans les termes suivants : "Le monde retient son souffle sur le plan de la politique comme sur celui de l'économie."

19 juillet :

- Des combats font rage en Afghanistan.

22 juillet :

- Alors que la guerre s'amplifie au Liban, Condoleezza Rice déclare : "Je ne suis pas intéressée par la diplomatie si elle n'a comme but que de faire revenir le Liban et Israël au point de départ."

Condoleezza Rice avait auparavant déclaré que ce qui se passait au Liban, "c'était les douleurs d'accouchement de la démocratie au Moyen-Orient".

24 juillet :

- Israël évoque pour la première fois la nécessité d'une force internationale sous contrôle de l'OTAN.

25 juillet :

• Une conférence se tient à Rome sur la situation au Moyen-Orient, avec la participation notamment des Etats-Unis, de la Russie, de la Grande-Bretagne, de la France, de pays du Moyen-Orient, de l'Union européenne en tant que telle, de l'ONU et de la Banque mondiale. La détermination américaine interdit toute déclaration finale en faveur d'un cessez-le-feu.

• Ce même jour, la crise qui marque les discussions au sein de l'OMC aboutit à une rupture provoquée par l'attitude américaine. Le secrétaire général de l'OMC doit interrompre les discussions.

26 juillet :

• *"Israël évalue la possibilité d'une zone tampon"*, note l'*International Herald Tribune*, qui fait état d'une forte résistance du Hezbollah.

• Le même jour, les Etats-Unis annoncent qu'ils vont accroître leur présence militaire à Bagdad.

28 juillet :

• Le *Financial Times* titre son éditorial : *"Il est temps d'arrêter."*

• Le dignitaire chiite irakien Ali Al Sistani, l'un des piliers de l'accord entre les dirigeants chiites et les occupants américains, déclare : *"Il n'est plus possible de rester de côté, les mains liées (...). Le massacre a atteint un seuil intolérable."*

31 juillet :

• Raid israélien sur Cana. Condoleezza Rice annule son voyage. L'*International Herald Tribune* note : *"Le silence américain donne du temps à Israël."*

Août 2006**1^{er} août :**

• Le gouvernement israélien fait savoir qu'il ne peut y avoir de cessez-le-feu avant la mise en place de la force internationale d'interposition.

• Pour Bush, le combat mené par Israël est un combat pour la démocratie, lié à la guerre contre le terrorisme.

• Immense manifestation à Mexico contre la fraude, exigeant le recompte des voix de l'élection présidentielle.

2 août :

• Israël rappelle encore des réservistes, et des forces importantes d'infanterie et de blindés pénètrent au Liban, tandis que les bombardements continuent.

• Trois militaires sont tués en Afghanistan, alors que la responsabilité des forces d'occupation est passée entre les mains de l'OTAN.

• L'*International Herald Tribune* publie une tribune libre de Kissinger dans laquelle il se prononce pour l'ouverture d'une grande négociation avec l'Iran.

• Devant une commission du Sénat américain, des militaires de haut rang, dont le général Abizaïd, commandant des forces américaines au Moyen-Orient, considèrent — comme d'ailleurs l'ancien ambassadeur britannique en Irak — que le pays s'oriente vers la guerre civile.

4 août :

• Yanukovitch, ancien Premier ministre d'Ukraine qui avait démissionné après la prétendue révolution orange, revient au pouvoir suite à un accord avec les partis de la "coalition orange".

• Fidel Castro, qui doit être opéré, passe ses fonctions à son frère Raoul. Pour le *New York Times*, c'est *"le commencement de la fin à Cuba"* et le gouvernement américain rend public un plan en 29 points visant *"à un changement politique à Cuba"*.

• La Banque centrale européenne augmente ses taux.

• Plus de 100 000 partisans du dirigeant chiite Moktada Al Sadr ont manifesté à Bagdad, condamnant Israël et les Etats-Unis.

• Un rapport d'une commission mise en place par le gouvernement chinois appelle à la création d'un organisme dont le rôle serait de *"rigoureusement examiner"* les acquisitions par des compagnies étrangères de firmes d'Etat. Cette commission précise : *"Il faut évaluer les effets de l'investissement étranger, afin de pouvoir se garder de tous les dangers que recèlent ces investissements."*

7 août :

• L'offensive israélienne s'intensifie, et les combats également : l'armée israélienne subit des pertes importantes.

- Discussions autour d'un projet de résolution du Conseil de sécurité prescrivant un cessez-le-feu, qui s'accompagnent de discussions sur la mise en place d'une force internationale.

- A la CDU comme au SPD, des voix s'élèvent contre l'envoi de troupes allemandes au Moyen-Orient.

- Les désaccords s'affirment au sommet de l'establishment américain : avec Kissinger, des dignitaires de la présidence Bush senior réclament le retour à la voie diplomatique avec l'Iran et la Syrie.

- Les travailleurs de la plus grande mine de cuivre du monde, Escondida, dans le nord du Chili, se mettent en grève. C'est la première grève dans l'histoire de cette entreprise, qui appartient au groupe anglo-australien BHP Bilitan. Alors que le prix du cuivre a triplé en trois ans, la direction refusait toute augmentation de salaires. Les travailleurs réclament une augmentation de 13 %. Ils ont rejeté une offre patronale de 3 %. Au moment où *La Vérité* était sous presse, la grève se poursuivait.

8 août :

- Les Etats arabes réclament un cessez-le-feu, mais "*les Etats-Unis ont réaffirmé fermement la position selon laquelle il ne peut y avoir de cessez-le-feu au Moyen-Orient sans désarmer le Hezbollah*".

- Bush, s'adressant à l'état-major des gardes-côtes de Miami, déclare : "*La crise actuelle est une composante d'une lutte plus ample entre les forces de la liberté et les forces de la terreur au Moyen-Orient.*"

- La Réserve fédérale des Etats-Unis, pour la première fois depuis 2004, décide de ne pas augmenter son taux d'intérêt de base, compte tenu de la dégradation de la situation économique aux Etats-Unis.

10 août :

- Alors qu'Israël accentue son effort militaire, la presse internationale considère qu'il y a un grand écart entre les positions de la France et des Etats-Unis quant au cessez-le-feu.

12 août :

- Pourtant, en 48 heures, un accord de cessez-le-feu est approuvé par le Conseil de sécurité unanime. Il ne sera effectif que le lundi 14 août au matin. Pendant ce temps et jusqu'à la dernière minute, les bombardements se poursuivent et Israël mène une ultime offensive pour aboutir à une apparence de victoire (*International Herald Tribune*, 14 août).

- Ce même 12 août, éclate la nouvelle d'un "*complot aux proportions inimaginables*" (*The Guardian*) visant à faire exploser en vol plusieurs avions de compagnies américaines assurant la liaison entre Londres et les Etats-Unis. L'aéroport de Londres est bloqué et plus de 100 personnes sont arrêtées.

15 août :

- Dès le 14 août et la mise en œuvre du cessez-le-feu, les Libanais chassés par la guerre retournent en masse sur leurs terres.

16 août :

- L'*International Herald Tribune* de ce jour signale que le mois de juillet aurait été le plus meurtrier en Irak depuis que la guerre a commencé.

- Au lendemain du cessez-le-feu, Ehoud Olmert déclare : "*Il faut se préparer pour que les choses se passent mieux la prochaine fois.*" Pour la presse libanaise, la résolution 1701 de l'ONU "*pousse à une guerre civile au Liban avant même que l'encre n'en soit séchée.*"

Italie : les premiers pas du gouvernement Prodi-Bertinotti (soutenu par le Secrétariat unifié)

Par Lorenzo Varaldo

Les 25 et 26 juin, s'est déroulé en Italie le référendum sur la "réforme" de la Constitution appelée la "dévolution". Trois mois après les élections politiques, deux mois après l'installation du gouvernement Prodi, le peuple italien a dit non une fois de plus à la division du pays, à la destruction des conquêtes et de la démocratie, à la création des "vingt petites Italies".

Avec ce vote, les travailleurs et toute la population ont véritablement exprimé leur refus de la régionalisation, qui est à la base de la destruction de la santé publique, des écoles, des services publics, de la remise en cause des contrats de travail nationaux et de l'existence même des fédérations syndicales nationales. Ils ont voulu affirmer clairement : *"Nous voulons défendre nos acquis, les services publics, l'unité de la nation italienne."*

Ce référendum n'est pas un simple signal, parmi les nombreux autres, exprimés ces derniers mois. La nette victoire du non, qui, comme nous le verrons, a immédiatement inquiété tous les leaders politiques, arrive après quinze ans de propagande en

faveur de la régionalisation et après pas moins de trois "réformes" dans ce domaine, promulguées par référendum (1). Elle marque ainsi un important pas en avant

(1) La première "réforme", en 1992, qui abolissait le système de vote proportionnel, avait connu un résultat presque plébiscitaire obtenu sur la base de la formule démagogique : *"enlever le pouvoir aux partis"* et *"garantir l'alternance"*, à un moment où la Démocratie chrétienne, le Parti socialiste italien, le Parti libéral italien (PLI) et le Parti social-démocrate italien (PSDI) connaissent de nombreux scandales. Il s'agissait de donner l'illusion aux citoyens d'un possible changement, alors qu'on créait les institutions qui allaient gérer l'entrée dans l'Union européenne.

La seconde réforme fut celle des "statuts" des régions, en 1999, votée au Parlement, et qui ouvrit le chemin à la promulgation de vingt véritables petites "Constitutions régionales".

La troisième réforme, en 2001, concernait le titre V de la Constitution. Elle sera promulguée par le centre-gauche les derniers jours de son investiture, avec seulement trois voix d'écart, et sera soumise au référendum en octobre 2001. Cette "réforme" introduisit les premiers éléments importants de régionalisation et de division du pays, et rendit constitutionnel le principe de subsidiarité de l'Union européenne. Néanmoins, c'est à ce moment que se manifestèrent les premières failles dans le mécanisme de consensus plébiscitaire : deux tiers des électeurs ne sont pas allés voter.

dans la prise de conscience des masses quant au contenu de ces “réformes”.

D’autre part, le résultat du référendum procède des grèves et des manifestations de ces dernières années contre toute la politique de l’Union européenne, appliquée d’abord par les gouvernements Prodi-D’Alema-Amato du centre-gauche, puis par le gouvernement Berlusconi. Et sur un autre plan, cela s’est exprimé sur le plan électoral dans le vote de refus de Berlusconi, qui, dans les cinq dernières années, a mis en œuvre cette même politique, laquelle était directement dictée par Prodi comme président de la Commission européenne.

Mais il y a un problème : juste au moment où le peuple dit non, le gouvernement Prodi relance le “dialogue” avec l’opposition, c’est-à-dire avec Bossi et Berlusconi, pour parvenir à promulguer coûte que coûte, “ensemble”, une “réforme”.

Le premier acte de Prodi, élu, répétons-le, par une majorité qui voulait rejeter la politique de Berlusconi, consiste donc à proposer une politique totalement opposée aux aspirations des travailleurs italiens, et en accord avec ceux-là mêmes qui ont été battus.

Trois mois après les élections, il est dans l’intérêt de tous les travailleurs, des militants, des délégués syndicaux qui se sont engagés pour la défense des conquêtes et de la démocratie d’ouvrir une discussion sur l’activité de ce gouvernement soutenu par tous les partis de l’Unione, qui comprend la Marguerite, l’UDEUR (deux partis de l’ex-Démocratie chrétienne), les Démocrates de gauche (ex-Parti communiste italien), les Verts, le Parti de la refondation communiste avec tous ses courants, y compris la Sinistra Critica (2) (les partisans du Secrétariat unifié en Italie) et le courant qui se réfère à Militant.

Ce gouvernement comprend aussi le PDCCI, parti qui s’est détaché du Parti de la refondation communiste en 1998 pour soutenir le gouvernement Prodi.

UN PREMIER BILAN

Durant toute la campagne électorale (des élections législatives et sénatoriales d’avril

2006, qui ont conduit à l’élection de Prodi), les militants italiens de la IV^e Internationale n’ont pas cessé de poser une question :

“Comment est-il possible de penser que Prodi, ex-président de l’Union européenne, qui, pendant cinq ans, a dicté à Berlusconi tous les plans de destruction, puisse aujourd’hui représenter une issue pour les travailleurs, pour la classe ouvrière italienne, qui veut en finir avec la politique appliquée par Berlusconi et imposée par Bruxelles ?”

Au lendemain du vote, à l’occasion du meeting international organisé par la liste “Non à l’Union européenne, pour la défense de la démocratie et des services publics”, que les militants de la IV^e Internationale, avec d’autres travailleurs de toutes origines politiques, ont présentée à Turin à l’occasion des élections municipales du 28 mai, 70 travailleurs, militants, délégués syndicaux lançaient un appel :

« Les travailleurs, les jeunes, la population, les personnes âgées veulent changer les choses. Nous l’avons dit par millions ces dernières années. Du nord au sud du pays, nous avons fait grève et manifesté à plusieurs reprises contre la “réforme” des retraites, pour la défense des contrats de travail nationaux et de l’article 18, contre les licenciements à la Fiat et dans les autres industries, contre la guerre (...). En novembre et en décembre, c’est encore des millions de travailleurs, qui, en se mobilisant et en faisant grève contre la loi de finances de Berlusconi promulguée en application des critères de Maastricht et du pacte de stabilité, ont dit “stop”. Et ils l’ont répété les 9 et 10 avril en votant pour chasser Berlusconi et sa politique dictée par Bruxelles. Ils ont affirmé ainsi clairement : arrêt des licenciements, des délocalisations, de la destruction de la Fiat et de toute l’industrie. »

Mais quand ces militants lançaient cet appel, ils posaient de nouveau le problème, à la lumière du programme et des premières déclarations de Prodi et des leaders de l’Unione :

« Berlusconi a été battu, mais qu’annonce Prodi ? Prodi, ex-président de l’Union européenne, dans le discours inaugural de son gouvernement, répondant aux injonctions répétées de l’Union européenne et du FMI avant et après le vote pour réduire les dépenses et appliquer les “réformes”, déclare : “Il faut assainir les

(2) Littéralement “Gauche critique” (NDT).

comptes publics de manière urgente.” Puis, il ajoute qu’il a l’intention d’abaisser de cinq points en un an “les excessives charges de la fonction publique”. Cela signifie encore une fois diminuer les budgets de la santé, des écoles, des services, étrangler les communes.

Il entend ainsi appliquer le programme de l’Union européenne, que tous les partis de la coalition ont signé, y compris les Démocrates de gauche et les membres du Parti de la refondation communiste (avec tous ses courants) : aucune abrogation des réformes Moratti et Biagi, mais seulement l’“atténuation” de la précarité, un Sénat des régions, un marché du travail régional, le respect des diminutions de budget, les privatisations, les libéralisations. Mais cela ne veut-il pas dire continuer et aggraver la politique menée par Berlusconi, que la population a pourtant rejetée ? »

Le gouvernement Prodi représente-t-il un changement ou assure-t-il la continuité et l’aggravation de la politique de Berlusconi ? Répétons-le : Prodi a été élu sur la base du rejet de la politique de Berlusconi, du rejet des privatisations, du rejet de la destruction de l’industrie, du rejet de la guerre... Ce gouvernement va-t-il remettre en cause la politique de Berlusconi ? C’est à cette question qu’il faut répondre à partir des faits.

Une autre question se pose : quel rôle a joué et joue le Parti de la refondation communiste, avec tous ses courants, à l’intérieur du gouvernement ? Le courant Sinistra Critica, membre du Secrétariat unifié, a obtenu deux sièges au Parlement : quelles positions a-t-il prises ? Quel rôle a-t-il joué ces premiers mois ?

Pour le faire, il est nécessaire, là aussi, de partir des faits.

BERTINOTTI, PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS : UN PASSAGE “OBLIGÉ”

Le 30 avril, se déroulent les élections des présidents de la Chambre des députés et du Sénat. Bertinotti, secrétaire général du Parti de la refondation communiste, est désigné président de la Chambre des députés, et Franco Marini (membre de la Marguerite, ex-secrétaire général de la CISL [3]) président du Sénat.

Il est évident que la majorité extrêmement réduite de l’Unione (elle dispose de deux sièges de plus que la Casa della Libertà [4]) rend toute la politique extrêmement instable et délicate, et cela avant que le gouvernement Prodi ne soit élu. Prodi affirme à propos de l’élection de Bertinotti :

“Bertinotti à la présidence de la Chambre : une garantie supplémentaire pour gouverner.”

Et *Liberazione*, le journal du Parti de la refondation communiste, écrit le 25 avril :

“Certains pensaient que le Parti de la refondation communiste se limiterait à un soutien externe du gouvernement. Il n’en a jamais été ainsi, nous soutenons et nous soutiendrons le gouvernement pendant cinq ans.”

L’élection de Bertinotti semble donc nécessaire pour assurer la stabilité à un gouvernement qui, avant et après les élections, annonce chaque jour qu’il souhaite aller plus loin dans l’application de la politique de l’Union européenne. Il s’agit ici d’un programme qui va totalement à l’encontre des intérêts de la classe ouvrière, des travailleurs qui ont voté pour chasser Berlusconi.

Lors de son discours à la Chambre des députés, Bertinotti, après avoir dit “Je dédie ce jour aux ouvriers, nous devons nous reconnaître dans la Constitution”, a immédiatement ajouté : “Je suis un homme de parti, mais j’en ai assez de la logique amis-ennemis.” Déclaration qui a provoqué les applaudissements de la gauche et de la droite !

Puis, Bertinotti a déclaré à propos de la guerre : “Notre position contre la guerre et le terrorisme est irréductible”, ajoutant un hommage aux victimes de Nassirya (5) et provoquant ainsi une nouvelle série d’applaudissements unis de la droite et de la gauche (*La Stampa*, 30 avril).

Nous verrons bientôt quelle signification concrète ont ces propos.

Ce qui est évident, c’est que Prodi, durant toute la campagne électorale, et encore

(3) Confederazione italiana Sindacati lavoratori (confédération italienne des syndicats de travailleurs) (NDT).

(4) “Maison des libertés”, coalition de droite menée par Berlusconi (NDT).

(5) Ville du sud de l’Irak dans laquelle plusieurs soldats italiens ont été tués en avril 2006.

plus dans les premières semaines qui ont suivi le vote, a tout fait pour accorder à Bertinotti un poste central comme un élément essentiel pour faire passer sa politique. Le nouveau gouvernement est un véritable gouvernement de "grande coalition", qui rassemble les partis issus de la Démocratie chrétienne, les ex-libéraux, les Verts, toutes les composantes issues de la dislocation du Parti communiste italien (DS, PdCI, Parti de la refondation communiste) et tous les courants "altermondialistes", avec un rôle particulier pour les militants du Secrétariat unifié, comme nous le verrons un peu plus loin. Il s'agit d'un véritable modèle de coalition pour l'Union européenne.

Le scénario se met donc en place : d'un côté, Prodi tend une main à Berlusconi et à la droite pour avancer vers une Union sacrée, notamment sur les questions de la régionalisation et de la guerre. De l'autre côté, des signes sont adressés à la classe ouvrière : deux ex-syndicalistes sont désignés comme présidents des chambres.

Mais ce scénario va se heurter à des obstacles dès les premières semaines du gouvernement Prodi, en particulier avec le résultat du référendum de la fin du mois de juin.

DU PROGRAMME AU GOUVERNEMENT : LES PREMIERS PAS DE L'UNIONE

Le 14 mai, Giordano, le nouveau secrétaire du Parti de la refondation communiste, déclare dans une interview à *Liberazione* :

"Il faut un gouvernement qui puisse dédommager les travailleurs et la société entière : des salaires plus élevés, plus de retraites, plus de droits."

Mais il ajoute ensuite :

"La présence dans l'exécutif est décisive pour avoir voix au chapitre sur le programme entier du gouvernement et sur sa politique. C'est ce qui sera réalisé avec le programme que nous devons aider à faire vivre et à présider."

Giordano revendique donc l'application du "programme" signé par tous les partis de l'Unione.

Pourtant, sont prévus dans ce programme une privatisation et une libéralisation complètes, l'abaissement de cinq points du "coût du travail" comme annoncé par Prodi le jour même de sa victoire électorale, la "réforme" de la Constitution établie avec Bossi et Berlusconi. En revanche, il n'est pas prévu d'abroger les lois Biaggi (généralisation du travail précaire et attaques contre les contrats de travail nationaux) et Moratti (qui démantèle l'école et l'Université).

Au centre de ce programme, il y a l'Union européenne. Prodi déclare :

"Le principe qui inspire notre programme est un projet européen au service du pays, avec comme objectif une Europe plus intégrée."

Et il ajoute :

"L'Europe est le lieu, l'espace, la dimension de notre vie. Aucune nation, aucun peuple européen ne peut confier son propre futur aux seules politiques nationales."

Le 17 mai, Prodi présente son gouvernement au président de la République. Dans le gouvernement présidé par l'ex-président de la Commission européenne, un des postes les plus importants est occupé par Tommaso Padoa Schioppa, ex-vice-président de la Banque centrale européenne (BCE). Le poste de vice-président est quant à lui occupé par Massimo D'Alema, ex-président des Démocrates de gauche.

Une commissaire européenne fait également partie de ce gouvernement : Emma Borino, une des plus ferventes partisans du marché et de la concurrence, à laquelle est confié le ministère "*des Affaires européennes*". Le Parti de la refondation communiste fait naturellement partie de ce gouvernement et l'on confie à Paolo Ferrero le ministère "*de la Solidarité sociale*".

Le jour suivant, le gouvernement se présente au Parlement et Prodi prononce son discours :

"La première chose indispensable à faire est la correction des comptes publics. Il faut réduire le niveau fiscal de cinq points (coût du travail), parce que les charges pour les fonctionnaires sont excessives. Il faut plus de compétition, donc une libéralisation et des privatisations."

Puis il ajoute :

"Une société sans mobilité, dans laquelle les fils héritent du travail de leur père, n'est pas une société qui grandit."

Pour cela, la loi Biagi sera “*modifiée pour atténuer la précarité, mais non abrogée*”.

Il affirme à propos de la guerre :

“*L’Italie est en première ligne contre le terrorisme, avec aussi des interventions militaires sous l’égide des institutions internationales.*”

Puis, il annonce “*le retrait de l’Irak quand il en sera temps*”, ce qui suscite une vive réaction des parlementaires de droite. Prodi leur répond :

“*Mais c’est exactement votre programme !*”

Enfin, en ce qui concerne l’énergie, il est prévu de poursuivre rapidement la privatisation de l’ENEL (6).

LE SOUTIEN DU SECRÉTARIAT UNIFIÉ

Ce programme de parfaite application des directives de l’Union européenne, de privatisations, de diminution des dépenses publiques, de non-abrogation des lois promulguées par Berlusconi, ce programme qui s’oppose donc frontalement aux aspirations de la majorité a été voté par tous les députés et sénateurs de l’Unione, y compris tous les élus du Parti de la refondation communiste, y compris les deux sénateurs du courant “Gauche critique”, militants du Secrétariat unifié : le sénateur Malabarba (élu à Milan) et le sénateur Turigliatto (élu à Turin, responsable dans le Parti de la refondation communiste du travail en direction des grandes entreprises).

Ces mêmes sénateurs qui affirment lors de la conclusion du comité central du Parti de la refondation communiste du 22 avril, non seulement que “*les conditions pour l’arrivée de Refondazione au gouvernement n’étaient pas réunies*”, mais aussi que “*nous n’avons pas caché le fait que nos votes étaient nécessaires pour la naissance du gouvernement Prodi*”.

Un “sens des responsabilités” que nous retrouverons sur d’autres points.

Oui, les votes des militants du Secrétariat unifié, en raison de l’étroite majorité obtenue aux élections par l’Unione, sont absolument “nécessaires”. Rappelons que les deux sièges de plus pour la majorité sont

justement ceux de ces deux sénateurs... Si l’arithmétique électorale avait été différente et que la majorité de Prodi avait été plus large, ces parlementaires auraient pu éventuellement s’abstenir et même voter contre, après avoir naturellement invité à voter Prodi aux élections et avoir ainsi rendu possible le gouvernement de l’ex-président de l’Union européenne. Mais la situation électorale a rendu nécessaire un soutien plus direct, et les sénateurs du Secrétariat unifié ne s’en cachent pas : ils “critiquent”, votent des motions différentes à l’intérieur du Parti de la refondation communiste, disent que “*les conditions ne sont pas réunies*”, mais ils votent pour permettre à un tel programme de voir le jour.

Bertinotti, pour sa part, déclare le 19 mai :

“*Prodi a fait un discours parfait, un réel assainissement sans toucher les plus faibles*” (*La Repubblica*).

ET LE GOUVERNEMENT, À PEINE AUX AFFAIRES, NE PERD PAS DE TEMPS

Depuis plusieurs semaines, se succèdent les injonctions de l’Union européenne concernant les coupes nécessaires, la situation “catastrophique” dans laquelle se trouve le pays, les “réformes” structurelles urgentes à mettre en œuvre. Une pression énorme s’exerce sur l’opinion publique pour la contraindre à accepter le fait qu’il n’y aura aucun changement possible par rapport à la politique de Berlusconi. Au contraire, on indique qu’il faut aller plus loin parce que l’Europe l’exige

Le 20 mai, le ministre Padoa Schioppa (ministre de l’Economie et des Finances) rencontre Dragui (gouverneur de la Banque d’Italie) et établit le fait qu’il faut un “*Maastricht interne*” (*La Repubblica*).

Le 21 mai, il affirme :

“*Il est évident que les dépenses de santé seront intégrées dans le nouveau pacte interne.*”

Padoa Schioppa poursuit le 23 mai :

“*Les finances publiques sont dans le même état que dans les années 1990, et*

(6) Société nationale italienne d’électricité.

même pire, parce qu'alors il n'y avait pas de stabilité des finances publiques, mais au moins il y avait croissance de l'économie. Puis, on est passé à la stabilité, mais dans un contexte de croissance faible. Aujourd'hui, en revanche, nous nous trouvons dans une situation où stabilité et croissance sont absentes."

La recette pour s'en sortir, selon Padoa Schioppa ?

"Inévitablement, une nouvelle pression sur les dépenses de santé (et donc sur les régions), sur celles des administrations, sans exclure une retouche de la réforme des retraites. Il faut augmenter le taux de libéralisation de l'économie italienne en privatisant" (La Stampa).

Prodi déclare à son tour :

"Nous sommes dans une phase encore plus critique qu'en 1996."

Quant à Almunia (commissaire européen aux Affaires économiques), il affirme :

"Bruxelles nous demande avant tout de réaliser la loi de finances 2006 avant de penser à de nouvelles mesures" (La Stampa, 24 mai).

Le 25 mai, arrive l'adresse de la Banque centrale européenne à l'Italie :

"Il faut une coupe budgétaire de 7 milliards" (La Stampa).

Almunia avertit :

"Il y a besoin de plus de coupes. Prodi sait très bien comment faire. J'attends le nouveau ministre de l'Economie pour discuter de cette question" (La Stampa, 9 juin).

La Stampa commente ainsi :

"La ligne choisie par Prodi, a répété le porte-parole Silvio Sirianna, est d'être fidèle aux devoirs dictés par l'Union européenne. Sans aucun doute, l'engagement de réduction du déficit pris par le gouvernement Berlusconi sera respecté."

Le 2 juin, en Italie, a lieu la fête de la République. Bertinotti, en qualité de président de la Chambre, participe au défilé des forces armées, pendant qu'à quelques centaines de mètres défilent en cortège, à Rome, travailleurs, jeunes, militants contre la guerre et pour le retrait des troupes d'Irak et d'Afghanistan. Parmi eux, des centaines de militants du Parti de la refondation communiste, qui manifestent pendant que leur ex-secrétaire s'épingle un pin aux couleurs de la paix sur le revers de la veste.

Plus tard, tout le gouvernement se réunit dans une villa en Ombrie pendant deux

La réduction des dépenses de santé

C'est dans cette situation que, le 2 juin, le ministre Padoa Schioppa prend la première mesure concrète. Il lance un ultimatum à six régions :

"Vous réduisez le déficit des dépenses de santé en juin ou nous augmenterons les taxes."

La Repubblica spécifie que, pour les six régions, il s'agirait d'une augmentation de 90 euros par habitant. Ce décret ne rencontre aucune résistance, ni de la part du Parti de la refondation communiste ni de la part des sénateurs du Secrétariat unifié.

Dans le Piémont, qui ne fait pas partie des six régions frappées, l'assesseur à la santé est Valpreda, du Parti de la refondation communiste. Il déclare :

"Le premier pas pour mettre à zéro le déficit, je l'ai fait par rapport aux agences sanitaires locales, en imposant aux commissaires deux objectifs : le réaménagement de l'organisation et la diminution du budget. Je ne veux fermer aucun service, au contraire, je veux en augmenter la puissance. Nous réussissons, mais il faut être patient. Je sais que les gens veulent des réponses immédiates, mais je demande du temps, nous avons encore quatre ans pour gouverner" (La Repubblica, 5 juin).

Le Parti de la refondation communiste demande donc "du temps", et en même temps exécute les coupes dans le Piémont et les soutient à Rome. Mais "du temps", il n'y en a pas. Ainsi, par exemple, une femme gravement malade à Turin, qui a besoin d'examen urgents, obtient un rendez-vous pour le... 7 avril 2007 ! L'administration de l'hôpital répond qu'elle est forcée de respecter les coupes budgétaires :

"Nous savons qu'il s'agit d'un fait grave, mais nous ne pouvons rien faire."

jours, au terme desquels arrive le verdict de Padoa Schioppa :

“Coupe budgétaire bis inévitable, le trou est estimé à 9 à 12 milliards d’euros (18 000 à 24 000 milliards de liras).”

**MAIS POUR METTRE EN ŒUVRE
CETTE POLITIQUE,
IL EST NÉCESSAIRE D’INTÉGRER
LES ORGANISATIONS SYNDICALES**

Le 13 juin, Prodi déclare à *La Repubblica* : *“Les décisions seront prises ensemble.”* C’est exactement ce qu’il avait déjà déclaré à l’assemblée de la Confindustria (confédération des industriels italiens) le 26 mai dernier, face aux patrons qui lui demandaient des mesures urgentes, et notamment l’abaissement du “coût du travail”. Tout cela est possible, avait dit Prodi,

“en relançant la concertation. Il faut un nouvel accord stratégique avec des objectifs partagés, des règles partagées, des valeurs partagées.”

Dans cet objectif, peu de jours après, le ministre de l’Economie et des Finances, Padoa Schioppa, convoque les syndicats.

Quelle est la réaction du Parti de la refondation communiste ?

Le 18 juin, dans une interview, il est demandé à Bertinotti si les débuts du gouvernement Prodi ont été positifs. Bertinotti répond qu’il y a des points positifs, comme

“la confirmation du retrait des troupes d’Irak, la volonté du ministre Padoa Schioppa de conjuguer rigueur et développement, la reprise du dialogue avec les syndicats”.

Donc, pour Bertinotti, la politique de Padoa Schioppa, qui annonce tous les jours des coupes budgétaires, des privatisations, des “réformes” structurelles, est positive. Mais ce n’est pas tout : il est positif que soit repris “le dialogue” avec les syndicats pour appliquer cette politique, comme s’il s’agissait d’une négociation, alors que, de toute évidence, comme le dit Prodi lui-même, il s’agit d’intégrer les syndicats dans *“des objectifs partagés, des règles partagées, des valeurs partagées”*.

Et la “Gauche critique” des militants du Secrétariat unifié continue “à critiquer”.

Dans leur déclaration politique de juin, publiée sur *Erre* le 20 juin, on peut lire :

“Le Parti de la refondation communiste doit se battre pour desserrer les liens économiques des traités européens imposés et construire les bases pour une loi de finances fondée sur une réelle redistribution des revenus, sur la bataille contre l’évasion fiscale, sur la taxation des profits financiers, et une modification des échelons fiscaux en vue de frapper les revenus les plus hauts, ainsi que l’accroissement vertigineux des profits.”

Si l’on comprend bien, il faudrait en même temps *“desserrer les liens économiques des traités européens”* et les accepter, puisque Prodi s’apprête à faire approuver une coupe budgétaire de 7 milliards et prépare une loi de finances de 30 milliards !

Les dirigeants italiens du Secrétariat unifié affirment donc qu’il faut *“atténuer les liens de Maastricht”* au moment même où le gouvernement applique les coupes dans le budget. N’est-ce pas là une attitude de duplicité ?

“PLUS UTILES QUE BERLUSCONI”

Le 16 juin, D’Alema se rend à Washington, où il est reçu par Condoleezza Rice. La secrétaire d’Etat américaine demande à l’Italie *“une ligne claire sur l’Irak”*.

D’Alema répond que les troupes resteront en Irak jusqu’à la fin de l’année, seuls 600 soldats rentreront immédiatement.

Mais pour l’impérialisme américain, cela est insuffisant. C’est pourquoi D’Alema annonce à Condoleezza Rice que le contingent militaire en Afghanistan sera confirmé, et peut-être même renforcé.

D’Alema quitte donc l’Italie avec la proposition du gouvernement : maintien d’une partie des soldats en Irak jusqu’à la fin de l’année, dans l’attente du retrait complet. Mais il confirme les contingents en Afghanistan et laisse même ouverte la possibilité d’une augmentation du nombre de soldats. Cela sera-t-il suffisant pour l’impérialisme américain ?

La réponse arrive le jour suivant. Condoleezza Rice et D’Alema décident, en conclusion de la rencontre, d’organiser une conférence de presse commune, ce qui

n'était pas prévu et qui souligne le climat de concorde. D'Alema, avec sourires et compliments, déclare :

« Nous savons que vous étiez amis du centre-droit (c'est-à-dire de Berlusconi — NDLR). Mais nous pouvons vous donner quelque chose que vous n'obteniez pas avec le gouvernement précédent. Une contribution utile pour les deux côtés, l'Union européenne et les pays arabes, même s'il faut un changement démocratique chez les seconds. »

Le commentaire du *Corriere della Sera* parle de lui-même :

« Il ne semble pas qu'il (D'Alema — NDLR) ait dit "exportation de la démocratie", mais tout tournait autour de cette expression chère à Bush, vers laquelle allait son message sur l'utilité du gouvernement de centre-gauche par rapport à celui de Berlusconi. »

George Bush dit-il autre chose, lorsque, s'adressant à l'état-major des gardes-côtes de Miami, il déclare à propos de la guerre au Liban :

« La crise est une composante d'une lutte plus ample entre les forces de la liberté et les forces de la terreur au Moyen-Orient » (International Herald Tribune, 1^{er} août).

Quelles sont les raisons pour lesquelles l'"exportation de la démocratie", dont nous connaissons la signification pour Bush, serait plus facile avec l'Unione ?

D'Alema continue :

« Ce n'est pas que les anti-Américains n'existent pas en Italie. Il y en a, et il y en a même dans le gouvernement. Mais je ne le suis pas. Le gouvernement a reçu un mandat des électeurs pour retirer les troupes de l'Irak. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de nombreux champs dans lesquels nous pouvons collaborer. »

Dans le nouveau gouvernement italien, il y a donc ceux qui se déclarent publiquement favorables à Bush (et D'Alema, qui a bombardé le Kosovo en mars 1999, se compte lui-même parmi ceux-ci) et ceux qui se disent "ennemis" de sa politique.

Mais, tous ensemble, amis et "ennemis", décident de laisser les troupes en Irak jusqu'à la fin de l'année (exactement ce qui était prévu par Berlusconi), de maintenir et peut-être augmenter le nombre de soldats en Afghanistan et de soutenir l'administration américaine dans ses plans d'"exportation de la démocratie".

N'avons-nous pas ici l'explication de la plus grande "efficacité" du gouvernement de l'Unione ? Ne s'agit-il pas du fait que, parmi les "ennemis" de Bush présents dans le gouvernement italien, il y a ceux qui étaient à la tête des énormes manifestations contre la guerre ?

N'est-ce pas là le moyen de faire passer ce que la population a refusé et de tourner le dos au "mandat des électeurs pour retirer les troupes de l'Irak", pour reprendre les termes de D'Alema lui-même ?

Quelques jours après, le gouvernement italien doit voter le refinancement de la mission en Afghanistan. Amis et "ennemis" de Bush doivent de nouveau trouver un accord. Bertinotti, qui, le 2 juin, a défilé avec le macaron de la paix, et qui, ces dernières années, a défilé à la tête des manifestations contre la guerre, ne rencontre aucune difficulté pour, cette fois, citer la Constitution italienne :

« L'article 11 de la Constitution parle clair et, pour le reste, la décision sur le refinancement de la mission italienne en Afghanistan revient aux politiques. »

La référence à la Constitution italienne est très importante. Bertinotti choisit en effet, pour la première fois, de ne plus se référer, comme il l'avait toujours fait par le passé, à la première partie de l'article 11, qui stipule que *"l'Italie répudie la guerre comme moyen d'offense à la liberté des autres peuples et comme moyen pour la résolution de conflits internationaux"*, mais à la seconde partie du même article, qui permet, *"en concertation avec les autres Etats, des limitations de souveraineté nécessaires à un système qui assure la paix et la justice entre les nations"*.

Bertinotti choisit donc d'appuyer directement ce qu'il avait, en paroles, nié hier.

La Stampa précise que, pour Bertinotti, il n'y a pas de problème, car la mission en Afghanistan *"a l'aval de l'ONU et se déroule sur mandat de l'OTAN"*. Ce qui est surprenant pour un "pacifiste" !

Courant juillet, alors que quatre députés ont voté contre le financement des troupes italiennes en Afghanistan, tous les sénateurs sans exception ont, sur cette question, accordé leur confiance à Prodi.

Malabarba déclare en juin :

« En ce qui me concerne, je ne reculerai pas, et je ne crois pas qu'il y ait une possi-

bilité de chute du gouvernement. Dans le programme de l'Unione, on ne parle pas de l'Afghanistan, et s'il n'y a rien dans le programme, alors, un gouvernement cherchera sa majorité au Parlement" (*La Stampa*, 29 juin). Et en juillet, il vote en faveur de l'envoi des troupes en Afghanistan !

Quant à Turigliatto, il explique :

"Je voterai la confiance pour une seule raison : pour la loyauté et mon attachement à l'électorat qui a battu la droite et a permis la naissance de ce gouvernement..."

Ce même électorat qui a voté Prodi afin d'arrêter la guerre ! Et vous parlez de "loyauté" ?

RÉFÉRENDUM ET APRÈS-RÉFÉRENDUM

Comme nous l'avons vu, le résultat du référendum des 25 et 26 juin repousse la "réforme" de la Constitution et la "dévolution", et constitue un réel point d'appui pour la défense de l'unité de la nation italienne, des conquêtes, de la démocratie, mais aussi un revers pour les dirigeants de tous les partis qui se sont prononcés d'une manière ou d'une autre pour une réforme allant dans le sens de la régionalisation.

Les partis de l'Unione, avant les élections, avaient tous pris position pour le non.

Toutefois, leur campagne a été marquée par deux caractéristiques : d'un côté, l'appel continu à la nécessité de faire de toute façon, tout de suite après le référendum, une réforme partagée avec la droite ; et, de l'autre, la confusion avec laquelle les arguments en faveur du non ont été développés.

En effet, la "réforme" de 2001 (qui fait suite à celle de 1992, qui abroge le système proportionnel, et à celle de 1999, qui donne aux régions le pouvoir d'approuver de véritables petites Constitutions) a déjà commencé à introduire des éléments de régionalisation et de division du pays.

Mais dans le programme de l'Unione, approuvé donc aussi par le Parti de la refondation communiste et voté au Parlement par les militants du Secrétariat unifié, il est prévu explicitement un

"Sénat des régions, le complet fédéralisme fiscal, la régionalisation du marché du travail, la fin du bicaméralisme, de la centralisation du pouvoir par le chef du gouvernement et de la réduction du nombre des parlementaires".

C'est sur cette base, donc, que les partis de l'Unione ont mené une campagne électorale très timorée, qui a même poussé *La Stampa*, à quelques jours du vote, à souligner cette faiblesse et ce désengagement dans la propagande en faveur du non.

Malgré la faiblesse de la campagne de l'Unione, pour la première fois depuis quinze ans, 54 % de la population ont participé au vote et ont décidé la victoire du non avec une majorité de 61,7 %.

La "timidité" des leaders de l'Unione, la confusion qui a été créée à dessein n'ont pas réussi à arrêter l'expression de la volonté populaire : assez des "réformes", assez de la politique de destruction menée depuis quinze ans au nom de l'Union européenne !

Il s'agit d'un revers pour tous les tenants de la politique de l'Union européenne, d'un échec de toutes les politiques de régionalisation et de l'affirmation de la volonté de défense et de reconquête de l'unité de la nation italienne. Et pourtant, le jour même du vote, Prodi réaffirme sur une chaîne de télévision :

"Maintenant, il faut immédiatement se mettre au travail pour trouver un accord avec l'opposition."

Au même moment, Fassino (DS), en relançant l'invitation au dialogue avec l'opposition, déclare :

"Dans le programme de l'Unione, il y a le fédéralisme vrai, plein, le fédéralisme fiscal, et le Sénat fédéral compris. Et nous avons dit dès le début qu'appeler les Italiens à voter non était l'unique façon d'ouvrir la route à de vraies réformes constitutionnelles" (*La Stampa*, 27 juin).

Prodi et Fassino se préparent donc à s'accorder avec Bossi et Berlusconi, et à passer par-dessus l'immense majorité qui a dit non justement à Berlusconi, à Bossi et à l'Union européenne. Fassino précise :

"Il se peut que, dans la Ligue, prévale le repli sur soi, mais j'espère en revanche qu'on puisse ouvrir un débat, que Bossi ne se ferme pas dans une attitude scissionniste."

De son côté, Maroni (Ligue du Nord) "se laisse aller aux souvenirs de ces temps

merveilleux lorsque la Ligue, avec le centre-gauche, soutenait le gouvernement Dini". Quelle formidable époque !

ET LE PARTI DE LA REFONDATION COMMUNISTE ?

Dès que la victoire du non a été certaine, le nouveau secrétaire, Giordano, a déclaré :

"Maintenant, il est temps d'appliquer vraiment cette Constitution."

Le sénateur Russo Spina, de Refondazione (*"très actif même dans le forum pour la réforme de la Constitution européenne"*), nous éclaire :

"Il faut appliquer le titre V, éviter les coups de majorité, rendre le Sénat effectivement représentatif des autonomies territoriales. Il faut imaginer de nouvelles formes de participation populaire reprenant le modèle de démocratie participative" (Liberazione, 27 juin).

Titre V ? Sénat des autonomies ? Démocratie participative ? Mais le Parti de la refondation communiste n'était-il pas opposé à la réforme du titre V (*"fédéralisme"* lancé en 2001) ? Après la question de la guerre, un autre "mur" est tombé...

De leur côté, les responsables du Secrétariat unifié, tout en se déclarant opposés à un quelconque accord avec la droite ainsi qu'à la "subsidiarité" du centre-gauche, précisent :

"Nous n'avons pas une conception idéaliste de la Constitution : nous pensons qu'il faut en fait des modifications importantes comme la citoyenneté pour les migrants, la défense constitutionnelle des biens communs, la reconnaissance des nouvelles formes de vie commune. Pour cela, il faut battre la tentative d'enlèvement du centre-droit."

Si l'on comprend bien, donc, la victoire du non ne signifie pas qu'on ne doit pas "réformer" la Constitution.

Mais un problème se pose : qui devrait "la réformer", sinon le gouvernement Prodi, que le Secrétariat unifié soutient ?

Mais surtout, dans quel sens entendent-ils réformer la Constitution ?

Dans le sens de la régionalisation dictée par l'Union européenne ?

LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES POUR LA SECTION ITALIENNE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Au moment où cet article sera publié, le gouvernement aura présenté le plan global pour la loi de finances de l'automne prochain. La somme totale des économies à réaliser s'élève à 35 milliards d'euros, ce qui situe cette loi de finances parmi les plus radicalement anti-ouvrières depuis qu'existe le traité de Maastricht. Même si nous ne connaissons pas pour l'instant les chiffres précis, secteur par secteur, il est significatif que ce Document de programmation économique et financière (DPEF) destine plus ou moins la moitié de cette somme à l'abaissement du "coût du travail", aux exemptions pour les patrons, tandis que l'autre moitié est consacrée aux coupes claires dans les dépenses de santé, dans la fonction publique, aux privatisations. En d'autres termes, c'est l'application de la politique de Maastricht au nom de la concurrence, et donc de la réduction du "coût du travail", qui détruit les services publics et les conquêtes sociales.

Sur ce DPEF, le ministre du Parti de la refondation communiste, Ferrero, n'a pas participé au vote en déclarant :

"La non-participation au vote représente la volonté de relancer la discussion en vue de la loi de finances dans laquelle les organisations syndicales doivent être pleinement impliquées, avec l'objectif d'arriver en automne à définir une loi qui garantisse l'équité sociale" (La Repubblica, 7 juillet).

Les déclarations de Bertinotti vont dans la même direction :

"Pour nous, le DPEF va dans le bon sens, vu les faits. L'important est d'être en règle en 2007."

La responsabilité du Parti de la refondation communiste serait donc de rendre possible la concertation avec les syndicats pour arriver de toute façon aux mêmes objectifs ? Sa responsabilité serait donc celle d'intégrer les syndicats *"avec toutes les forces sociales"*, comme le soutient Bertinotti, dans la rédaction d'une loi de finances dont on connaît déjà les contenus fondamentaux ?

Dans le même temps, le ministre des Réformes, Chiti (DS), après avoir rencontré

les responsables de la Maison de la liberté, et en particulier Calderoli et Maroni, de la Ligue du Nord, a déclaré que cette rencontre a été *“positive et constructive”*.

La Stampa titre : *“Le gouvernement fait de l’œil à la Ligue.”* De son côté, le président de la République, Napolitano (7), a rencontré le leader de la Ligue, Bossi, auquel il a dit que *“le rôle de la Ligue était irremplaçable”*, en louant *“le grand réalisme et le sens des responsabilités de la Ligue”*. Au chef de la Ligue, Napolitano déclare :

“Il faut travailler avec beaucoup de pondération, concrètement et même graduellement, en ayant à l’esprit le fait qu’il y a même des solutions qui ne demandent pas de modification de la Constitution.”

Chiti, Napolitano et Bossi sont donc tous d’accord pour faire passer par la fenêtre ce que le peuple a refusé de faire passer par la porte. Napolitano conclut :

“Ne courons pas le risque d’un quatrième échec.”

C’est à partir de cette dernière réflexion qu’on peut analyser le rôle et les responsabilités des militants de la IV^e Internationale dans la prochaine période. Le “risque” du quatrième échec cache deux questions dialectiquement liées entre elles : d’un côté, la politique imposée par l’impérialisme américain et l’Union européenne, dans le cadre du pourrissement du régime de la propriété privée des moyens de production, qui exige d’aller jusqu’au bout dans la destruction de l’unité du pays, dans la destruction de la démocratie, dans la création des “vingt petites Italies” concurrentes entre elles, pouvant appliquer plus directement et sans entraves les directives de l’Union européenne, c’est-à-dire la politique de choc contre la population qui se prépare à partir de la loi de finances ; de l’autre, le “risque” auquel se réfère Napolitano est l’expression du fait que la résistance de la population, de la classe ouvrière, des travailleurs, qui s’est exprimée ces dernières années et de manière exemplaire à l’occasion du référendum, est un obstacle important pour les capitalistes. Il y a donc le “risque” que la classe ouvrière continue à résister et à préserver, au moins en partie, ses conquêtes nationales, ses syndicats nationaux, et donc à mettre en échec la politique de l’Union européenne.

C’est pour affronter cette résistance qu’il y a un besoin urgent des “réformes” (des contre-réformes, en réalité), et c’est pour la même raison qu’il y a un besoin d’intégrer les syndicats dans la concertation.

La section italienne de la IV^e Internationale prend donc toutes ses responsabilités. Il s’agit, en partant du résultat très positif de la liste présentée à Turin à l’occasion des élections municipales de mai, d’élargir la discussion et l’action commune avec des militants et des travailleurs de toutes tendances et de toutes traditions du mouvement ouvrier, dans les syndicats, sur les lieux de travail, pour avancer sur la voie de la construction d’une force politique indépendante, qui pose le problème de la rupture avec l’Union européenne, de l’indépendance des syndicats, de la défense de l’unité de la nation. La liste constituée à Turin a représenté un pas en avant important : pour la première fois en Italie, un groupe politique s’est constitué publiquement, certes modeste, mais connu, qui affirme ces principes.

C’est à partir des 37 candidats de la liste, des 87 signataires de l’appel au meeting international du 18 mai et de l’appel pour la victoire du non au référendum, des 120 participants au meeting, des 445 voix recueillies, des diffusions publiques que nous avons commencé à organiser sur les marchés et dans les quartiers à Turin, et du comité qui s’est constitué à Milan qu’il faut élargir cette discussion et agir ensemble.

Les militants de la IV^e Internationale sont engagés à égalité avec d’autres travailleurs dans ce travail pour l’unité, même pour soutenir le plus petit pas qui aille dans la direction d’une politique vraiment indépendante, de défense de l’unité de la République, de rupture avec l’Union européenne. Nous voulons avant tout apporter la meilleure contribution possible à l’organisation de cette résistance.

C’est à partir de ce travail que nous ouvrons une discussion : le centre de tous les problèmes ne réside-t-il pas en fait dans la défense à tout prix de la propriété privée des moyens de production ? N’est-ce pas la faillite de ce système qui est à l’origine de la situation dans laquelle nous nous trouvons ? Et tous les partis qui prétendent au-

(7) Président du Parti communiste italien de 1953 à 1991.

aujourd'hui parler au nom de la classe ouvrière acceptent le cadre de l'Union européenne, et donc du régime de la propriété privée des moyens de production. L'ouverture d'une issue conforme aux besoins de la classe ouvrière italienne ne passe-t-elle pas par la rupture du lien qui est à l'origine de la situation dans laquelle nous nous trouvons ?

Et donc, le programme de la IV^e Internationale n'est-il pas plus que jamais d'actualité, ainsi que les thèmes soumis à la discussion de son Sixième Congrès mondial, à

partir de la formulation "*la révolution d'Octobre renâtra de ses cendres*" ?

Nous le pensons. Sans ultimatum, en cherchant toujours tous les axes d'action commune avec des militants et les travailleurs de toutes tendances, nous pensons que répondre à ces questions signifie ouvrir une réelle discussion et se donner ainsi les moyens d'agir ensemble pour la défense des conquêtes et de la démocratie.

Lorenzo Varaldo

Lettre d'invitation à une rencontre balkano-danubienne

Chers camarades,

Nous sommes des militants ouvriers de Serbie et de Roumanie. Nous nous adressons à tous les militants ouvriers, démocrates et syndicalistes de la région balkano-danubienne.

Vous avez suivi comme nous ce qui vient de se passer au Monténégro. Que signifie le “référéndum” qui vient d’y avoir lieu ? S’agit-il, comme nous l’ont répété les “grands de ce monde”, de l’expression des aspirations du peuple monténégrin à la souveraineté ?

Que s’est-il passé ? Dans une contribution à la discussion que nous vous communiquons, un camarade de Belgrade a expliqué :

« Le caractère et la tournure du “référéndum” au Monténégro sont illustrés de la manière la plus parlante par le fait que c’est sous l’égide de l’Union européenne que le référéndum fut organisé et se déroula. »

C’est donc l’Union européenne qui a organisé ce référéndum. Mais au compte de qui ?

Quelques jours avant le “référéndum”, l’institut stratégique StratFor (Strategic Forecast), l’un des groupes d’influence consultés par le gouvernement américain, écrivait dans une note :

“Quoi qu’il en soit, la décision finale sur l’indépendance n’appartiendra pas vraiment aux Monténégrins, mais à l’Union européenne, la puissance qui exerce de facto le contrôle sur l’avenir du Monténégro après être intervenue régulièrement dans le passé pour l’empê-

cher de faire sécession (...). Un vote clair pour l’indépendance signifierait que le Monténégro deviendrait un protectorat de l’Union européenne, dans la voie d’une possible adhésion du Monténégro à l’Union européenne (...). Les pourparlers ont commencé — également avec l’Union européenne — pour que le Kosovo gagne lui aussi le droit à un référéndum sur son indépendance.”

Ils le disent ouvertement : ce n’est pas le peuple monténégrin qui a décidé : tout était décidé au plus haut niveau...

Et pour l’appliquer, ils ont trouvé dans l’ex-nomenklaturiste mafieux Djukanovic un fidèle exécutant. Comme le rappelle un camarade de Belgrade :

« S’appuyant sur la compagnie américaine Philip Morris, Milo Djukanovic se démenait à cette époque pour conserver son monopole sur la contrebande de cigarettes par-delà la mer Adriatique, alors que son concurrent le plus sérieux n’était autre que Marko Milosevic, le propre fils de Slobodan Milosevic. Une enquête judiciaire est toujours en cours depuis des années en Italie et à Bruxelles contre Milo Djukanovic pour ses activités illicites, mais cette enquête s’avère ne servir qu’en tant que moyen de pression contre lui (...). C’est à la lumière de ces faits qu’il est possible de mieux comprendre son revirement à 180 degrés, de défenseur du chauvinisme serbe en partisan enthousiaste du “nationalisme monténégrin” et de l’intégration à l’Union européenne et à l’OTAN. »

Quelques jours après StratFor, ce fut au tour du responsable diplomatique du quotidien *The Times*, de Londres, de publier

une carte des “régions sécessionnistes” qui doivent suivre “l’exemple” du Monténégro. Parmi celles-ci : la “République serbe” de Bosnie, le Kosovo, mais aussi les zones croates de la Bosnie “cantonnée” des accords de Dayton, la Transnistrie... et, “à l’ouest”, la Belgique, l’Andalousie, la Corse, le Sud-Tyrol, l’Ecosse, le Pays de Galles...

Quelle est la “logique” de cette offensive d’émiettement menée par les plus hauts sommets de l’impérialisme américain, main dans la main avec l’Union européenne ? Des militants ouvriers belges viennent de nous apprendre qu’immédiatement après ce référendum, un projet de résolution visant à l’explosion de la Belgique fédérale en deux morceaux ethniques, proposé par un parti semi-fasciste, venait d’être jugé “recevable” par le Parlement belge, au cœur de la “vieille Europe”. Nos camarades belges nous ont expliqué que, déjà, une offensive visant à la scission se mène dans l’organisation syndicale qui rassemble toute la classe ouvrière belge, la FGTB, qui garantit l’unité de tous les travailleurs belges, de leur Sécurité sociale et de leur régime de retraite commun à toutes les composantes.

Chacun n’est-il pas en droit de s’interroger : où le gouvernement américain et l’Union européenne emmènent-ils l’Europe ? Où emmènent-ils les Balkans ? Veulent-ils faire prendre aux Balkans — et à toute l’Europe — le chemin qui a conduit à la situation atroce imposée aux peuples d’Irak et d’Afghanistan ?

N’avons-nous pas assez souffert avec la guerre brutale contre tous les peuples menée depuis quinze ans, qui, par le fer et par le feu, a détruit la Fédération yougoslave ? Fédération yougoslave que les partisans de toutes nationalités avaient édiflée en 1946 en chassant l’occupant fasciste et ses alliés, les grands propriétaires terriens et les capitalistes ?

Exagérons-nous en affirmant que les Balkans (comme l’Europe tout entière) sont aujourd’hui menacés d’une décomposition sans fin ? Les Balkans ne sont-ils pas déjà tout entiers soumis à une véritable occupation militaire ?

Après avoir bombardé Serbes et Albanais du Kosovo en 1999, l’OTAN se félicite aujourd’hui que

“tant la Bosnie-Herzégovine que la Serbie-Monténégro (...) sont candidates au programme de Partenariat pour la paix de l’Alliance. L’Albanie, la Croatie, la FYROM souhaitent adhérer à l’Alliance et fournissent déjà une contribution en personnel à des opérations de l’OTAN au-delà de la région euro-atlantique. Et les pays voisins — la Bulgarie, la Roumanie et la Slovénie — sont devenus membres de l’OTAN” (L’OTAN dans les Balkans, rapport de l’OTAN, février 2005).

De son côté, le président roumain annonce avoir “terminé les négociations sur les installations militaires américaines sur la côte de la mer Noire et peut-être dans d’autres zones de la Roumanie” (Euronews, novembre 2005), tandis qu’en Bulgarie, “2 000 à 3 000 militaires américains devraient être déployés sur le territoire” (Bulgarian News Service, 26 septembre 2005).

Est-ce un hasard si l’un des premiers actes du mafieux Djukanovic, président du “Monténégro indépendant”, a été d’annoncer la fin du service militaire hérité du combat des partisans en 1946 pour le remplacer par une “armée professionnelle”, dont il a précisé qu’elle serait “bien payée” et intégrée dans l’OTAN ?

Et on nous parle de “l’indépendance prochaine” du Kosovo, un territoire de moins de 11 000 km², occupé militairement par 30 000 militaires sous l’égide de l’UNMIK, où 37 % de la population survivent avec moins de 1,42 euro par jour !

Indépendance ? Souveraineté ? Peut-il y avoir indépendance et souveraineté sous la botte des troupes d’occupation américaines, dans des “mini-Etats” qui — comme le dit l’agence StratFor elle-même — ne sont que des “protectorats” de l’Union européenne surveillés et occupés par les bases de l’OTAN ?

Certains veulent nous faire croire qu’il y aurait une différence entre l’OTAN et l’Union européenne. Que l’Union européenne ouvrirait une perspective d’avenir aux peuples des Balkans. Mais n’est-ce pas l’Union européenne qui a “parrainé” le référendum au Monténégro ?

N’est-ce pas l’Union européenne qui dicte à tous les Etats, membres ou non de l’Union européenne, candidats ou non à l’adhésion, une politique de privatisation et de destruction ?

Elle exige de la Roumanie de “finaliser la mise en œuvre de la réforme des services de santé”, “mettre en œuvre un nouveau système national d’assistance sociale et de services sociaux” (*Mémoire conjoint sur l’inclusion sociale avec la Roumanie*, Bruxelles, 20 juin 2005) et l’on restructure et ferme les hôpitaux, et l’on casse la protection sociale. De même que la poste d’Etat (35 000 salariés), qui doit être liquidée au nom de la “libre concurrence”... comme hier les mines étaient fermées une par une.

En Albanie, l’Union européenne s’indigne : “La privatisation (...) des grandes entreprises a pris du retard”... En Bosnie-Herzégovine, elle exige : “Le processus de privatisation doit s’accélérer.” En Serbie, elle salue “des progrès supplémentaires en matière de restructuration et de privatisation”... et au Monténégro, “la progression de la privatisation” (*Principales conclusions des rapports de suivi 2005 sur l’Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie-Monténégro et le Kosovo*, 9 novembre 2005). Concernant la Croatie, l’Union européenne regrette que “peu de progrès ont été réalisés en matière de restructuration des grandes entreprises publiques” (*Principales conclusions des rapports de suivi 2005 sur la Croatie et la Turquie*, 9 novembre 2005).

En Hongrie, l’ancien nomenklaturiste Gyurcsany, prétendument rebaptisé “socialiste”, vient d’annoncer la suppression d’ici à 2008 de 12 500 postes de fonctionnaires, tandis que l’industrie a déjà été largement détruite au profit de 500 000 “entreprises unipersonnelles”, c’est-à-dire l’économie d’autosubsistance... En Bulgarie, un tiers des enseignants, disent des statistiques officielles, ne peuvent survivre que par l’autosubsistance alimentaire... En Roumanie, alors que le gouvernement est incapable de prendre la moindre mesure pour contenir l’épidémie de “grippe aviaire”, l’embargo sur la volaille, décrété par l’Union européenne, aboutit à l’effondrement de la production avicole du pays, de la même manière qu’hier, au nom de l’interdiction du vaccin contre la peste porcine par l’Union européenne, cette branche de la production agricole était liquidée.

Toutes les conquêtes arrachées par nos peuples depuis la fin de la guerre, et qui

n’ont pas encore été détruites par les privatisations et la “thérapie de choc”, tout cela devrait être détruit !

L’Union européenne, qui ose parler de démocratie, vient de donner à la Roumanie le certificat de “bonne conduite” dans le domaine de la justice, la preuve en étant le fait que, dans le rapport de mai 2006, “on ne mentionne plus l’indépendance du système judiciaire comme étant un problème”, d’après le ministre de la Justice de Bucarest, Monica Macovei (BBC, 19 mai 2006). La presse de Bucarest donne même le ministre Monica Macovei comme favori pour le poste de commissaire européen à la Justice (Cotidianul, le 23 mai 2006). Et cela dans un pays où cinq dirigeants syndicaux sont, depuis septembre 2005, condamnés et jetés en prison au péril de leur vie pour avoir dirigé les marches des mineurs contre la fermeture des mines en 1991 et 1999 !

Alors, comment comprendre que des forces qui se réclament de la démocratie et du socialisme, comme le Parti de l’alliance socialiste de Roumanie (membre du “Parti de la gauche européenne”), puissent écrire dans leur programme :

“Le PAS regarde l’intégration européenne de notre pays comme une possibilité d’atteindre en un temps plus court le niveau des pays développés.”

N’est-ce pas plutôt du sort de l’Irak, de l’Afrique, dont la Roumanie comme l’ensemble des Balkans sont menacés ?

Comment comprendre que des forces qui se réclament de la démocratie et du socialisme puissent soutenir l’occupation militaire des Balkans ?

Peut-on accepter les déclarations de ceux qui, comme Arsenis, dirigeant du PASOK, déclaraient en 1995 à propos des manœuvres de l’OTAN (et des troupes grecques) qu’elles avaient lieu

“dans le but que nous remplissons le rôle qui nous revient, étant donné notre position géographique et politique, et notre qualité de seul Etat européen membre de l’OTAN et de l’Union européenne dans cette région”.

Peut-on accepter que des organisations se réclamant du socialisme puissent soutenir comme quelque chose de “positif” la présence de troupes d’occupation étrangères, quelle que soit leur étiquette (ONU, OTAN, etc.) ? Comment comprendre que

le Secrétariat unifié (1) puisse écrire à propos des accords de Dayton qu'ils ont un caractère "contradictoire (...), et le cessez-le feu permet de mettre l'accent sur un processus politique. On doit s'en emparer dans toutes les parties de la Bosnie et dans les Etats voisins" (Rouge, organe de la LCR, 19 octobre 1995). Comment comprendre que le Secrétariat unifié écrive à propos de la Bosnie :

"L'ONU retire ses troupes à partir de la mi-décembre 2004 pour les remplacer par des forces militaires européennes en forte diminution. De quel mandat et de quels moyens disposeront-elles pour éviter le pire ?" (Rouge, n° 2087, novembre 2004).

Qui peut croire un seul instant que le dispositif de l'impérialisme de "cantonisation" et d'occupation militaire a répondu aux aspirations d'un seul des peuples balkaniques ? Même les journalistes les plus favorables à l'ingérence des grandes puissances sont obligés de reconnaître aujourd'hui :

« Cet accord tourne entièrement autour de l'appartenance ethnique et entérine la victoire des "purificateurs ethniques" (...). Dayton (...) a construit un Etat fictif sur une société divisée » (Goiko Beric, 21 novembre 2005).

Nous sommes à la veille des plus terribles événements, mais nous avons confiance dans nos peuples qui recherchent tous les voies de la paix et de la fraternité, qui recherchent les voies de la coopération libre, qui veulent vivre de leur travail, reconstruire les conquêtes arrachées après 1945, et que les privatisations-destructions ont liquidées.

Nous ouvrons la discussion : quelle perspective pour les peuples des Balkans ?

Un militant d'ex-Yougoslavie, dans une conférence ouvrière européenne à Berlin, en février 2006, déclarait :

« La perspective que l'Union européenne offre aux peuples et aux travailleurs de tous les Balkans et de toute l'Europe, c'est la perspective de rebalkanisation des Balkans et la balkanisation de l'Europe, sous l'égide de l'Union européenne supranationale et bureaucratique. Le vote non au référendum en France, le résultat des élections en Allemagne, la résistance en Belgique, en Hollande, en Suisse, en Grande-Bretagne... ont retenti dans toute l'Europe et dans le monde.

L'Union européenne et la balkanisation n'offrent aucune solution aux peuples des Balkans.

Les peuples et les travailleurs doivent défendre leurs droits et leurs conquêtes, reconquérir ceux qu'ils ont perdus et en gagner de nouveaux. La Fédération yougoslave est une des conquêtes que nous avons perdues. C'est pourquoi nous nous prononçons pour sa reconstitution et son intégration dans l'Union libre des peuples balkaniques libres, dans une Fédération démocratique des peuples d'Europe, opposée au totalitarisme de l'Union européenne. »

Dans des conditions encore plus terribles que celles qui menaçaient d'emporter l'humanité dans la barbarie en 1913, ne devons-nous pas reprendre le vieux drapeau du mouvement ouvrier et démocratique balkanique : Fédération balkano-danubienne garantissant les droits nationaux pour toutes les minorités ?

Le drapeau que levaient déjà, dans leur Manifeste de 1913, les socialistes de Turquie et des Balkans, en déclarant :

"Nous élevons plus énergiquement encore notre voix contre la guerre et nous invitons les masses ouvrières et paysannes, avec tous les démocrates sincères, à se joindre à nous pour opposer à la politique des violences sanglantes, qui traîne derrière elle les conséquences les plus funestes, notre conception de la solidarité internationale (...). Seule la démocratie politique, avec l'égalité réelle pour tous les éléments, sans différence de race, de religion et de classe, peut créer une véritable unité nationale (...). Mais nous reconnaissons aux peuples — et aux peuples seuls — le droit de disposer de leur sort. A la guerre que nous répudions de toutes nos forces, comme moyen de résoudre les problèmes politiques et sociaux, nous opposons l'action des masses conscientes et organisées (...). Nous répondons par l'affirmation de la nécessité impérieuse, déjà proclamée à la Conférence interbalkanique et socialiste

(1) Le Secrétariat unifié (SU) est une organisation qui se réclame du trotskysme. Elle se trouve au cœur de l'organisation des "forums sociaux", comme le Forum social européen qui vient de se tenir à Athènes. En Italie, ses partisans sont membres de la direction du Parti de la refondation communiste, parmi lesquels deux sénateurs qui viennent de voter la "confiance" au nouveau Premier ministre, Romano Prodi, l'ancien président de la Commission européenne.

de Belgrade de 1909, d'unir étroitement, sous la forme la plus démocratique, tous les peuples des Balkans et du Proche-Orient, sans distinction de race ou de religion. En dehors de cette Fédération des peuples de l'Europe orientale, il n'y a pas d'unité nationale possible et durable pour eux."

Nous soumettons ces premières réflexions à la discussion de chacun.

Nous vous livrons une première contribution sur le Monténégro.

Nous nous engageons à publier dans un *Bulletin de discussion balkanique* toutes les

contributions qui nous parviendront, afin de préparer une discussion libre dans une

**rencontre balkano-danubienne
de militants ouvriers,
fin octobre-début novembre, à Belgrade**

**Association
pour une politique ouvrière,**

Yougoslavie

Association

pour l'émancipation des travailleurs,

Roumanie

La révolution bolivienne depuis l'élection d'Evo Morales

Par Rico Blanc

INTRODUCTION

Le 18 décembre 2006, le peuple bolivien envahissait les rues spontanément pour célébrer l'élection d'Evo Morales à la présidence. Il y avait de grands espoirs qu'Evo, le candidat indigène du *Movimiento Al Socialismo (MAS)*, "*un mouvement nationaliste petit-bourgeois*", tienne sa parole et ouvre de nouveaux horizons à la grande majorité en mettant fin à la subordination de la Bolivie à l'impérialisme.

Néanmoins, dans les premiers mois de sa présidence, Evo n'a donné aucun indice de sa volonté de remplir les exigences de la nation. Sous la pression économique et militaire très réelle de l'impérialisme, il a semblé qu'Evo était en passe de devenir le "Lula bolivien", dans la mesure où, élu sur un mandat, loin de chercher à l'appliquer, il paraissait s'en détourner.

C'est à ce moment que les travailleurs, les paysans et les jeunes boliviens sont entrés dans l'arène politique. Les luttes révolutionnaires des dernières années avaient fait couler trop de sang pour que

le peuple se rasseye gentiment et regarde la situation rester la même. En avril 2006, les masses ont pris la rue pour exiger du gouvernement qu'il remplisse ses promesses.

Sous l'immense pression de la base, le gouvernement Evo a changé son fusil d'épaule et a pris diverses mesures anti-impérialistes importantes, en opposition à l'impérialisme et ses marionnettes nationales, les oligarchies régionales. Une nouvelle situation politique s'est ouverte.

A la veille de la réunion de l'Assemblée constituante en août (et où cet article est écrit), il est nécessaire d'analyser le processus en cours de la révolution bolivienne depuis l'élection d'Evo afin d'armer les travailleurs et les jeunes de Bolivie et du monde en préparation des développements explosifs des mois à venir.

LES TROIS PREMIERS MOIS

Evo Morales a été élu — avec un résultat sans précédent de 54 % des voix — avec un mandat très clair : nationalisation

des hydrocarbures, convocation d'une Assemblée constituante souveraine, réforme agraire et défense de l'unité de la nation contre l'impérialisme. Ces exigences, nées des insurrections révolutionnaires d'octobre 2003 et de mai-juin 2005, sont connues sous le simple nom d'Agenda de Octobre (programme d'octobre).

Nombreux sont ceux, parmi les masses — et cela ne surprendra personne —, qui ont froncé les sourcils, dans les semaines qui ont suivi l'élection, quand Evo a fait le tour du monde pour assurer les multinationales qu'il respecterait leur droit à la propriété. Ensuite, Evo a rencontré l'oligarchie régionale de Santa Cruz (la région dans laquelle se trouve la majorité des ressources en gaz naturel de la nation) pour l'assurer que le nouveau gouvernement soutiendrait sa revendication "d'autonomie" — c'est-à-dire la sécession de la région au bénéfice des multinationales.

De janvier jusqu'à avril 2006, le gouvernement d'Evo n'a répondu à aucune des revendications des travailleurs et paysans qui l'ont amené au pouvoir. Durant la deuxième semaine de février, Evo s'est opposé à une revendication centrale de sa propre base sociale — les planteurs de coca de la région de Chaparé — en annonçant que son gouvernement respecterait la présence d'unités de l'armée américaine dans la région.

Pendant la campagne électorale, Evo avait promis qu'il doublerait ou triplerait le maigre salaire minimum de 440 boliviens (environ 40 dollars US), mais le gouvernement a fini par annoncer qu'il "respecterait l'orthodoxie économique" (c'est-à-dire les diktats du FMI) et ne l'a augmenté que de 13,6 %.

Le plus déprimant pour les masses, ce fut la loi que le gouvernement a adoptée pour la convocation d'une Assemblée constituante en août 2006, loi que même le gouvernement a reconnu être un compromis avec l'extrême droite. La loi subordonnait l'Assemblée constituante à un référendum convoqué le 2 juillet sur l'autonomie régionale, limitait les pouvoirs de l'Assemblée à la réforme de la vieille Constitution et interdisait la participation des organisations populaires (en n'acceptant que les candidatures des partis politiques enregistrés et des "groupes de citoyens").

Pour ainsi dire, chacune des organisations de travailleurs ou de paysans a dénoncé la loi. Jaime Solares, le principal dirigeant de la Confédération des travailleurs boliviens (la COB), a déclaré que cette proposition était "une trahison", parce "qu'elle excluait les organisations de travailleurs" et parce que l'Assemblée aurait dû avoir "des pouvoirs illimités".

Parmi les organisations qui avaient soutenu le MAS, la puissante fédération des conseils de quartier (FEJUVE-El Alto) a par exemple déclaré que le gouvernement "a virtuellement trahi le programme d'octobre en ouvrant les portes à la classe politique néo-libérale... et en fermant la porte aux autres organisations". Felipe Quispe, un dirigeant paysan de premier plan de la confédération des paysans (CSUTCB), est même allé plus loin :

"Il est possible que nous organisions une Assemblée constituante parallèle à celle qu'organise le gouvernement, avec la COB et d'autres organisations sociales à la tête."

Le mouvement des travailleurs des villes et des campagnes ne peut à aucun moment être identifié au gouvernement, même si, d'une part, l'orientation suivie par le gouvernement pesait sur les organisations des travailleurs à travers leur direction, et si, d'autre part, les masses chargeaient ce gouvernement de leurs aspirations. Celles-ci s'incarnaient dans l'Agenda d'octobre, pour la réalisation duquel elles se mobilisaient. Au sein du gouvernement, on chercha à dissuader les masses d'agir en prétendant que toute action indépendante faciliterait les choses à l'extrême droite.

C'est ainsi que, le 28 février, Andrés Soliz Rada, le nouveau ministre des Hydrocarbures, expliquait :

"Je suis inquiet à propos des (mouvements sociaux radicaux) (...). Nous pourrions nous trouver face à des groupes radicalisés qui revendiquent l'expulsion des multinationales du pays en cent jours ou qui appellent à l'augmentation des salaires en trente jours. Hélas ! ces groupes n'ont pas la maturité politique nécessaire pour comprendre que cette attitude peut aider les groupes de droite (...). Ils ont le droit de présenter leurs revendications et leur programme, mais seulement de manière graduelle, pour ne pas déstabiliser le pays, pour ne pas contribuer au

renversement du gouvernement du MAS.”

Néanmoins, les organisations de masse de la classe ouvrière et de la paysannerie ont refusé de faire passer leurs revendications au second plan. De violentes luttes sociales ont éclaté en mars et ont massivement explosé en avril.

Le premier conflit social majeur en 2006 a été la lutte des travailleurs de la Lloyd Aéreo Boliviano (LAB) — une compagnie d'aviation d'Etat privatisée dans les années 1990 et récemment mise en faillite — pour la nationalisation de la LAB, pour sauver les emplois et la compagnie elle-même. Dans la dernière semaine de mars, après que le gouvernement a rejeté à plusieurs reprises les projets de nationalisation de la LAB, les travailleurs et leur syndicat se sont mis en grève et ont organisé des piquets dans tous les aéroports du pays. Le gouvernement a répondu par une violente répression en envoyant les troupes pour casser le mouvement. Les travailleurs ont répondu au cri de : *“Evo, traître !”*

En avril, après trois mois passés à attendre patiemment des pas concrets de la part du gouvernement, la classe ouvrière a surgi dans les rues pour faire pression sur Evo, afin qu'il réponde à ses revendications. Le syndicat des enseignants et de la santé publique a organisé des grèves nationales puissantes pour des augmentations de salaires. Le Mouvement des paysans sans terre (MST) a mobilisé les campagnes en faveur de la réforme agraire. Les travailleurs de l'historique fédération des mineurs (FSTMB), en particulier à Huanuni, ont proclamé l'état d'urgence pour défendre les mines d'Etat contre les attaques menées par les “mineurs coopérants” liés au gouvernement d'Evo. Les organisations de travailleurs et de paysans ont constitué des piquets de grève dans tout le pays pour faire valoir leurs revendications sociales. En avril, le taux de soutien à Evo a chuté de 12 points dans les sondages.

Le nouveau gouvernement était pris entre deux feux. Morales était conscient du fait qu'il ne pouvait simultanément satisfaire les exigences de l'impérialisme et les revendications des travailleurs. C'est alors que, par crainte d'un affrontement avec le mouvement des masses, il se

décida à prendre des mesures concrètes qui allaient dans le sens de leurs aspirations.

LE DÉCRET DU 1^{er} MAI

Dans le nouveau contexte créé par l'irruption des masses en avril, le gouvernement a été obligé de changer ses plans. Le 1^{er} mai, à la surprise de la nation et du monde, le gouvernement a ordonné l'occupation militaire de 56 installations pétrolières et gazières, et a publié le décret 28701, qui déclarait :

“Dans l'exercice de sa souveraineté nationale (...), les hydrocarbures du pays sont nationalisés. L'Etat reprend la propriété, la possession et le contrôle total et absolu de ces ressources.”

Le décret 28701 établit un plus grand contrôle de l'Etat bolivien sur les hydrocarbures et contraint les multinationales à renégocier les contrats existants avec la Bolivie. Il n'est pas identique à l'expropriation sans indemnisation des multinationales de l'énergie, ce qui est la revendication du peuple travailleur de Bolivie. Mais 90 % de la population bolivienne ont soutenu ce décret.

Pourquoi ? Dans un monde où l'impérialisme en décomposition — mené par les Etats-Unis — est engagé dans une offensive désespérée pour privatiser-détruire toutes les ressources naturelles, les services publics et les entreprises d'Etat sur lesquels il peut mettre la main, la décision du gouvernement bolivien de réaffirmer sa souveraineté nationale a été une claque infligée à l'impérialisme américain et une source d'inspiration pour les travailleurs d'Amérique latine et du monde, dont beaucoup commencent maintenant à poser la revendication de nationalisation.

Nous avons indiqué en quoi ce décret constituait un défi à l'impérialisme. Sa portée ne se limite pas aux dispositions légales qu'il institue, pour importantes qu'elles soient, mais dépend également du développement de la lutte politique en Bolivie, et notamment de l'attitude et de l'orientation des organisations de la classe ouvrière et de la paysannerie.

La déclaration du 9 mai de *La Chispa* (“L’Étincelle”), la section sympathisante de la IV^e Internationale en Bolivie, explique :

« La Chispa soutient le décret 28701, parce qu’il constitue un pas en avant dans la lutte pour la nationalisation du pétrole et du gaz. Personne ne peut nier que la mobilisation et la pression des ouvriers a été à l’origine de cette mesure anti-impérialiste historique (...). La lutte n’est pas finie. Il est nécessaire pour le peuple de se mobiliser pour contrer la réaction impérialiste inévitable face à cette mesure de souveraineté nationale (...). Peu après la publication du décret, l’impérialisme et les grandes multinationales pétrolières ont déjà commencé une campagne de menaces. Les travailleurs et les jeunes de Bolivie ne se laisseront pas intimider. Seule la lutte indépendante peut protéger le décret 28701 des attaques de l’impérialisme et imposer la totalité de l’“Agenda d’octobre” ! »

En effet, le décret, malgré ses limites, a immédiatement déclenché un conflit entre les multinationales (en particulier la compagnie brésilienne Petrobras) et le gouvernement bolivien sur le contrôle de ces ressources.

Ne pas comprendre le contenu anti-impérialiste — et donc révolutionnaire — de ce décret interdit d’agir conformément aux intérêts des peuples de la Bolivie.

C’est dans ce piège qu’est tombée la direction de la COB. Elle n’est pas intervenue pour mobiliser les travailleurs contre les multinationales et soutenir, par son action indépendante, le décret face à la pression impérialiste, car au lieu de défendre le décret 28701 comme un pas en avant — même limité —, elle s’est lancée dans des proclamations ultra-gauches, dénonçant le décret comme une trahison complète.

Les dirigeants de la COB — ainsi que des diverses organisations sectaires de Bolivie qui se réclament du trotskysme, telles que le POR de Lora, le MST moréniste et la LOR-CI — n’ont pas compris que le gouvernement nationaliste petit-bourgeois d’Evo était poussé par la base et allait plus loin qu’il ne le prévoyait à l’origine.

Ils n’ont pas compris qu’après le 1^{er} mai, une situation nouvelle s’ouvrait en Bolivie.

L’OFFENSIVE POUR DÉTRUIRE LA BOLIVIE

Le besoin qu’a l’impérialisme d’utiliser les “autonomies” régionales pour détruire la nation bolivienne est devenu plus urgent que jamais après le 1^{er} mai.

Pour abroger le décret 28701 et prévenir toute mesure progressive future prise par le gouvernement d’Evo sous la pression populaire (telle que la “révolution agraire” et les nouvelles nationalisations proposées en mai par Evo), les oligarchies des régions de Santa Cruz et de Tarija ont amplifié leur lutte pour le vote oui au référendum du 2 juillet sur les autonomies. Les oligarchies ont commencé à diffuser à travers le pays des publicités télévisuelles appelant à voter oui et à organiser des manifestations “obligatoires” en faveur de l’autonomie ; ne pas y assister signifiait risquer de perdre son emploi.

Avant le 1^{er} mai, il semblait que le oui l’emporterait à travers toute la nation, puisque tous les partis importants, dont le MAS, soutenaient la mise en place des autonomies régionales.

Ainsi, le 6 mars, le dirigeant du MAS au Parlement, Gustavo Torrico, expliquait que

“soutenir le oui à ce référendum est une décision organique du MAS. Comme le dit le président Evo Morales, le oui gagnera avec 95 % des votes. Les 5 % restants sont constitués des indécis et des éternels mécontents.”

Confronté au fait que pas un seul syndicat et pas une seule organisation populaire ne mobilisait en faveur du non et qu’Evo ne faisait rien à propos de la campagne que le MAS de Santa Cruz menait toujours pour le oui, *La Chispa* a pris l’initiative d’une pétition-lettre ouverte, qui disait entre autres :

“L’impérialisme et les multinationales, au travers des oligarchies régionales, cherchent à diviser la Bolivie pour assurer l’accès à nos ressources naturelles. L’impérialisme a détruit la Yougoslavie et est en train de détruire de même l’Irak. Maintenant, avec l’outil des autonomies, il cherche à faire de même dans notre pays (...). Les autonomies entrent en contradiction avec le décret 28701 et la lutte pour la nationalisation totale des

hydrocarbures (et) avec le processus de la réforme agraire (...). C'est l'heure d'organiser la mobilisation unitaire pour assurer le triomphe du vote non dans tous les départements de Bolivie. Messieurs Evo Morales et les dirigeants ouvriers et populaires : vous avez le pouvoir et le devoir de mobiliser toute la nation bolivienne tant pour le vote non que contre toutes les tentatives sécessionnistes du parti des oligarchies régionales ! L'existence même de la Bolivie est en jeu."

Plus de 8 000 personnes, ainsi que diverses organisations ouvrières, populaires et de jeunesse — principalement à La Paz, mais également à Cochabamba et à Santa Cruz — ont signé la lettre ouverte.

Durant les semaines qui ont précédé le référendum, la question des autonomies est devenue centrale pour la nation.

La campagne pour le non s'est étendue et approfondie chaque jour.

Il est à noter que le POR a soutenu la position réactionnaire d'appeler à des "autonomies révolutionnaires" et à l'absentéisme au référendum. La LOR-CI et les partisans d'Altamira ont soutenu des positions similaires.

Durant mai et juin, de plus en plus d'organisations de travailleurs et de paysans ont fini par prendre position contre les autonomies.

Cette pression populaire s'est réfractée dans les rangs du MAS, dont de nombreux membres ont commencé à appeler à voter non.

Evo Morales a annoncé le 14 juin à Yacacani, dans le Santa Cruz, que "*nous ne voulons pas d'autonomies pour la bourgeoisie*" et qu'il soutenait le vote non.

La droite a aussitôt dénoncé cette action importante — peut-être plus importante encore dans la lutte anti-impérialiste que le décret du 1^{er} mai.

En réponse, le vice-président, Alvaro Garcia Linera — dirigeant de la droite du gouvernement d'Evo —, a immédiatement convoqué une conférence de presse pour assurer au monde que la position en faveur du non était "*une décision personnelle du président*" et que la position officielle du gouvernement au sujet des autonomies était une "*neutralité raisonnable*".

LE CONGRÈS DE LA COB

Avant de traiter des résultats des élections du 2 juillet, il nous faut d'abord porter un regard sur les résultats du congrès de la COB, qui a eu lieu au cours des deux dernières semaines de juin.

Le fait même que le congrès de la COB a eu lieu, avec la participation de délégués représentant 45 fédérations de tout le pays, était une victoire importante. Malgré la pression du MAS et de la direction sortante autour de Solares pour reporter davantage le congrès (qui devrait avoir eu lieu en décembre 2005), la fédération des mineurs a su imposer sa tenue.

Diverses provocations violentes de secteurs liés au MAS et la malheureuse décision de la Central Obrera Regional (COR), la fédération d'El Alto, de rompre avec la COB en expliquant que la COB "*restait enlisée dans le passé*" parce qu'elle n'avait pas intégré de représentants de la COR dans sa direction, n'ont pas pu casser le congrès.

Le débat politique au centre du congrès concernait la proposition des mineurs de Huanuni visant à établir concrètement ce qu'ils définissaient comme un instrument politique des travailleurs (IPT) dont il était question depuis longtemps, c'est-à-dire un parti des travailleurs indépendant. Bien que la délégation du Parti communiste bolivien ait mobilisé ses délégués, principalement des enseignants, contre cette proposition importante, la décision a été prise à la grande majorité de constituer l'IPT dans un délai de six mois.

Le congrès a également réitéré le rejet par la classe ouvrière des autonomies régionales. Et alors que beaucoup avaient prévu que le MAS prendrait la direction de la COB, à peine un délégué présent a-t-il ouvertement soutenu Evo et la nouvelle direction a immédiatement déclaré son indépendance à 100 % par rapport au gouvernement.

Le nouveau dirigeant de la COB, Pedro Montes, un mineur de Huanuni, a expliqué dans une entrevue après le congrès :

"La COB ne peut pas cogouverner, elle doit rester indépendante... Le gouvernement ne devrait pas oublier ses racines. Le président était un leader coca-

lero et membre de la COB, il faut maintenant qu'il satisfasse les exigences de sa classe."

Montes poursuivait en soulignant que la principale décision du congrès était celle de reprendre la lutte pour l'Agenda d'octobre et a invité les chefs de la COR d'El Alto à revoir leur décision de prendre leurs distances par rapport à la COB.

LE RÉFÉRENDUM ET LES ÉLECTIONS DU 2 JUILLET

Aux élections du 2 juillet, le peuple bolivien a massivement rejeté les autonomies. Le vote non a représenté 57,8 % du vote national. La majorité des départements a aussi voté pour le non.

La campagne pour l'autonomie a subi un revers même à Santa Cruz, le bastion de l'offensive autonomiste. L'oligarchie avait prévu que le oui l'emporterait avec 80 à 90 % dans la région. Cependant, seulement 55 % des électeurs inscrits ont voté oui : le oui n'a obtenu que 71,1 % des voix validées, le taux d'abstention, extrêmement élevé, a atteint 17,4 % (alors que les élections en Bolivie sont obligatoires), et, parmi les électeurs participants, 5 % ont voté blanc ou annulé leur vote. Compte tenu du niveau élevé de répression contre les opposants à l'oligarchie à Santa Cruz, il est très probable que la plupart des abstentions et des voix nulles étaient des voix masquées contre l'autonomie. Et le fait que le MAS a battu le parti de droite PODEMOS à Santa Cruz renforce les doutes sur le soutien de la majorité aux autonomies proposées par l'oligarchie.

Malgré ce revers et le fait que le vote non a gagné dans le référendum national, l'oligarchie de Santa Cruz a organisé une manifestation bidon la nuit des élections — feux d'artifice à l'appui. Le préfet réactionnaire de Santa Cruz, Ruben Costas, annonçait à la foule :

"Je déclare Santa Cruz autonome ! Le centralisme est mort."

Quelques heures plus tard, dans un discours attendu avec impatience, prononcé à La Paz, Evo Morales répliquait :

"Soyons clairs : le vote non a gagné."

De même, le Conseil électoral national (CNE) a réitéré que puisqu'il s'agissait d'un référendum national, les résultats étaient valides seulement au niveau national, c'est-à-dire que Santa Cruz ne pouvait pas autoproclamer son autonomie. De surcroît, le MAS gagnait la majorité des candidats à l'Assemblée constituante ; il semblait donc que cette bataille dans l'offensive visant à détruire la Bolivie tournait à la défaite pour l'impérialisme et ses laquais.

Mais les oligarchies étaient peu enclines à admettre la défaite — et à respecter la loi. Le 3 juillet, les oligarchies des quatre départements dans lesquels le oui l'avait emporté publiaient une déclaration selon laquelle ils "*défendraient la victoire du oui*", et l'Assemblée constituante était obligée de leur concéder cette demande. Le même jour, les casseurs fascisant de l'Union Juvenil Cruceñista envahissaient et occupaient le bureau de la branche régionale de la COB et tabassaient plus de 20 travailleurs, la police de Santa Cruz assistant passivement aux faits. Le gouvernement central a répondu en relevant le chef de la police de Santa Cruz de ses fonctions.

Le 5 juillet, le gouvernement central envoyait des troupes, afin de protéger quatre bâtiments publics. Le chef du comité "pro-Santa Cruz" appela à la résistance à l'"*occupation raciste et dictatoriale*", déclarant :

"Je veux alerter le peuple de Santa Cruz sur le fait que nos institutions sont en train d'être foulées aux pieds et que le gouvernement central abuse de notre patience."

La question de la guerre civile était sur toutes les lèvres.

Mis sous pression par les oligarchies, Evo — dans un nouveau revirement — fit marche arrière sur ses déclarations précédentes et, le 8 juillet, déclara que l'Assemblée constituante examinerait le sujet des autonomies et que

"nous voulons de l'autonomie pour les peuples, les provinces, les peuples indigènes et les régions — et pas seulement pour certains groupes qui ne veulent peut-être pas perdre leurs privilèges".

Dans les semaines qui suivirent, le gouvernement Evo a enlevé les troupes de

Santa Cruz et ouvert des “réunions de dialogue” avec l’oligarchie de Santa Cruz pour essayer “*de trouver un consensus sur le type d’autonomie à établir par l’Assemblée constituante*”.

La question des autonomies, c’est-à-dire celle de l’unité nationale de la Bolivie, occupe et occupera une place centrale dans les développements à venir. Pour l’impérialisme, avec l’appui des oligarchies de Santa Cruz et de Tarija, il faut chercher à faire éclater la Bolivie comme moyen de défaire la lutte du peuple bolivien et d’écraser le mouvement ouvrier et populaire.

Ce combat majeur pour la défense de l’unité de la Bolivie ne peut aboutir que par l’engagement et la mobilisation unie dans le combat pour l’unité et la souveraineté de la nation bolivienne des organisations ouvrières et populaires, et avant tout de la COB. Ce combat s’appuie sur le mandat confié à l’Assemblée constituante par le peuple.

C’est pourquoi *La Chispa*, pour sa part, lançait une nouvelle campagne autour d’une nouvelle lettre ouverte aux membres de l’Assemblée constituante, déclarant entre autres :

“C’est le devoir du gouvernement, et en particulier des membres de l’Assemblée constituante, d’entièrement respecter la décision de la majorité. C’est le devoir des organisations des travailleurs, des paysans et populaires, avec la COB en tête, de défendre la décision majoritaire de la nation... Cette lutte pour l’unité du pays est inséparable de la lutte pour une Bolivie libre et souveraine, qui soit propriétaire de toutes ses ressources naturelles... Le non a gagné !”

Dans un nouveau développement positif, les travailleurs d’El Alto, dans la FEJUVE (fédération des comités de quartier), “*ont commencé à agir*” pour la démission du préfet de La Paz de son poste en raison de son soutien aux autonomies départementales. Malheureusement, la COB et les autres organisations ouvrières majeures, même si sur le papier elles sont contre les autonomies, semblent continuer à regarder la question des autonomies comme une “question secondaire”, et, au moment où cet article est rédigé, n’ont pas encore mobilisé autour de cette question.

Ce qui est certain, c’est que l’impérialisme et ses laquais ne relâcheront pas leur offensive de destruction de la nation bolivienne ; aucun doute n’est permis : ils auront recours à la force armée s’il le faut.

L’ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Lors des élections du 2 juillet, le MAS a dominé, gagnant 137 des 255 sièges à l’Assemblée constituante ; le parti de droite PODEMOS arrivait en deuxième position, loin derrière, en en gagnant seulement 60.

Le grand axe de la situation politique dans la prochaine période sera sans doute l’Assemblée constituante, qui devrait commencer ses travaux le 6 août, à Sucre. Aussi est-il important de clarifier certaines questions la concernant.

La demande d’une Assemblée constituante était la deuxième revendication des insurrections d’octobre 2003 et de mai-juin 2005. Dans un contexte international marqué par le minage des bases mêmes de la démocratie dans tous les pays par l’impérialisme, la lutte pour une Assemblée constituante — une revendication démocratique de souveraineté populaire — a, en Bolivie, pris des dimensions révolutionnaires. C’est exactement pour cette raison que l’oligarchie a fait tout ce qu’il était en son pouvoir pour vider cette demande de son contenu, c’est-à-dire pour assurer l’organisation d’une Assemblée constituante qui ne changerait rien.

La loi de convocation des élections à l’Assemblée constituante de mars, résultant de l’accord entre le MAS et la droite, mettait en avant une caricature d’une véritable Assemblée constituante, qui, par sa nature même, devrait disposer de pouvoirs illimités et n’avoir aucun pouvoir au-dessus d’elle. C’est pour cela que s’est dressé le peuple bolivien et que les organisations de la classe ouvrière se sont mobilisées.

Sous la pression de la base et suite à ses conflits avec les oligarchies, le gouvernement Evo se manifestait dans la dernière semaine de juillet en faveur d’une Assemblée constituante souveraine avec des pouvoirs illimités. L’opposition bourgeoise et les institutions de l’impérialisme, atteignant de nouveaux sommets

d'hypocrisie, ont immédiatement dénoncé cette proposition comme "dictatoriale".

Tout comme elles l'ont fait pour le conflit concernant la renégociation des contrats du pétrole et sur les autonomies, les organisations de la classe ouvrière doivent mobiliser en toute indépendance pour que les pleins pouvoirs soient donnés à l'Assemblée constituante d'août et pour que l'Assemblée défende l'unité et la souveraineté de la nation.

LE FRONT UNI ANTI-IMPÉRIALISTE

Tournons-nous vers les écrits de Trotsky et de Lénine pour aider à clarifier les choses. Par rapport au gouvernement nationaliste petit-bourgeois de Cardenas, au Mexique, Léon Trotsky expliquait en 1938 :

"Dans les pays industriellement arriérés, les capitaux étrangers jouent un rôle décisif... Le gouvernement oscille entre le capital étranger et le capital national, entre la faible bourgeoisie nationale et un prolétariat relativement puissant. Cela donne au gouvernement un caractère bonapartiste d'une qualité particulière. Il se hisse, pour ainsi dire, au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner soit en instrument du capitalisme étranger, tenant le prolétariat enchaîné dans une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat, voire allant jusqu'à lui faire des concessions, gagnant par là la possibilité d'une certaine liberté par rapport aux capitalistes étrangers."

Quelle devrait donc être, dans les pays arriérés, la politique de la classe ouvrière et des révolutionnaires ? L'Internationale communiste a, à l'époque de Lénine et de Trotsky, clairement répondu à cette question :

"A l'époque actuelle, le mot d'ordre central qu'il faut mettre en avant est celui du front uni anti-impérialiste. Son opportunité résulte de la perspective d'une lutte prolongée avec l'impérialisme mondial, qui exigera la mobilisation de tous les éléments révolutionnaires. Cette mobilisation est rendue d'autant plus nécessaire par la tendance des classes dirigeantes indigènes à faire des compromis avec le capital étranger dirigés contre les intérêts fondamentaux de la masse du peuple."

Tout comme à l'Ouest le mot d'ordre du front uni de la classe ouvrière a aidé et aide toujours à démasquer la trahison des intérêts du prolétariat par les sociaux-démocrates, le mot d'ordre du front uni anti-impérialiste aidera à démasquer les vacillations des différents groupes nationalistes bourgeois. Ce mot d'ordre aidera également les masses travailleuses à développer leur volonté révolutionnaire et à augmenter leur conscience de classe ; il les placera aux premiers rangs du combat non seulement contre l'impérialisme, mais aussi contre les restes du féodalisme.

Le mouvement ouvrier dans les pays coloniaux et semi-coloniaux doit tout d'abord s'établir comme facteur révolutionnaire indépendant au sein du front anti-impérialiste commun. Seulement lorsque son importance comme facteur indépendant est reconnue et son autonomie politique complète assurée peuvent être envisagés ou nécessaires des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise. De même, le prolétariat soutient et met en avant des revendications partielles telles qu'une république démocratique indépendante et l'abolition de tous les droits et privilèges féodaux."

La politique du front unique anti-impérialiste est une stratégie qui vise à aider la classe ouvrière à devenir la direction de la nation opprimée à la place des représentants du nationalisme bourgeois, incapables de conduire jusqu'au bout la résistance à l'impérialisme du fait de leur nécessaire subordination au système impérialiste mondial, seule forme dans laquelle peut se perpétuer aujourd'hui le système d'exploitation capitaliste.

Il revient à la classe ouvrière de faire siens les mots d'ordre de défense de la nation, de démocratie, de réforme agraire, tout en luttant pour ses propres revendications sociales, qui entrent en contradiction avec le système de la propriété privée des moyens de production."

En 1938, cette politique s'est exprimée dans la proposition de Trotsky visant à soutenir sans réserve les mesures progressives du gouvernement Cardenas, tout en luttant en même temps pour l'indépendance politique complète des syndicats par rapport au gouvernement Cardenas. Concluons en posant un regard sur la façon dont cette stratégie s'exprime en Bolivie aujourd'hui.

CONCLUSION : LES PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION BOLIVIENNE

L'avenir de la nation bolivienne et de la révolution bolivienne dépend de la mobilisation et de l'organisation indépendante de la classe ouvrière, en alliance avec la jeunesse, les paysans et tous les opprimés.

Concrètement, la COB, la FSTMB et toutes les organisations ouvrières doivent se consacrer immédiatement à la lutte pour une Assemblée constituante souveraine et contre les autonomies départementales. Dans cette lutte, il est nécessaire d'appeler le gouvernement Evo à lutter de façon consistante pour ces revendications.

Loin d'être une adaptation ou une subordination au gouvernement d'Evo Morales, c'est l'axe d'une politique indépendante qui n'est pas déterminée par les oscillations du gouvernement, mais par la recherche constante de l'unité autour des revendications ouvrières et populaires.

Des dénonciations "révolutionnaires" abstraites d'Evo ne peuvent servir, dans le contexte actuel, qu'à isoler l'avant-garde ouvrière et à démoraliser et démobiler le mouvement.

Lutter pour le front uni anti-impérialiste en Bolivie signifie défendre inconditionnellement les mesures positives prises par le gouvernement Evo contre l'impérialisme, tout en gardant l'indépendance politique de la COB et des organisations populaires dans la lutte pour la mise en œuvre complète de l'Agenda d'octobre et contre les autonomies départementales.

L'histoire démontre qu'il est peu vraisemblable que des formations comme le MAS puissent aller jusqu'au bout de la lutte contre l'impérialisme. Mais on ne peut aujourd'hui répondre à la question de savoir jusqu'à quel point ce gouvernement s'opposera à l'impérialisme.

Une chose est certaine : la défense de la nation bolivienne, de son unité et de sa

souveraineté exige l'indépendance des organisations de la classe ouvrière, leur unité autour d'un programme qui ouvre la voie à l'expropriation du capital.

La classe ouvrière de Bolivie a, de longue date, constitué des organisations, qui, à chaque étape décisive de la vie du pays, ont joué un rôle primordial. Aujourd'hui, la question clé, c'est la réalisation du front unique de ces organisations pour la défense de l'unité et de la souveraineté de la Bolivie.

Un élément de grande importance, dans ce contexte, serait la constitution d'un parti ouvrier indépendant, lié à ces organisations, comme l'a demandé le congrès de la COB. Pour certains, qui prétendent parler au nom d'une perspective "révolutionnaire", ce parti pourrait se construire en multipliant les déclarations d'apparence radicale. Un tel parti ne peut se constituer qu'en prenant part aux luttes réelles du peuple travailleur de Bolivie.

L'existence d'un tel parti menant campagne contre les autonomies, contre la dislocation de la nation bolivienne, pour son unité, menant campagne contre l'emprise impérialiste, pour l'expropriation des multinationales de l'énergie, menant campagne pour une Assemblée constituante souveraine, prenant les mesures immédiates, indispensables à la survie de la Bolivie, un tel parti constituerait sans aucun doute un point d'appui considérable.

Les militants de la IV^e Internationale en Bolivie, pour leur part, sont partisans de la constitution d'un tel parti. Leur programme leur dicte d'en être les constructeurs, où, à égalité de droits et de devoirs avec tous ceux qui se situent sur le terrain de l'indépendance de classe, ils agiraient en commun, tout en mettant en avant, dans le cadre de la démocratie ouvrière, les positions de la IV^e Internationale.

Rico Blanc

SIXIÈME CONGRÈS MONDIAL DE LA IV^e INTERNATIONALE

Premières notes pour ouvrir une discussion sur le bilan de la révolution chinoise

N'est-il pas nécessaire d'ouvrir une discussion internationale pour établir un bilan de la révolution chinoise ?

Un bilan qui soit une contribution visant à aider ceux qui situent leur action du point de vue de la défense des intérêts des opprimés et des exploités pour s'orienter dans la situation difficile que connaissent les peuples.

Dans le monde entier, travailleurs des villes et des campagnes, jeunes s'interrogent sur l'avenir : de quoi demain sera-t-il fait ? Y aura-t-il encore du travail ? Les conquêtes arrachées par les générations précédentes sont-elles déjà emportées, ou le seront-elles ? Que deviendront les nations bâties par l'histoire séculaire des peuples ? Où va ce monde dans lequel les guerres de décomposition se multiplient ?

Ces questions que chacun se pose ne sont-elles pas liées à un problème plus général : l'humanité tout entière ne risque-t-elle pas d'être entraînée dans la barbarie ? Des signes évidents de la barbarie montante se manifestent dans tous les pays. En Afrique, elle entraîne tout un continent vers sa disparition.

Qu'en est-il de la perspective émancipatrice ouverte au siècle dernier par la révolution d'Octobre en Russie, en 1917 ? Faudrait-il renoncer à l'immense espoir qu'avait suscité en 1949 la révolution chinoise pour tous les peuples d'Asie et bien au-delà ? Cet espoir se fondait sur une perspective émancipatrice.

Alors que la Chine était une nouvelle fois menacée de démembrement, la troisième révolution chinoise, en mettant fin à la domination impérialiste, en expropriant les capitalistes étrangers et ceux qui leur étaient reliés, modifia profondément les structures juridiques du régime de la propriété.

La collectivisation des terres, l'expulsion du capital étranger, la nationalisation des entreprises ont débouché sur la constitution de la propriété d'Etat. Et, c'est un fait, la propriété d'Etat — quels que soient les problèmes qui existent — a permis un développement des forces productives en Chine, un développement de l'économie chinoise et la constitution de la nation, contre son démembrement. Elle a permis, en premier lieu, une industrialisation, qui est aujourd'hui encore à la base de toute l'économie chinoise, industrialisation qui

a engendré un développement numérique et social considérable de la classe ouvrière.

La troisième révolution chinoise bouleversa l'ordre mondial à la fin de la Seconde Guerre mondiale, remettant en cause l'accord passé à Yalta et à Potsdam par Churchill, Roosevelt et Staline. C'est en rompant avec les consignes de ce dernier, qui cherchait à préserver la prétendue coexistence pacifique avec l'impérialisme, que le Parti communiste chinois (PCC) parvint au pouvoir.

Depuis plus d'un demi-siècle, tous les développements de la situation en Chine tournent autour de cette réalité : l'ensemble des institutions de l'Etat, de la vie économique et sociale — qui, quels que soient les problèmes, les dérives, nous y reviendrons plus loin, ont permis ce formidable développement et l'essor des forces productives en Chine après 1949 — est défini par le cadre juridique fondé sur la propriété d'Etat. Aujourd'hui, des débats se mènent en Chine même autour de la question de la modification du régime de propriété. Pour notre part, nous ne cachons pas notre point de vue : nous affirmons que la solution ne saurait être dans le retour au régime de la propriété privée des moyens de production.

La théorie et les faits — nous y reviendrons — démontrent que ce système non seulement ne saurait offrir de perspective à l'humanité, mais, plus encore, qu'il est en train de l'entraîner dans l'abîme.

Comment et à quelle condition est-il possible de défendre, d'enrichir, d'approfondir la propriété d'Etat ? Pourquoi les accords passés aujourd'hui dans le cadre de l'OMC et des réformes de l'ouverture menacent-ils le cadre juridique dans lequel s'est constituée la Chine comme nation indépendante en 1949, cadre juridique qui fut, qui est la base du développement des forces productives ?

Personne ne peut prétendre détenir des réponses toutes faites. Mais il nous semble que ce débat est vital. Il doit être organisé. Les partisans de la IV^e Internationale ne cachent pas leur point de vue. Ils situent leur action dans la continuité du *Manifeste du Parti communiste* de Marx et d'Engels et estiment, pour leur part, que l'alternative " socialisme ou barbarie " est

plus que jamais d'actualité aujourd'hui et que, en conséquence, ils considèrent que le combat pour le socialisme reste à l'ordre du jour.

Cela fait l'objet du débat dans le mouvement ouvrier mondial. Comment serait-il possible de le mener sans tirer le bilan des développements de la lutte des classes en Chine, qui, au cours du siècle dernier, a connu, en 1911, 1927 et 1949, trois révolutions, révolutions dont le sort n'est pas scellé et dont le dénouement aura des conséquences incalculables sur toute la situation mondiale ?

Préparant son Sixième Congrès mondial, la IV^e Internationale estime nécessaire de débattre de ces questions avec ceux qui souhaitent participer — sous les formes qui leur conviennent — à cette discussion.

C'est dans ce but qu'ont été rédigées les premières notes qui suivent. Elles ne sont qu'une trame visant à permettre que l'échange se construise au cours des sept mois qui précèdent le congrès mondial. Cela afin que puisse être présenté à la discussion des délégués des sections de l'Internationale un premier texte de bilan de la révolution chinoise.

Avant d'en venir aux notes elles-mêmes, il est nécessaire de préciser que la IV^e Internationale n'a rien à voir avec le groupement intitulé "Secrétariat unifié". Ce dernier est le produit d'une crise dans l'histoire de la IV^e Internationale, et c'est abusivement qu'il se réclame de son drapeau et de son programme. Le courant qui se regroupe aujourd'hui dans le Secrétariat unifié estimait que la couche sociale qui gérait l'Etat soviétique était capable de réaliser le socialisme à sa manière, "*dans les siècles de transition*". Nous aurons l'occasion d'y revenir. Disons simplement d'emblée que ce qui différencie la IV^e Internationale de tous les autres courants, sans aucune exception, c'est qu'elle se prononce pour la défense inconditionnelle — c'est-à-dire indépendamment du cours suivi par ceux qui sont amenés à la gérer — de la propriété d'Etat. Ce qui la distingue, c'est aussi qu'elle ne confond pas cette défense inconditionnelle de la propriété d'Etat avec le soutien politique à ceux qui ont la charge de sa gestion.

Elle considère du point de vue qui est le nôtre, celui du marxisme, que la propriété d'Etat a démontré qu'elle permettait d'assurer un développement des forces productives, à commencer par la première d'entre elles, le développement de la classe ouvrière et de la force de travail elle-même. La IV^e Internationale revendique le combat pour la propriété collective des moyens de production, qui s'inscrit dans l'action pour la République universelle des conseils.

•
•

L'histoire de la révolution chinoise (1927-1949) est inséparable de celle de la révolution russe d'octobre 1917.

On le sait, la Commune de Paris — célèbre dans la classe ouvrière, chère au cœur des militants du monde entier, et particulièrement des militants chinois — a permis, au cours de sa brève existence, avant de succomber sous les coups de la réaction versaillaise, de dégager "*les formes enfin trouvées du gouvernement ouvrier*". Mais, c'est la révolution russe qui, à l'entrée du XX^e siècle, a, pour la première fois, démontré, à l'épreuve des faits, que la classe ouvrière était capable d'arracher le pouvoir des mains de la classe capitaliste et de commencer à réorganiser l'économie sur la base de la propriété collective des moyens de production. Elle l'a fait sous la forme de la République des soviets (des conseils) par laquelle les ouvriers, les soldats, les paysans ont pris leur sort entre leurs mains. Octobre 1917 ouvrait la voie au combat pour la République universelle des conseils ouvriers.

Ayant conquis le pouvoir à la tête des masses paysannes, le prolétariat russe ne put se borner à des réalisations démocratiques. La socialisation des moyens de production était devenue la condition nécessaire pour tirer le pays de la barbarie, pour l'arracher à l'arriération de la Russie tsariste. Le développement de l'URSS dans ses premières années, sur le plan économique et social, a établi, aux yeux du monde entier, que le socialisme avait démontré son droit à la victoire, non seulement dans les pages du *Capital*, mais

dans une vaste arène économique. Les développements ultérieurs, dont la racine sociale se trouve dans l'isolement de l'URSS — produit du retard de la révolution mondiale, pour des raisons sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir —, qui, combiné avec la politique de la couche dirigeante, a abouti à l'effondrement de l'URSS, ne font pas disparaître ce gage d'avenir : seule la révolution prolétarienne a permis à un pays arriéré d'obtenir, en moins de vingt ans, des résultats sans précédent dans l'histoire.

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ÉTAIT LE PREMIER CHAÎNON DE LA RÉVOLUTION MONDIALE, DONT ELLE ÉTAIT INSÉPARABLE

Il y a plus de 170 ans, Marx et Engels, dans *Le Manifeste du Parti communiste*, ont défini l'unité mondiale de la lutte des classes, qui repose sur la place de la classe ouvrière dans les rapports de production et du fait de la réalité du marché mondial.

Bien avant que l'on évoque le mot de "mondialisation", Marx et Engels avaient établi cette réalité du marché mondial et défini par là la nécessité de l'unité internationale des travailleurs, avec le célèbre mot d'ordre : "*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*" Beaucoup de mots ont été pervertis ; les symboles mêmes du mouvement ouvrier ont été salis, mais ce qui a été affirmé dans *Le Manifeste du Parti communiste*, à savoir que la question clé pour le devenir de l'humanité est celle de la nature du régime de propriété, reste vrai.

La révolution russe a nourri la marche en avant de la révolution chinoise. N'est-il pas exact que le mouvement du 4 mai 1919 a été enrichi par les idées de la révolution russe ? La Russie, pays immense et arriéré, pouvait être regardé comme une réplique européenne de la Chine. Et voici que, à la suite d'octobre 1917, le développement culturel, le progrès économique et social quittaient le domaine des souhaits et des utopies pour entrer dans celui des possibilités et des réalisations. En juillet 1921, la première conférence nationale du Parti communiste chinois donne une expression organisée à la question qui

désormais se pose à l'échelle internationale et nationale : la construction indispensable de la direction révolutionnaire du prolétariat, intégrant la construction des sections nationales.

Les conséquences de la révolution russe demeurent. Néanmoins, le processus de dégénérescence de l'URSS a des conséquences sur le développement de la lutte révolutionnaire en Chine. N'est-il pas nécessaire d'y réfléchir, d'y revenir sans a priori, par-delà toutes les campagnes de désinformation qui ont pu avoir lieu ?

Un grand débat a en effet traversé le PC d'URSS sur l'attitude à avoir à l'égard de la deuxième révolution chinoise en 1927. Un grand nombre de dirigeants de la révolution d'Octobre, regroupés alors dans ce qui s'appelaient l'Opposition unifiée, s'opposaient à la politique de Staline, qui prônait la subordination du PCC à la direction du Kuomintang.

En 1927, après la terrible défaite de Canton, un jeune étudiant chinois pose la question suivante à l'université Sun Yat-sen, à Moscou :

« Devions-nous entrer dans le Kuomintang ? Devions-nous construire et développer son organisation ? Tchang Kai-chek avait-il été un allié digne de confiance pour le prolétariat de la révolution chinoise ? Le comité de grève de Canton-Hong-Kong était-il une sorte de soviétique ? Avions-nous eu raison de soutenir un autre leader du Kuomintang, Wang Jimwei, afin de créer un "nouveau centre révolutionnaire" après la trahison de Tchang Kai-chek ? La tactique du "bloc des quatre classes" résistait-elle à l'épreuve des faits en Chine ? »

Cette question et ce débat ne se retrouvent-ils pas au centre de la décision du comité central du PC chinois, en 1949, de rompre l'accord avec Tchang Kai-chek en décidant la traversée du Yangtze, permettant l'avancée de l'armée rouge sur tout le pays, entraînant la paysannerie dans le combat libérateur des chaînes de la domination impérialiste, assurant par là, avec l'unité de la nation, la victoire de la révolution prolétarienne ?

Ce débat n'a pu être véritablement organisé pour tirer les leçons de la défaite de 1927 ni dans le parti russe, ni dans le parti chinois, ni dans l'Internationale com-

muniste. Staline l'interdisait. Mais n'est-il pas nécessaire de le mener aujourd'hui ? Tout d'abord parce qu'il a été plusieurs fois l'occasion de tournants dans l'histoire du PCC et, par là, de la Chine.

N'est-il pas nécessaire de reprendre les faits ? Ne faudrait-il pas, dans une situation mondiale où, dans tous les pays, se pose la question de la survie des opprimés et des exploités, ouvriers et paysans, revenir sur l'histoire ? Non pour juger d'une façon péremptoire le passé et le présent, mais pour éclairer la situation actuelle.

C'est un fait, le représentant de l'Internationale communiste, qui reprend la position du groupe de Staline, a proposé aux dirigeants du PCC d'adhérer individuellement et de faire adhérer les militants au Kuomintang. L'entrée effective du PCC dans le Kuomintang ne se fera pas sans débats intérieurs au PCC, car se posent alors toutes les questions de l'indépendance de la classe ouvrière, du rapport entre la lutte de libération nationale, la question paysanne et la révolution prolétarienne.

Le fondateur du Parti communiste chinois, Chen Duxiu, estimant qu'« un homme toujours satisfait de soi s'interdit tout progrès », expliquait, dans une lettre du 20 décembre 1929 aux membres du PCC :

« Je refuse absolument d'ignorer l'expérience de la révolution chinoise, acquise à un si haut prix par le prolétariat. Depuis que j'ai contribué, avec mes camarades, à fonder le Parti communiste chinois en 1920, j'ai toujours appliqué fidèlement la politique opportuniste des dirigeants de l'Internationale communiste (...), qui conduisit la révolution chinoise à un honteux et triste échec. »

Il soulignait la nécessité d'étudier les causes profondes de l'échec.

« Je reconnais très nettement que les causes objectives de l'échec de la révolution chinoise sont d'importance secondaire et que le point principal est l'erreur de l'opportunisme, est l'erreur de notre politique à l'égard du Kuomintang, de la bourgeoisie. »

Ce sont là les raisons qui l'amènent à rejoindre l'Opposition de gauche et la IV^e Internationale.

De son côté, Mao Zedong explique en 1951 :

“En 1926, dans ses déclarations, Staline avait exagéré les capacités révolutionnaires du Kuomintang ; il avait alors parlé de celui-ci comme de la principale force révolutionnaire en Chine. En 1926, Staline avait invité les communistes chinois à s’orienter sur le Kuomintang, qu’il considérait comme le front uni des forces révolutionnaires en Chine. Staline disait alors qu’il fallait s’appuyer sur le Kuomintang, suivre ce parti, il disait directement qu’il fallait que le Parti communiste se subordonne au Kuomintang. C’était une grande faute, qui a paralysé l’activité indépendante du Parti communiste chinois pour la mobilisation des masses, pour les attiser du côté du Parti communiste.”

A travers le Comintern, Staline, étant devenu le dirigeant du Comintern après la mort de Vladimir Ilitch Lénine, a donné au comité central du Parti communiste chinois un grand nombre de consignes incorrectes.”

N’est-il pas nécessaire d’examiner les conséquences de cette subordination officielle du PCC au Kuomintang, laquelle trahissait ce qu’a représenté la première révolution de 1911 et le mouvement de mai 1919 ? Inspirée par Staline, cette subordination n’a-t-elle pas eu lieu au nom de la prétendue théorie du “socialisme dans un seul pays” ? Cette question relève des problèmes fondamentaux de la révolution mondiale.

Il est nécessaire de tirer un bilan sur la façon dont, en 1927, la subordination au représentant déclaré du régime de la propriété privée a entraîné la défaite. Ce bilan ne met-il pas en lumière la question qui, aujourd’hui, se pose avec plus d’acuité encore : certes, des compromis avec les représentants de la bourgeoisie nationale se justifiaient, mais la subordination à l’impérialisme s’est avérée incapable de permettre de réaliser les tâches démocratiques, les tâches démocratiques bourgeoises. Ce qui se traduit, aujourd’hui, par la tendance affirmée à la destruction de ce qui avait été bâti par les générations précédentes, par la destruction des nations.

Il est nécessaire de tirer un bilan, car les conditions de l’écrasement de 1927 vont peser lourdement sur le pays et, par là, marquer les conditions dans lesquelles se forment vingt-deux ans plus tard la République populaire de Chine.

Après la défaite de 1927, le PC chinois a été obligé d’abandonner les grands centres industriels pour se réfugier dans les campagnes.

Cela va l’amener à avoir une physionomie particulière, celle d’un appareil politico-militaire chevauchant les mobilisations paysannes, tout en continuant à se considérer comme le parti du prolétariat.

Cela n’aura-t-il pas des conséquences sur le développement de la révolution en 1949 ?

Lorsque le régime de Tchang Kai-chek se décompose littéralement, Staline demande explicitement que l’on tempère, que l’on cherche l’accord avec la bourgeoisie, ce qui a été appelé la “collaboration organique” avec la bourgeoisie.

Mao Zedong explique à ce propos :

« Dans la période suivante, Staline a aussi apprécié de façon incorrecte la situation en Chine et les possibilités du développement de la révolution. Il a continué à croire plus dans les forces du Kuomintang que dans celles du Parti communiste. En 1945, il a insisté sur la paix avec les partisans de Tchang Kai-chek, sur le front unique avec le Kuomintang et sur la création en Chine d’une “république démocratique”. En particulier, en 1945, le comité central du Parti communiste chinois a reçu un télégramme secret émanant du comité central du Parti communiste russe (en fait, de Staline), qui réclamait que Mao Zedong se rende à Tchoutsine pour entamer des négociations avec Tchang Kai-chek. Le comité central du Parti communiste chinois était hostile à ce voyage, car il craignait une provocation de la part de Tchang Kai-chek, mais je fus obligé d’y aller, puisque c’était l’exigence de Staline.

En 1947, alors que la lutte armée contre les partisans de Tchang Kai-chek atteignait son apogée, alors que nos armées avaient la victoire en main, Staline insista pour que nous concluions la paix avec Tchang Kai-chek, car il mettait en doute les forces de la révolution chinoise. »

Avions-nous eu raison d’écrire, comme courant international, en 1964 :

« Les campagnes chinoises ont été arrachées à la domination des seigneurs et des usuriers, les vieilles structures familiales ont été brisées. L’industrialisation amorce une transformation radi-

cale de cette Chine, hier encore proie de tous les impérialismes, aujourd'hui nation souveraine.

Mais, pour aboutir à cela, il a fallu une révolution sociale. Il a fallu rompre avec l'impérialisme et non pactiser avec lui, en finir avec la bourgeoisie nationale, son agent, et non lui confier le pouvoir "pour une étape". Il a fallu détruire l'Etat capitaliste, mettre fin à la propriété privée de moyens de production et instaurer, sur la base de leur nationalisation, la planification.

En d'autres termes, pour accomplir les tâches démocratiques bourgeoises (la solution de la question de la terre, celle de l'indépendance nationale), la révolution chinoise n'a pu vaincre que comme révolution prolétarienne, c'est-à-dire en détruisant jusque dans ses fondements la domination économique et politique du capitalisme.

Cela suffit à donner à la révolution chinoise sa "légitimité historique", au sens où Trotsky employait cette expression à propos de la révolution russe, et à justifier la nécessité de sa défense contre l'impérialisme et contre la bureaucratie russe. »

NOUS REVENDIQUONS LA DÉFENSE DE LA RÉVOLUTION DE 1949 ET DE TOUTES SES CONQUÊTES

Nous revendiquons la défense de la révolution de 1949. Nous la revendiquons aujourd'hui comme nous revendiquons la défense de toutes ses conquêtes.

Il faudra revenir sur les conditions de cette victoire, notamment sur l'absence d'organismes autonomes de la classe ouvrière (conseils, soviets ou communes), mais aussi sur les conditions dans lesquelles le régime a été amené, face à la pression impérialiste, étape après étape, à faire des incursions de plus en plus profondes dans le régime de la propriété. Des nuances peuvent exister sur ce point, les lectures peuvent être diverses. Mais il est un fait fondamental : 1949 a complètement modifié les rapports de propriété. Cette modification a été enregistrée dans celle du cadre juridique de la propriété privée. Le caractère de classe de l'Etat est défini par son rapport avec les formes de propriété des moyens de production.

Dans *Le Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels écrivent :

"Les prolétaires ne peuvent se rendre maîtres des forces productives sociales qu'en abolissant leur propre mode d'appropriation d'aujourd'hui et par suite tout le mode d'appropriation d'hier jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne, ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée antérieure."

Plus loin, ils précisent que

"l'abolition des rapports de propriété qui ont existé jusqu'ici n'est pas le caractère distinctif du communisme" (voulant dire par là que c'était vrai aussi pour d'autres processus de transformation sociale antérieurs).

En effet,

"ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise".

Celle-ci est

« la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation basé sur les antagonismes de classes, sur l'exploitation des uns par les autres. En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : "abolition de la propriété privée". »

Et de préciser :

"Le but du communisme, c'est de supprimer ce triste mode d'appropriation qui fait que l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital et ne vit qu'autant que l'exigent les intérêts de la classe dominante. Dans la société bourgeoise, le travail n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé, dans la société communiste, le travail accumulé n'est qu'un moyen d'élargir, d'enrichir et d'embellir l'existence des travailleurs."

Cette question est donc la question centrale, celle du mode de propriété. Dès lors, une discussion doit se mener : aujourd'hui, en Chine, est-ce la domination d'un mode d'appropriation où le travail sert à l'accumulation du capital, ou bien, comme produit de 1949, est-ce le fait que le travail ne sert pas à l'accumulation du capital et que le surproduit social dégagé, encore aujourd'hui (bien que largement détourné de ses fins par la gestion bureaucratique qui parasite les rapports de production), échappe aux rapports de propriété capitaliste ?

Cela en dépit du fait qu'une large fraction du surproduit social est détourné de ses fins par la gestion bureaucratique qui parasite les rapports de production, et que cette gestion, dans le cadre de l'ouverture au marché, permet un transfert aux multinationales de la force de travail des ouvriers chinois.

A cette appréciation s'opposent de nombreux courants qui affirment que le capitalisme est déjà restauré en Chine, que les rapports juridiques issus de 1949 ont disparu.

Pour porter une appréciation précise, encore faut-il relever que, si l'URSS n'existe plus, des segments de propriété sociale se maintiennent, comme dans tous les anciens pays de l'Est, que la défense de ces segments est le point d'appui sur lequel les peuples de l'ex-URSS peuvent renouer avec Octobre, c'est-à-dire avec le processus de la révolution mondiale.

Pour ces courants, nous serions en quelque sorte, en Chine, dans la situation de l'ex-URSS après 1991. (Sur ce point, nous tenons à préciser de nouveau que si l'URSS a été conduite à l'effondrement, il reste des segments des conquêtes d'Octobre et de la propriété sociale.) Cela soulève plusieurs questions :

— l'appareil de l'Etat s'est constitué en relation avec les rapports de production issus de 1949 serait-il possible qu'ils aient été remis en cause et détruits sans que la forme juridique expression de ses rapports sociaux ait été démantelée ?

— la restauration capitaliste peut-elle permettre à l'économie de continuer à fonctionner, au pays d'exister ?

LE RÉGIME CAPITALISTE AUJOURD'HUI EST CELUI DE L'IMPÉRIALISME POURRISSANT

Dans un bulletin de discussion qui circule en Russie et dans les pays de l'Est, il est souligné que *“le facteur décisif pour l'avenir de la Russie sera l'état de l'économie mondiale”*, et la question est posée :

“Ce marché mondial se développe-t-il, est-il en expansion, comme à la veille de la révolution russe, et donc le prolétariat

est-il en expansion, ou est-il, au contraire, en situation de dislocation, de décomposition et de contraction ?”

Sommes-nous fondés à constater que le régime de la propriété privée des moyens de production est entré dans une phase de décomposition et de putréfaction ? Le bulletin russe déjà cité explique :

« Rien n'est plus éclairant pour répondre à cette question que d'examiner le sort que connaît la classe ouvrière dans le pays impérialiste de très loin le plus riche et le plus puissant du monde, et en particulier la classe ouvrière du secteur historiquement central de l'économie américaine : l'industrie automobile. Voici comment un correspondant américain du journal français Le Monde décrit la situation dans ce secteur.

Il commence par évoquer la situation de cette classe ouvrière dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, caractérisée par une gigantesque destruction des forces productives : “Une partie importante des employés, notamment dans les grandes entreprises, bénéficiaient de salaires confortables, ainsi que de prestations sociales et de retraites qui les assimilaient à la classe moyenne. Les familles d'ouvriers et d'employés pouvaient espérer une amélioration constante de leur niveau de vie et une certaine sécurité. Cette société sans doute idéalisée aujourd'hui n'existe plus (...).

La sécurité économique a disparu. La désindustrialisation produit des ravages destructeurs. General Motors employait 618 000 personnes en 1979. L'entreprise n'en emploie plus que 30 000.” C'est donc l'existence même de la classe ouvrière en tant que telle qui est remise en cause, car ces postes de travail supprimés ne sont pas recréés dans d'autres secteurs industriels. »

Le capitalisme ascendant développait le marché mondial. Alors qu'il est entré dans sa phase de putréfaction, le capitalisme est confronté à une situation où les conditions de la valorisation du capital entraînent la destruction des forces productives jugées “excédentaires”, le développement du parasitisme, de toutes les formes de spéculation. Cela bien qu'en dernière analyse, la seule source de profit reste l'extraction de la plus-value, donc la surexploitation de la force de travail du prolétariat.

Nous vivons une époque de destruction de la force de travail elle-même, de dimi-

nution de la production industrielle en valeur absolue (si on la considère d'un point de vue mondial), et, par là même, l'époque de l'impérialisme est celle de la dislocation du marché mondial.

LA DÉSINDUSTRIALISATION FRAPPE TOUS LES PAYS INDUSTRIELS ET TOUS LES SECTEURS

Cette désindustrialisation engendrée par la survie du régime capitaliste a provoqué la destruction massive de l'industrie russe, réduit la Russie à n'être quasi exclusivement qu'exportatrice de matières premières : gaz, pétrole, et à déporter des dizaines de milliers de jeunes filles raflées pour se prostituer un peu partout dans le monde.

Sur le terrain de cette décomposition, un système mafieux se développe. En retour, ces mafieux sont des éléments de pourrissement de l'ensemble du marché mondial.

Liquider la production de secteurs productifs entiers est donc un des traits du capitalisme contemporain. Les secteurs réellement en expansion de l'économie mondiale sont ceux de l'armement et de la drogue (autour de 600 milliards de dollars par an), la prostitution (une somme similaire) et le trafic de main-d'œuvre immigrée dite "clandestine", dont les experts estiment qu'elle a représenté un marché d'environ 500 milliards de dollars en 2005.

L'industrie militaire nourrissant les guerres civiles et de décomposition connaît une expansion permanente. Ces quatre marchés — auxquels on peut ajouter la spéculation sur le marché de l'art — ont comme trait commun d'engendrer une destruction massive de la principale force productive, celle de l'homme.

Le trafic mondial de main-d'œuvre clandestine, l'élimination pure et simple d'une partie de ces clandestins, abattus dès qu'ils ont payé leur passage, condamnés à mourir de faim dans le désert ou noyés en Méditerranée, sont partie intégrante de ce gigantesque marché, élément constitutif d'un vaste secteur d'économie

dite "grise" ou "informelle", qui ignore toute règle, tout statut, tout règlement et que les États organisent eux-mêmes, en instaurant partout des zones franches, qui ne sont franches que de droits.

En dépit des attaques portées contre les conquêtes de 1949, nous sommes encore en Chine avant 1991 (si l'on reprend la comparaison avec l'URSS).

Bien entendu, personne ne peut nier que les zones économiques spéciales sont d'ores et déjà des éléments de remise en cause de la nation.

Nul n'ignore que les droits ouvriers sont largement remis en cause, que les licenciements existent et que les paysans subissent dans leur chair la conséquence des réformes.

Tout le monde sait ce qu'il en est de la corruption et de son développement. Il est exact que les multinationales à dominante américaine ont largement entrepris leur travail de pénétration, venant exploiter et surexploiter le peuple travailleur.

LA QUESTION DES RAPPORTS DE PROPRIÉTÉ EST-ELLE TRANCHÉE ?

Pour autant, la question des rapports de propriété est-elle tranchée ?

Pour essayer de saisir ce qui est en jeu, un document de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) peut être utile. L'OCDE regroupe les principaux pays capitalistes.

Elle publie des études et recommandations. Elle a fait paraître une étude sur la Chine au mois de septembre 2005, c'est-à-dire peu de temps avant la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui s'est tenue à Hong-Kong.

On peut y lire une recommandation claire, qui guide tout : *"Il faut continuer à promouvoir la propriété privée."*

La précédente étude de l'OCDE sur la Chine datait de 2002. Déjà, à l'époque, elle délivrait un message clé :

"Il est nécessaire de consolider les mécanismes de marché pour qu'ils in-

fluent de manière décisive sur la restructuration des entreprises chinoises."

Suivait un ensemble de "priorités pour le fonctionnement du marché", car "la dynamique des réformes économiques doit se poursuivre".

Et si l'étude de 2002 parlait des "mauvaises performances de l'industrie chinoise", c'était en raison des "fardeaux qui servent à atteindre des objectifs de politique sociale".

L'OCDE l'affirme de manière explicite : pour elle, les "fardeaux sociaux" sont tous les droits liés à l'existence de la propriété d'Etat : le travail, le logement, le système de santé. Les conquêtes sociales, liées à la propriété d'Etat, qualifiées de "fardeaux" par l'OCDE, sont effectivement incompatibles avec un régime de propriété privée des moyens de production, dont les objectifs se résument à la réalisation du profit sur un marché mondial dominé par la spéculation, la désindustrialisation et la désintégration des nations.

Que cela soit un fardeau pour ceux qui défendent le régime d'exploitation capitaliste — régime qui détruit les forces productives en excédent, comme le disait Marx —, c'est somme toute logique.

Que les conquêtes du peuple chinois — comme toutes les conquêtes arrachées par les travailleurs du monde — soient considérées comme un fardeau par l'OCDE, le FMI et toutes les institutions internationales, c'est somme toute logique.

Mais si l'on se place du point de vue des intérêts des travailleurs et des peuples, s'agit-il d'un fardeau à éliminer ou de conquêtes à défendre ?

Et dans le cas de la Chine, ces conquêtes, produit de la révolution, ne constituent-elles pas la base même de l'existence du fonctionnement de l'économie nationale et de l'existence de la nation telle qu'elle s'est constituée ?

Certes, personne ne conteste que la situation des travailleurs et des paysans s'est considérablement dégradée au cours des dernières décennies. C'est un fait. La politique des réformes initiée à partir de 1979 pour ouvrir le pays au marché pèse déjà lourdement sur le peuple chinois.

Mais d'où vient cette politique de réformes ? Est-ce qu'elle s'amorce seulement avec la mise en œuvre des réformes de 1979 par Dang Xiaoping ?

Ne trouve-t-elle pas, de manière contradictoire, son origine dans les formes mêmes de la révolution de 1949 ?

Marx et Engels ont défini la Commune de Paris comme "la forme enfin trouvée du gouvernement ouvrier". Lénine, dans *L'Etat et la Révolution*, s'efforce d'en dégager les leçons théoriques. Il sera nécessaire de revenir sur sa définition de l'Etat bourgeois sans bourgeoisie à propos de l'Etat ouvrier.

Celle-ci correspond au fait que la prise du pouvoir par la classe ouvrière ne résout pas ipso facto la possibilité de satisfaire chacun selon ses besoins. Dès lors, l'Etat reste nécessaire comme instrument de répartition, répartition qui intègre une certaine inégalité. D'où l'importance pour la classe ouvrière de disposer des moyens de la démocratie ouvrière, de ses organisations, pour se défendre face à son propre Etat.

La victoire de 1949 fut celle de la mobilisation révolutionnaire des ouvriers et des paysans chinois, comme composante de la révolution mondiale. Le développement de la production sous le régime de la propriété collective des moyens de production nécessite, on vient de le voir, l'intervention, permanente et vivante de l'immense masse des producteurs. En ce sens, la démocratie a un contenu social. Elle est indispensable, vitale pour renforcer et développer l'économie fondée sur l'appropriation collective des moyens de production.

Dès lors, nous sommes fondés à dire que "le socialisme, ce sont les travailleurs". Comment, à l'origine de la République populaire de Chine, les masses ont-elle pu s'exprimer ? De quelles formes d'organisation autonomes ont-elles pu disposer ? Cela amène à analyser comment s'est opéré le contrôle de la direction du PCC. Ces questions ont ressurgi aux différentes étapes, durant les Cent Fleurs, lors de la révolution culturelle, en 1976, en 1989.

Elles ne touchent pas à la seule question de la "démocratie", mais posent la question de la relation entre la révolution chinoise et la révolution mondiale.

Contradictoirement à sa propre expérience vis-à-vis de Staline, la direction chinoise va reprendre le concept du “socialisme dans un seul pays” baptisé “socialisme à la chinoise”. Ne faut-il pas tirer le bilan de cette politique, qui l’amènera à chercher des accords avec l’impérialisme, avec des conséquences tragiques pour les masses en Indonésie ? Répétant la politique de Staline en Chine, les dirigeants chinois vont conseiller au Parti communiste d’Indonésie de se soumettre au gouvernement Sukarno, ouvrant ainsi la voie au massacre de 1965.

Aujourd’hui, le régime de la propriété privée en décomposition cherche à remettre en cause toutes les positions de la classe ouvrière à l’échelle internationale et dans chaque pays.

Et la propriété d’Etat en Chine, l’existence d’une classe ouvrière forte de 300 millions de membres adossés à la propriété d’Etat sont incompatibles avec les besoins du capitalisme pourrissant.

Cette opposition irréductible analysée par la théorie marxiste, et qui se trouvait présente dès 1949, va marquer tous les développements de la révolution chinoise, qui sont inséparables des développements de la lutte de classe à l’échelle mondiale.

La réalité du marché mondial s’impose aujourd’hui dans toute sa brutalité. Devant l’impasse dans laquelle se trouve plongée l’économie, de plus en plus dépendante du marché mondial, la direction du PCC, en 1979, cherche une solution dans l’ouverture au marché. Cette ouverture est — cela est maintenant établi, sur la base des faits — synonyme de dislocation pour la Chine.

Le contenu social du mouvement de la jeunesse, des ouvriers et des paysans, qui commence comme des mouvements de protestation contre les conséquences de la politique des réformes, est — quelque conscience qu’ils en aient — la défense de la propriété sociale.

Aussi loin qu’aillent ces réformes, elles ne sauraient satisfaire aux exigences de l’impérialisme, qui entend remettre en cause l’existence même de l’économie collective, de l’Etat qui y est relié. De ce point de vue, la défense de la propriété d’Etat, de la propriété collective, nécessite que les ouvriers, les paysans puissent s’organiser librement.

D’un certain point de vue, une alternative est ouverte :

— ou bien la politique d’ouverture ira jusqu’au bout, et le pays sera entraîné dans la décomposition, car l’impérialisme ne construit pas ;

— ou bien la classe ouvrière et la paysannerie ouvriront les voies de la défense de la propriété d’Etat et de la régénérescence par la démocratie des conseils, composante de la révolution mondiale, et elles sauveront le pays et ouvriront une phase nouvelle du combat des masses et des peuples exploités. Ces questions sont décisives pour l’avenir du pays, mais plus généralement pour la classe ouvrière mondiale.

Répétons-le, nous ne prétendons pas avoir des solutions toutes faites, mais nous proposons ces réflexions au débat.

Juin 2006

•
•

Même si les choses sont pour l’instant contenues, les conditions s’accumulent aujourd’hui en Chine pour un possible effondrement. Certes, la situation est extrêmement complexe, et personne ne peut prétendre posséder de “recette miracle”. Mais les développements en Chine concernent les travailleurs du monde entier.

La IV^e Internationale a placé la préparation de son congrès dans la perspective : “*La révolution d’octobre 1917 renaîtra de ses cendres.*” Elle estime que le démantèlement de la propriété d’Etat en Chine aurait des conséquences extrêmement destructrices pour la nation chinoise, mais également des conséquences extrêmement destructrices pour les travailleurs du monde entier.

Quelles que soient les déformations bureaucratiques, la propriété d'Etat en Chine est une conquête de la classe ouvrière internationale, et donc une question sur laquelle on ne peut être neutre. La destruction de la propriété d'Etat accroîtrait les conditions d'exploitation des travailleurs pour le monde entier. C'est pourquoi le combat dans la lutte de classe internationale intègre le combat pour la défense de la propriété d'Etat en Chine — en toute indépendance à l'égard des autorités chinoises — comme pour la défense de toutes les conquêtes de tous les peuples.

Les premières notes sur le bilan de la révolution chinoise que nous publions dans ce numéro de *La Vérité* visent à développer une discussion internationale. Celle-ci s'est engagée et de premières questions ont surgi :

• **Faut-il chercher à améliorer la situation de la classe ouvrière, même s'il s'agit d'améliorations modestes ?**

La réponse est oui. C'est une règle universelle de la lutte des classes, valable en Chine comme dans le monde entier, mais en Chine, elle revêt sans doute encore plus d'importance aujourd'hui, parce que, dans les conditions actuelles d'atomisation de la classe ouvrière, tout ce qui peut être fait pour gagner en cohésion et en conditions de défense collectives est extrêmement important.

• **Quelle est la nature des rapports de propriété existant aujourd'hui en Chine ?**

Des points de vue différents s'expriment. Certains estiment qu'il n'existe plus aujourd'hui de propriété publique en Chine, donc que le slogan de défense de la propriété publique n'est pas réaliste. D'autres camarades affirment :

“La propriété publique telle qu'elle a existé jusqu'à présent en Chine n'est pas identique à celle préconisée par Marx. Elle n'est pas réellement publique, elle est teintée de féodalisme.”

Ce débat est extrêmement important. Il doit être mené. Il n'est pas entièrement nouveau et rejoint le débat et les éléments d'analyse que Trotsky a fournis dans *La Révolution trahie*, où il analyse la nature de la bureaucratie en URSS en 1936. Bien entendu, il y a beaucoup de différence entre la situation en URSS en 1936 et la situation de la Chine en 2006. Mais, s'agissant de la nature de la bureaucratie et de la propriété d'Etat, il y a un élément comparable. La bureaucratie parasite la propriété d'Etat. Mais elle ne détient pas le pouvoir comme propriétaire des moyens de production. La bureaucratie est une couche parasitaire, dont les intérêts sont contradictoires aux intérêts ouvriers ; elle ne constitue pas une bourgeoisie. C'est pourquoi Trotsky appelait à défendre la propriété d'Etat contre la bureaucratie qui la parasite, ce qui implique l'action pour restaurer la propriété d'Etat au service du peuple.

• **Troisièmement, il existe des éléments de restauration capitaliste aujourd'hui en Chine, c'est indéniable. Mais est-ce que cela nourrit le développement d'une bourgeoisie nationale chinoise ?**

C'est là encore l'objet d'une discussion. Il y a des patrons chinois, des milliardaires, qui, sur la base du pillage de la propriété du peuple, s'enrichissent ; mais cela ne suffit pas à régler la question du rétablissement du capitalisme. D'abord, parce que même si beaucoup de choses ont été volées et pillées, les traits fondamentaux de la propriété d'Etat n'ont pas encore été démantelés. Ensuite, parce que le rétablissement du capitalisme en Chine ne serait pas le rétablissement d'un capitalisme “classique”, mais de celui qui est arrivé au stade de sa décomposition et de sa putréfaction. Cela se traduirait par une décomposition généralisée du pays, la destruction de ses bases industrielles, menaçant l'existence même de la classe ouvrière et de la paysannerie chinoises, et l'unité de la nation chinoise elle-même.

Ce débat s'est engagé et se poursuivra dans le cours de la préparation du Sixième Congrès mondial, et dans le Sixième Congrès mondial lui-même. Il pose comme une question centrale la question de l'organisation indépendante de la classe ouvrière.

Olivier Doriane

LA VÉRITÉ**Bulletin d'abonnement**

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Question juive, question palestinienne

Par J. Werchstein

Une réédition de l'article de Karl Marx "*Sur la question juive*" vient de paraître.

Cet article, écrit en 1844 et publié dans le premier et seul numéro des *Annales franco-allemandes*, occupe 44 pages de cette nouvelle édition.

Daniel Bensaïd les entoure de 94 pages de "*Présentation et commentaires*", de notes.

Inprecor, "revue d'information et d'analyse politique sous la responsabilité du bureau exécutif de la IV^e Internationale" (Secrétariat unifié), présente Daniel Bensaïd comme

"le fondateur de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale). Longtemps dirigeant central de la IV^e Internationale, il est philosophe..."

Le 29 juin 2006, la radio annonce la tragédie qui s'est abattue sur le peuple palestinien.

L'aviation et l'artillerie israéliennes ont détruit les deux centrales électriques de Gaza, privant l'hôpital et la population en électricité et paralysant son alimentation en eau.

Elles bombardent les infrastructures administratives et les transports, détruisent les ponts du seul axe routier qui traverse Gaza du nord au sud.

L'armée israélienne fait évacuer villes et villages, que chars et bulldozers écrasent en ne laissant que des champs de ruines. Maisons, arbres, cultures sont détruits. Ils procèdent à des centaines d'arrestations de Palestiniens.

Soixante-quatre députés, ministres, maires du Hamas ont été arrêtés lors d'une rafle sans précédent en Cisjordanie et sont emprisonnés.

Depuis sa création dans le sang et l'expulsion des populations palestiniennes de leur territoire, l'Etat israélien n'a cessé d'accroître son oppression sur le peuple palestinien. Il s'engage aujourd'hui dans sa destruction.

Le docteur Hajo Meyer, Juif d'origine allemande, survivant de l'holocauste nazi, dans son dernier livre *La Fin du judaïsme*, dénonce l'Etat d'Israël, qui

"traite le peuple palestinien comme les nazis traitaient les Juifs durant la Seconde Guerre mondiale".

LA RÉÉDITION DE “SUR LA QUESTION JUIVE” EST-ELLE D’ACTUALITÉ ?

“*Sur la question juive*”, que Marx a écrit contre l’oppression exercée par l’Etat théocratique “germano-chrétien”, traitait en particulier de l’émancipation politique des Juifs : sa réédition est-elle d’actualité ?

Force est de constater que cent soixante-deux ans plus tard, tous les courants de la réaction conjuguent leurs efforts à ceux de l’impérialisme américain et de l’Union européenne pour faire croire à l’opinion publique que le règlement de la “question juive”, la barrière contre tout retour de l’holocauste, la lutte contre l’antisémitisme et le racisme fusionnent avec la création, l’existence et la sécurité de l’Etat israélien.

Ainsi, dernièrement, des navires de guerre israéliens ont tiré des obus et ont tué des enfants palestiniens et leurs familles qui se promenaient sur une plage de Gaza.

Tout de suite après la publication du nombre des morts civils, le gouvernement américain a vivement affirmé qu’“*il comprend et soutient le droit de l’Etat israélien à défendre sa sécurité*”, tout en invitant le gouvernement à poursuivre ses entretiens avec l’Autorité palestinienne, dans un double jeu parfaitement au point. Alors, l’aviation israélienne assassinait d’un tir “ciblé” de roquette le leader palestinien de Gaza, Jamal Abu Samad. En riposte, deux jours plus tard, un commando palestinien attaquait un poste militaire israélien et enlevait le soldat Gilad Shalit.

Selon *Le Figaro*, le 30 juin, à nouveau, « *la Maison-Blanche a affirmé qu’Israël avait “le droit de se défendre”* »...

Dès lors, les avions et les chars sionistes se sont ébranlés une fois de plus contre le peuple palestinien, qui, depuis 1948, dans les pires conditions, continue à revendiquer son droit au retour des réfugiés sur le territoire intégral de la Palestine, où citoyens arabes et juifs auront des droits égaux.

En quoi Marx et son article “*Sur la question juive*” peuvent-ils nous armer

pour comprendre le combat des peuples de Palestine, du Moyen-Orient, à conquérir leur émancipation, et appréhender comment se pose la question juive aujourd’hui ? Les commentaires de Daniel Bensaïd y contribuent-ils ?

UNE POLÉMIQUE AVEC “LA QUESTION JUIVE” DE BRUNO BAUER

“*Sur la question juive*” polémique avec “*La question juive*” de Bruno Bauer (1), pour qui “*la question juive n’est qu’une partie de la grande question universelle que notre temps travaille à résoudre*”, et ce, un demi-siècle après la grande Révolution française, qui avait détruit de fond en comble la machine de l’Etat féodal théocratique afin d’instaurer l’émancipation politique et les “droits de l’homme et du citoyen”.

En réponse aux Juifs allemands, qui revendiquaient leurs droits civiques dont les privait l’Etat germano-chrétien, Bruno Bauer invitait le juif, le chrétien, l’homme religieux en général à s’émanciper de la religion pour émanciper l’Etat de la religion. Marx lui répond :

“L’émancipation politique du juif, du chrétien, de l’homme religieux en général, c’est l’Etat s’émancipant du judaïsme, du christianisme, de la religion en général... L’Etat s’émancipe de la religion, en tant qu’Etat, en s’émancipant de la religion d’Etat.”

Selon Marx, l’achèvement de l’Etat politique, qui présuppose l’égalité en droit des citoyens, se réalise par la complète séparation des Eglises et de l’Etat, par la laïcité, étape nécessaire de l’émancipation humaine qu’a réalisée la révolution politique (démocratique) bourgeoise.

Aussi, que faut-il comprendre lorsque Daniel Bensaïd croit bon d’ironiser dans son commentaire :

“Si la séparation de l’Eglise et de l’Etat fut sans aucun doute en 1905 un moment fort de l’émancipation politique en France, la laïcité (comme la citoyen-

(1) Bruno Bauer (1809-1882) : philosophe, théologien et historien allemand contemporain de Marx.

neté) retentit de plus en plus comme un mot tambour : plus il devient creux, plus il fait de bruit."

Faut-il entendre par là que ce "moment fort de l'émancipation politique" serait aujourd'hui dépassé ? En France, les gouvernements qui se suivent, de gauche et de droite, et qui présentent leur œcuménisme religieux sous le vocable de la laïcité "ouverte" ou "plurielle", ces gouvernements qui disloquent et privatisent les services publics, propulsent le communautarisme, auraient-ils déjà réussi à ne plus rien laisser subsister de ce "temps fort" de la République une et indivisible ? Les "tambours" de la mobilisation ouvrière et démocratique pour reconquérir la laïcité devraient-ils désormais se taire devant la restauration cléricale engagée par l'Europe vaticane de l'Union européenne ?

Et dès lors, qu'en faut-il déduire de l'Etat d'Israël, qui, depuis l'origine, refuse la qualité de citoyens à la population palestinienne et impose l'inégalité des droits entre Juifs et Arabes ?

Cet Etat qui confie l'état civil, dès sa fondation, à l'obscurantisme rabbinique, avec les cours de religion obligatoires à l'école, avec la bénédiction obligatoire des unions matrimoniales par des rabbins, l'obligation faite d'obéir au sabbat et aux jours fériés bibliques, avec le pouvoir des tribunaux rabbiniques en matière de statut personnel — mariage et séparation, divorce — selon le rituel de la répudiation prescrit par la Tora ? Dépassée, l'émancipation politique ?

Alors que l'Etat d'Israël nourrit l'intolérance rabbinique et la contrainte religieuse, qui sont les états de sa politique sioniste du "peuple élu" et de la "terre promise", et ses corollaires racistes et de spoliation continue du peuple palestinien ?

Marx n'a-t-il pas raison, qui explique :

"L'émancipation politique est, quoi qu'il en soit, un grand progrès, elle n'est certes pas la forme ultime de l'émancipation humaine en général, mais elle est la dernière forme de l'émancipation humaine au sein de l'ordre du monde tel qu'il existe jusqu'à présent. Cela va de soi, nous parlons ici de l'émancipation réelle, pratique."

Insiste-t-il comme s'il présentait qu'un Daniel Bensaïd (qui efface cette dernière phrase de la citation de Marx...)

chercherait à expulser cette revendication fondamentale de la démocratie politique de la lutte de classe réelle et pratique du prolétariat vers son émancipation ? *"Cela va de soi : nous parlons ici de l'émancipation réelle, pratique"*, écrit Marx, qui était engagé depuis des mois dans une campagne de signatures de pétitions dont il était l'auteur (à la demande du chef de la communauté juive de la ville) pour exiger de la Diète de Cologne l'instauration de l'égalité des droits civiques pour la population juive.

Et dans une lettre à Ruge, il explique sa démarche :

"Il s'agit de pratiquer le plus de brèches possibles dans l'Etat chrétien et d'y introduire en fraude la raison, autant qu'il dépend de nous. Il faut du moins s'y efforcer et l'exaspération augmentera avec chaque pétition qui est rejetée avec des protestations."

Aider l'exaspération à lever contre l'Etat théocratique "germano-chrétien", afin qu'elle fraie la voie à la démocratie politique !

Karl Marx explique que

"L'émancipation politique est en même temps la dissolution de l'ancienne société sur laquelle repose la chose publique devenue étrangère au peuple, l'autorité souveraine. La révolution politique est la révolution de la société civile."

Daniel Bensaïd voit dans cette méthode de Marx la marque d'un "optimisme assimilationniste" dans son abord de la question juive. Marx aurait été,

"jusqu'à un certain point, victime des illusions du progrès, caractéristiques de son siècle et d'un optimisme historique outrancier, escomptant la disparition des particularismes nationaux dans le creuset universel de la société sans classe".

Bien qu'il ne définisse pas quelle est la grosseur de ce "certain point" atteint par les illusions de Marx, en revanche, la ficelle de Daniel Bensaïd est grosse, voire grossière. Certes, il ne remet pas en cause l'analyse selon laquelle la société sans classe permettra le dépassement des particularismes nationaux. Mais sa logique se veut implacable : force est de constater que ces particularismes n'ont pas disparu aujourd'hui, n'est-ce pas la preuve que la perspective de la société sans classe est "jusqu'à un certain point" erronée ?

Encore plus marxiste que marxiste, ce marxiste Daniel Bensaïd est allé chercher dans une phrase de Marx le titre de son commentaire, qu'il intitule : "*Dans et par l'histoire*" (et ainsi affublé, son commentaire ne fleurit-il pas bon le "matérialisme historique" ?). Il y évoque toute une liste des principaux militants révolutionnaires du XX^e siècle qui combattaient notamment pour le règlement de la question juive par l'émancipation politique et l'assimilation des Juifs au cours de la marche de la révolution prolétarienne mondiale. Lénine, Martov, Rosa Luxemburg, Simon Doubov, Vladimir Medem, Ber Borochov, Trotsky... Tous ont dû constater leur déconvenue ! Et il choisit en particulier, lui, le trotskyste Daniel Bensaïd, la constatation que fait Léon Trotsky en 1937 :

"Lorsque j'étais jeune, j'avais plutôt tendance à pronostiquer que les Juifs des différents pays seraient assimilés et que la question juive disparaîtrait ainsi presque automatiquement. Le développement historique du dernier quart de siècle n'a malheureusement pas confirmé cette perspective."

Arrivé là, Daniel Bensaïd coupe la parole à Trotsky alors qu'il décrivait la cause essentielle de ce constat amer :

"Le capitalisme en déclin a déchaîné partout un nationalisme exacerbé, dont l'antisémitisme est un aspect... Aujourd'hui, les nations ne peuvent exister normalement sans territoire commun. Le sionisme est précisément né de cette idée."

Et il précise :

"Mais les faits quotidiens démontrent que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre Juifs et Arabes en Palestine prend un caractère toujours plus tragique et toujours plus menaçant. Je ne crois absolument pas que la question juive puisse être résolue dans le cadre du capitalisme pourrissant et sous le contrôle de l'impérialisme britannique..."

POURQUOI DANIEL BENSAÏD CENSURE-T-IL AINSI L'ANALYSE DE TROTSKY ?

C'est bien sûr le droit de Daniel Bensaïd d'être en désaccord avec Léon

Trotsky : la tradition de la IV^e Internationale, c'est la complète liberté de discussion. Mais encore faut-il ne pas tronquer les positions de ses adversaires politiques pour les dénaturer. En l'occurrence, pour Trotsky, qui, en 1937, prévoit que la marche de l'impérialisme conduit à l'extermination des Juifs, le resurgissement de la question juive au XX^e siècle résulte de l'explosion de la barbarie qu'engendre la perpétuation de la domination capitaliste à l'époque de sa décadence et de son pourrissement. Pourquoi cela ne doit-il pas être rappelé ? Les faits n'ont-ils pas confirmé cette analyse ? Trotsky s'était-il trompé lorsqu'il précisait que "*le sionisme est incapable de résoudre la question juive*" ?

Daniel Bensaïd considère-t-il que le sionisme est en cours de résolution de la question juive, contrairement à ce que Gidéon Levy écrit courageusement, aujourd'hui, dans le journal israélien *Haaretz* :

"Il n'est pas légitime de priver 750 000 habitants d'électricité. Il n'est pas légitime de pousser 20 000 personnes à abandonner leurs maisons et de transformer leurs villes en villes fantômes. Il n'est pas légitime de pénétrer dans l'espace aérien syrien. Il n'est pas légitime de kidnapper la moitié d'un gouvernement et un quart des parlementaires. Un Etat qui prend de telles mesures ne se distingue plus désormais d'une organisation terroriste..."

N'est-il pas vrai que le sionisme, pour parvenir à imposer l'Etat d'Israël, a enfilé les habits et adopté les méthodes, a reçu les moyens pour faire siennes les visées impérialistes de l'impérialisme britannique d'abord, puis de l'impérialisme américain ensuite, contre les peuples de Palestine et du Moyen-Orient ?

Pour ce faire, n'a-t-il pas dévoyé et utilisé les aspirations des centaines de milliers de Juifs qui cherchaient une solution après les pogromes, puis l'extermination des camps hitlériens et le refus des "grandes démocraties" (soutenues par les sionistes) de les accueillir ?

N'est-il pas vrai que, dès 1948, le sionisme "de gauche" avec Ben Gourion a institué l'Etat d'Israël comme un Etat théocratique, l'Etat du "peuple élu" porté par le judaïsme, fondé sur le sang et la

“race juive”, un Etat raciste, qui, depuis, ne se perpétue que par la spoliation, la guerre et la répression contre la nation palestinienne, pour la défense des intérêts impérialistes au Moyen-Orient ?

Certes, la politique criminelle de l’Etat israélien n’est pas la politique du peuple juif vivant en Israël. Il n’y a pas de culpabilité collective du peuple. Lorsque les armées d’Israël mitraillent la population civile palestinienne, détruisent leurs maisons, leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs cultures, ils indiquent leur volonté de “punir collectivement” le peuple, coupable de ne pas céder sur ses revendications démocratiques fondamentales. La culpabilité du peuple n’existe que pour et par les oppresseurs. Pas plus le peuple allemand n’est coupable des camps de concentration, dont il a été la première victime, pas plus la population juive d’Israël n’est coupable des mesures sanglantes qu’applique l’Etat d’Israël et “*qui ne le distinguent plus désormais d’une organisation terroriste*”.

Et l’impasse dans laquelle sont ainsi entraînés les Juifs d’Israël n’affecte-t-elle pas le règlement de la question juive dans sa globalité ? N’est-ce pas ce qu’à leur manière expriment, comme un appel à renouer les liens avec les traditions démocratiques juives, le docteur Hajo Meyer et Gidéon Levy ?

Certes, en une phrase, Daniel Bensaïd reconnaît que la construction de l’Etat d’Israël est reliée au colonialisme. Mais en bon opportuniste, selon lui, l’existence de l’Etat d’Israël est en soi, par essence, sa justification “*dans et par l’histoire*”... En l’occurrence, l’histoire est assimilée à la décision de Washington qu’appuie Moscou lors de l’Assemblée générale de l’ONU du 22 novembre 1947.

UNE “NATION ISRAÉLIENNE EN GESTATION” ?

Daniel Bensaïd, “*fondateur de la LCR*”, se devrait bien sûr, au moins, de paraître “marxiste”.

Or, selon Marx et les marxistes, la nation n’est pas un phénomène arbitraire,

une entité psychologique, culturelle ou raciale. La nation est un produit du développement historique, c’est-à-dire de la lutte des classes. Au cours de l’histoire, la formation du mode de production capitaliste a entraîné la constitution du marché national et de l’Etat national.

Daniel Bensaïd, lui, discute avec les exégètes culturalistes ou religieux de la “nation juive”.

Il considère, comme eux, que le judaïsme a joué et joue un rôle dépassant celui d’une simple religion. Le judaïsme aurait été et serait un véritable ciment culturel et politique du peuple juif disséminé dans le monde et persécuté dans l’histoire. Le judaïsme a proclamé le peuple juif “peuple élu”...

Mais pour asseoir sa démonstration face à Marx, la seule référence au judaïsme ne suffit pas pour fonder la “nation juive”. Et le raccourci serait encore plus visible s’il le présentait comme la justification historique d’une “nation israélienne”.

D’autant que, pour un marxiste, la distinction entre “nation israélienne” et “nation juive” n’est pas artificielle. Le terme de “nation israélienne” renvoie aux populations rassemblées par l’entreprise colonialiste pour spolier la population autochtone avec le soutien des impérialismes anglais, puis américain. Le terme de “nation” ne leur est pas approprié.

De plus, cette pseudo-“nation israélienne” n’est pas non plus assimilable au “peuple juif” et à ses traditions démocratiques, dont la majorité ne se reconnaît pas dans le sionisme !

L’Etat israélien, dès sa fondation, s’est défini comme Etat de tous les Juifs qui veulent participer à l’entreprise sioniste, exclusivement...

Aussi, à défaut de pouvoir fonder l’Etat israélien à partir d’une “nation juive” introuvable, Daniel Bensaïd invente et justifie au détour d’une phrase l’existence d’une “nation israélienne”, produit *sui generis* de “*la fondation de l’Etat d’Israël et d’une nation territorialisée, qui cristallise et nourrit les angoisses de la diaspora*”.

L’existence de cette nation israélienne et de son Etat que soutient Daniel Bensaïd (comme le font tous les courants sionistes, qu’ils soient sionistes belliqueux ou hon-

teux, sionistes de droite ou de gauche, sionistes laïques ou religieux) procède-t-elle du développement historique, de la constitution d'un marché national et de la lutte des classes ? La population blanche d'Afrique du Sud constitue-t-elle une "nation blanche" ? On se souvient que Ben Gourion, que le général de Gaulle avait reçu en juin 1960, en pleine guerre d'Algérie, l'incita vivement à partager l'Algérie, à regrouper la population européenne sur une partie du territoire algérien et à repousser les Arabes à la périphérie... Cela aurait-il donné naissance à une nation pieds-noirs ?

Pour accréditer cette existence d'une nation territorialisée avec son Etat israélien, Daniel Bensaid s'appuie sur le livre de Nathan Weinstock, *Le Sionisme contre Israël*, qui, selon lui,

"rappelle, que la formation de cette entité nationale a commencé avant même la création de l'Etat d'Israël".

Nathan Weinstock écrit :

"Ainsi se développe graduellement en Palestine, au début du siècle, une société juive autonome, dotée d'une classe ouvrière propre et d'une bourgeoisie embryonnaire brassant en un ensemble national homogène les colons sionistes venus d'horizons divers et la population autochtone. L'adoption d'une langue, l'hébreu, cimente la cohésion de l'entité nouvelle. On assiste dès ce moment à la constitution d'une nationalité nouvelle au Proche-Orient, issue du processus spécifique de la colonisation sioniste séparatiste et du melting-pot palestinien : la nation israélienne en gestation."

Telle est l'image répandue par tous les sionistes, depuis l'origine : la Palestine était vide. C'était une terre sans peuple. Et les sionistes, en développant l'immigration et la colonisation, vont avec leur Etat d'Israël faire renaître pour le peuple juif élu le Grand Israël d'avant l'année 70 de notre ère, que chantent les psalmodies et les prières des rabbins...

Mais est-ce conforme à la réalité historique ?

LA RÉALITÉ HISTORIQUE

L'historien israélien Ilan Pappé a engagé minutieusement les recherches per-

mettant de reconstituer l'histoire, en particulier, de ce début de XX^e siècle en Palestine, alors rattachée à l'Empire ottoman. Il les relate dans son livre *Une Terre pour deux peuples*.

Ainsi, il décrit la situation des Juifs

"à Jaffa, (où) les luttes permanentes entre Juifs ashkénazes (nouveaux venus d'Europe orientale) et Juifs séfarades (anciens membres du millet juif ottoman) (2) étaient difficiles à maîtriser... Les principales querelles reflétaient des rivalités politiques entre rabbins..."

Il ajoute :

"Ce que l'on sait, c'est que les sionistes, qui étaient pourtant moins de 50 000 en ce temps-là (début du siècle), se mirent à dos l'ensemble des Palestiniens, qui manifestèrent leur hostilité par une résistance physique."

Il poursuit :

"En fait, pour la majorité de la population de Palestine, le sionisme n'était encore qu'une tempête dans un verre d'eau."

L'historien israélien Yehoshua'a Porat, dans *Naissance du nationalisme palestinien*, écrit qu'en 1924, au moins un tiers des Juifs de Palestine étaient opposés de façon souvent véhémement au programme, aux idées et aux pratiques du mouvement sioniste. Ces Juifs appartenaient pour la plupart au yishouv yashann, le "vieux peuplement", qui avait tissé des liens de coexistence respectueuse avec la majorité musulmane.

Contrairement à ce qu'affirme Nathan Weinstock, il n'y avait pas d'Etat israélien en gestation, mais des groupes d'émigrés colonisateurs, en conflit les uns avec les autres, avec les Juifs indigènes, et disséminés ici et là sur le territoire de la Palestine, où l'écrasante majorité de la population est constituée de Palestiniens arabes.

Daniel Bensaid aurait pu se demander s'il ne s'agissait pas là plutôt de l'embryon d'un Etat palestinien en gestation, qui cherchait à se libérer de la tutelle ottomane ? Mais encore aurait-il fallu vouloir ne pas hurler avec les loups qui veulent à toute force effacer cette nation palestinienne peuplée majoritairement de

(2) Millet : statut de minorité religieuse relativement protégée dans l'Empire ottoman.

Palestiniens arabes, et ce, jusqu'à la date de promulgation par l'ONU de l'Etat israélien en 1947.

Pourquoi Daniel Bensaïd, qui se prétend marxiste, reprend-il aussi grossièrement à son compte, aujourd'hui, en 2006, la fable de la "nation israélienne en gestation" au début du XX^e siècle ? Est-ce pour camoufler cette entourloupe qu'il ajoute aussitôt après :

"Une fois créé, l'Etat d'Israël n'aura de cesse d'effacer les traces de la spoliation, rendant le Palestinien invisible et dissolvant la figure du Juif palestinien dans l'entité israélienne."

Peut-on laisser croire en 2006 que la spoliation du peuple palestinien chassé par les armes de ses propres terres a eu lieu seulement lors de la création de l'Etat d'Israël ? Alors que cette spoliation se poursuit, qu'elle n'a pas cessé et qu'elle se déchaîne en particulier derrière l'écran des "deux Etats" et du "droit des Palestiniens à construire leur Etat (croupion) sur les territoires occupés depuis 1967" depuis les accords d'Oslo, proclamés sous la tutelle du président américain et appliqués avec l'aide et la bénédiction de l'administration américaine : les expropriations de Palestiniens de leurs terres, la destruction de leurs maisons, l'arrachage de leurs oliviers, la confiscation des nappes phréatiques et de leur eau, le mur, les check-points, la cantonisation des Palestiniens sur 12 % du territoire de la Palestine, les brimades, les arrestations et la privation de tous leurs droits ?

NATION ISRAËLIENNE OU NATION PALESTINIENNE ?

Jusqu'à la proclamation de l'Etat sioniste en 1948, Daniel Bensaïd n'a pas un mot pour les Arabes de Palestine. Durant un demi-siècle, "une terre sans peuple" aurait été colonisée par les immigrés sionistes ?

Comment se permet-il de philosopher sur "la question juive", sur la "nation israélienne", et d'être si ignorant ? A moins qu'il ait des motifs très précis à n'en pas parler ?

Ainsi, pas un mot sur la grève générale à l'appel des organisations palestiniennes

arabes d'octobre 1936 contre les exactions de l'impérialisme britannique allié aux sionistes ni sur la guérilla qui a suivi, et qui furent écrasées dans le sang. Pourtant, n'exprimaient-elles pas (certes, de manière déformée, de par les effendis et notables arabes qui jouaient souvent double jeu auprès des sionistes et des maîtres anglais) l'exacerbation de la nation palestinienne contre l'impérialisme ?

Pourquoi Daniel Bensaïd efface-t-il un demi-siècle de lutte de classes des Palestiniens arabes et juifs contre l'impérialisme ? Ne fait-il pas sien, ainsi, la politique de tous ceux (qu'il évoque lui-même) qui, aujourd'hui plus que jamais, s'acharnent "à rendre invisibles les Palestiniens et à dissoudre les Juifs dans l'Etat israélien" ?

Pourtant, même au cours des violents affrontements de 1936,

"en maintes occasions, des hommes courageux cherchèrent à éviter l'affrontement entre le prolétariat juif (qui était en passe de se transformer en classe moyenne inférieure et en classe ouvrière) et la population indigène appauvrie, constituée de ruraux ou de citadins non qualifiés (en voie de prolétarianisation)" (Ilan Pappé).

Daniel Bensaïd refuse de voir que l'émancipation politique des Juifs de Palestine n'a aucune issue derrière l'Etat sioniste. Son émancipation ne peut s'inscrire que dans la continuité du mouvement des Juifs, en particulier depuis Spinoza, pour les "Lumières", pour séparer la raison de la tutelle religieuse et des Eglises, pour leur émancipation politique et leur assimilation, qui implique l'égalité des droits, pour l'émancipation humaine. Lénine faisait remarquer que

"la proportion des Juifs dans les mouvements démocratiques et prolétariens est partout supérieure à celle des Juifs dans la population générale".

N'est-ce pas la voie, dès lors qu'il s'agit de libérer toutes les forces de l'humanité du carcan de l'impérialisme dégénéré ?

Palestiniens juifs et arabes se sont heurtés, dès l'effondrement de l'Empire ottoman, à l'oppression de l'impérialisme britannique armé de son bras sioniste, contre l'égalité des droits entre Juifs et

Arabes, contre le développement de la nation palestinienne, qui est l'affaire des Arabes et des Juifs de Palestine et du mouvement ouvrier mondial contre l'impérialisme.

Pourtant, Daniel Bensaïd prétend soutenir le combat des Palestiniens pour l'égalité des droits entre Juifs et Palestiniens, pour le droit au retour des réfugiés.

Fort bien, mais est-ce concevable alors qu'il prétend en même temps que les Palestiniens doivent accepter les deux Etats, c'est-à-dire accepter l'oppression qu'exerce l'Etat sioniste théocratique, armé jusqu'aux dents, créature de l'impérialisme, qui contrôle et surveille leurs bouts de territoires "palestiniens" émiettés, encerclés par des murs, par des checkpoints et des miradors, et où s'entassent un million et demi de Palestiniens misérables, prisonniers de fait dans cet "Etat palestinien" ?

N'est-ce pas ce que Clinton voulait déjà faire accepter à Oslo ?

N'est-ce pas ce que Bush, après lui, a continué à accrédi-ter en armant la milice de l'Autorité palestinienne, afin qu'elle écrase elle-même les aspirations du peuple de Palestine ?

La conquête du droit au retour sur leurs terres, pour les réfugiés palestiniens, et l'égalité des droits entre Juifs et Arabes sont irréalisables sans l'établissement de la nation palestinienne avec ses composantes juive et arabe sur l'ensemble du territoire du mandat britannique.

N'est-ce pas ce pourquoi combat la révolution palestinienne depuis 59 ans ?

Daniel Bensaïd semble ignorer que, de 1922 à 1947, l'impérialisme britannique a reçu le mandat de la Société des nations (SDN) pour exploiter, piller et opprimer la Palestine avec l'appui des sionistes.

Rappelons à Daniel Bensaïd qu'en pleine guerre, le 2 novembre 1917 — à quelques jours de l'insurrection d'Octobre et la victoire du pouvoir des soviets en Russie —, la déclaration Balfour, communiquée à Lord Walter Rothschild (vice-président du Board des députés juifs de Grande-Bretagne),

"envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le

peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de ce projet".

L'"Etat israélien en gestation", qui réjouit Daniel Bensaïd, ce n'est rien d'autre que ce mandat confié par la SDN à l'Empire britannique pour dominer, exploiter et piller la grande Palestine et le Moyen-Orient avec l'aide du Foyer national juif, pour affaiblir les potentats arabes locaux et disloquer la résistance des masses arabes, soumettre la démocratie et les ouvriers palestiniens juifs et arabes, acteurs du développement de la nation palestinienne.

Une première conséquence de cette déclaration Balfour, c'est que les organisations sionistes, dès ce moment, purent drainer des capitaux venant des grandes places financières pour multiplier le nombre et agrandir les superficies des acquisitions de terres, et pour installer des implantations industrielles et commerciales, des terminaux pétroliers, avec la bénédiction de Londres, comme autant de renforcement de l'impérialisme britannique. Ilan Pappé rapporte

"qu'il fallut la Première Guerre mondiale et les grandes initiatives sionistes d'acquisition des terres pour que la population des campagnes voie son existence se transformer radicalement".

La déclaration Balfour intégrait la colonisation sioniste dans sa politique d'asservissement et de pillage des peuples du Moyen-Orient.

Mais, comme le rapporte Ilan Pappé,

"dès 1920, des Palestiniens, des Juifs et des Arabes de Syrie et d'Egypte fondèrent le premier syndicat de Palestine dans les chantiers et les ateliers de chemin de fer, ainsi que dans les services télégraphiques et postaux".

N'est-ce pas une expression du renforcement de la nation palestinienne face à l'impérialisme ? Travailleurs arabes et travailleurs juifs, unissant leurs forces pour défendre leurs intérêts de classe face à l'impérialisme anglais, mais aussi face aux potentats arabes et aux sionistes. N'était-ce pas la nation palestinienne en développement ?

Ilan Pappé écrit :

« Mécontents de leurs journées de travail trop longues, de leurs salaires insuffisants, de leurs conditions de vie inhumaines et surtout des mauvais trai-

tements infligés par leurs employeurs (le gouvernement britannique), ils s'unissent pour réclamer une amélioration fondamentale de leur situation.

La Histadrout (centrale syndicale sioniste — NDLR) leur mit des bâtons dans les roues. Ses archives contiennent des déclarations de ses dirigeants dénonçant le danger des syndicats mixtes, arabes et juifs. Le dirigeant local de la Histadrout à Haïfa, David Hacoheh, réprimanda en ces termes les ouvriers juifs qui s'alliaient aux Palestiniens : "Les ouvriers du chemin de fer oublient que la mission des travailleurs hébreux qui participent au mouvement de colonisation de la Palestine ne doit pas être de se préoccuper d'assistance mutuelle aux ouvriers arabes, mais de contribuer au renforcement du projet sioniste du pays". »

N'est-ce pas afin d'organiser la division ouvrière et la soumission au patron impérialiste anglais, la colonisation, que le sionisme secrète le venin de la division raciste des rangs ouvriers ? Le sionisme n'est-il pas un instrument de l'impérialisme ?

"En 1929, la Histadrout avait réussi à contraindre la majorité des ouvriers juifs syndiqués à faire passer l'intérêt national avant la solidarité de classe."

Voilà le véritable contenu de ce qui deviendra la "nation" territorialisée israélienne à laquelle se rallie Daniel Bensaïd : territorialisation de la division ouvrière, de l'entrave à la nation palestinienne et de la soumission à l'oppression impérialiste !

LA CLASSE OUVRIÈRE PALESTINIENNE ARABE ET JUIVE A RÉSISTÉ ET RÉSISTE

Mais la classe ouvrière palestinienne arabe et juive a résisté et résiste néanmoins ensemble, à de nombreuses reprises, et continue au travers de ses luttes à porter le flambeau de la nation palestinienne.

Ilan Pappé rapporte ainsi la grève de 1931 "des chauffeurs palestiniens et juifs, qui se serrèrent les coudes dans une grève de 8 jours, et qui paralysa le pays"... Le gouvernement dut donner satisfaction en allégeant les charges pesant sur les camions et les automobiles.

« En 1937, un dirigeant de l'Union ouvrière palestinienne fut assassiné. En 1947, ce fut le tour d'un responsable syndical, un certain Sali Taha. Ils furent tués l'un et l'autre pour avoir fait passer la conscience de classe avant la "solidarité nationale" ».

Dix mois avant la fin du mandat, alors que de part et d'autre de la ligne de fracture, aussi bien à Londres que dans les capitales arabes, les hommes politiques semblaient préparer une tragédie grecque qui se déroulerait sur la terre de la Palestine, plusieurs groupes d'ouvriers et d'employés des deux camps décidèrent de faire passer l'opportunisme professionnel avant la solidarité nationale : pendant deux semaines, une grève des employés du gouvernement paralysa les activités officielles.

Son succès fut tellement écrasant que les deux syndicats nationaux distincts, la Histadrout et l'Union arabe des travailleurs, furent obligés d'y participer.

En 1946, une grève commune judéo-arabe interrompit les services postaux (...) et en mai 1947 les employés palestiniens et juifs du service des télégraphes lancèrent une grève commune...

Il ne fut pas rare sous le mandat que les ouvriers arabes et juifs de l'industrie pétrolière, des manufactures des tabacs et des boulangeries fassent grève ensemble »,

écrit Ilan Pappé.

Par ailleurs,

« le gouvernement britannique en Palestine rapporta que, d'un bout à l'autre du mandat, des Juifs et des Arabes créèrent ensemble 1 400 sociétés commerciales sur ce que ce gouvernement appelait "une base interracial" ».

La nation palestinienne, avec ses deux composantes arabe et juive, cherchait sa voie démocratique et sociale malgré les obstacles, la répression de l'impérialisme, des sionistes et des féodaux arabes, qui ne craignaient rien autant que le peuple palestinien prenne ses affaires en main, chasse l'impérialisme et instaure la démocratie.

Daniel Bensaïd n'a rien vu, rien entendu, rien écouté de cette histoire, de ce mouvement national palestinien anti-impérialiste.

Il n'a d'yeux, fasciné, que pour l'"Etat-nation territorialisé" sioniste, créature de l'impérialisme... qui cherche à semer la terreur contre les peuples.

L'ACTUALITÉ DE LA RÉOLUTION ADOPTÉE PAR LA IV^e INTERNATIONALE EN 1948

Pourtant, Daniel Bensaïd, qui se réclame de la IV^e Internationale, devrait ne pas ignorer la résolution adoptée par la IV^e Internationale (à laquelle il aurait appartenu en 1948) au lendemain de la Nakba (la catastrophe), du découpage de la Palestine et des exactions, des massacres et de l'expulsion des Palestiniens par les sionistes, armés en particulier par Moscou...

« *La IV^e Internationale repousse comme utopique et réactionnaire la solution "sioniste" à la question juive : elle déclare que la répudiation totale du sionisme est la condition sine qua non pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu'il est profondément réactionnaire d'exiger une immigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire de faire appel à l'immigration d'oppressés dans les pays coloniaux en général. Elle soutient que la question de l'immigration et des rapports entre Juifs et Arabes ne peut être convenablement décidée qu'après l'expulsion de l'impérialisme, par une Assemblée constituante librement élue avec pleins droits pour les Juifs comme minorité nationale.* »

Tout militant trotskyste, on le comprendra, ne peut être que fier d'appartenir à une organisation capable de poursuivre ce combat inlassable pour l'indépendance de classe, la conquête de la démocratie politique et le front uni anti-impérialiste.

Daniel Bensaïd n'y fait à aucun moment référence dans ses 94 pages de commentaires concernant "*Sur la question juive*" et l'Etat d'Israël...

L'ère impérialiste a reposé la question nationale prioritairement sous la forme de la lutte des nations et des peuples opprimés contre les tentatives de destruction des nations et leur total assujettissement à la domination impérialiste, pour leur souveraineté nationale, pour la réappropriation et la nationalisation de leurs richesses, pour la Constituante souveraine...

Cela n'a rien à voir avec les prétentions de l'impérialisme de tailler dans la chair des peuples opprimés en allumant de

toutes pièces des guerres "ethniques" ou religieuses pour disloquer les nations et s'approprier les richesses des peuples qui cherchent à se libérer de sa tyrannie. Cela n'a rien à voir avec la prétention de l'impérialisme américain de "régionaliser", émietter les nations et détruire toute souveraineté nationale pour permettre au capital financier, aux multinationales — en majorité américaines — d'accéder sans entrave aux richesses nationales et à l'exploitation des peuples, en intégrant les organisations syndicales indépendantes pour supprimer les droits, les acquis, les garanties ouvrières, démocratiques et sociales !

Mais Daniel Bensaïd ne semble pas savoir non plus qu'en 1946, un an avant la création par l'ONU de l'Etat d'Israël, le "Comité anglo-américain" chargé d'assurer la passation des pouvoirs quant à la tutelle sur la Palestine de l'impérialisme anglais à l'impérialisme américain adoptera la proposition du président Truman d'importer 100 000 Juifs en Palestine !

Alors que, dans le même temps, c'est avec le plus grand mépris à l'égard de ce que souhaitaient les Juifs d'Europe que les Etats "démocratiques" vainqueurs d'Europe occidentale, l'Angleterre, les Etats-Unis, la France, le Canada, l'Australie..., leur fermaient leur porte d'entrée, leur signifiaient un refus d'accueillir sur leurs territoires les Juifs survivants des camps de concentration. Ainsi, les Juifs embarqués sur le navire *Exodus* ont été refusés dans tous les ports d'Europe, avant d'être emmenés, malgré eux, en Palestine.

L'ÉTAT D'ISRAËL NE PEUT CONSTITUER UNE SOLUTION

L'Etat d'Israël ne constitue ni ne peut constituer une solution, même partielle, à la question juive. Fondé sur la spoliation du peuple palestinien, il justifie sa fonction réactionnaire à partir des fondements de sa nature théocratique et raciste. Il se prétend être l'instrument du peuple élu pour reconquérir le Grand Israël. Il ne peut que nier la qualité de citoyens aux Palestiniens. Mais qu'en est-il pour les Juifs eux-mêmes ?

Marx écrit dans *“Sur la question juive”* :

“Le véritable Etat n’a pas besoin de la religion pour se compléter comme Etat. L’Etat politique, le véritable Etat, n’a pas besoin de la religion pour son achèvement politique.”

L’Etat israélien combat pour la conquête de la “terre promise” pour le “peuple élu”.

Aussi a-t-il été construit sur les piliers de trois lois fondamentales : la loi du retour reconnaît la nationalité israélienne à tout Juif qui y émigre. La loi sur la nationalité dresse tous les obstacles imaginables à la naturalisation des non-Juifs. Elle établit un régime discriminatoire entre habitants juifs et arabes. Et enfin, la loi Qeren Ha Qayennet (créant le Fonds national juif) légalise rétrospectivement les expropriations des terres palestiniennes et interdit de vendre à des Palestiniens des terres ainsi appropriées par l’Etat ou des terres des “propriétaires absents”, qui sont “la propriété perpétuelle du peuple juif”.

Les statuts du Fonds national juif spécifient qu’en cas de contrat d’achat, la terre doit être livrée “vide de ses occupants”. L’Etat sioniste ne vise pas en priorité, comme Etat colonial, à asservir les Palestiniens, mais à les expulser. Il vise à leur disparition !

En 1947, les terres appartenant aux Palestiniens couvraient une superficie de 4,6 millions de dunams ; en 1950, il ne leur en restait plus que 0,5 million, et, depuis, la population en l’an 2000 avait décuplé et les expropriations ont continué sans discontinuer.

La construction du mur dépèce la Cisjordanie jour après jour. Les Palestiniens sont parqués sur 12 % du territoire de la Palestine du mandat, cantonnés, morcelés, sans liens entre eux, séparés par les check-points et par le mur. Tout l’establishment sioniste ne peut se maintenir que par la poursuite de la colonisation et de la répression en permanence, qui est le ciment de son existence même. La militarisation de l’Etat se poursuit, qui englutit au compte d’une minorité l’essentiel du budget de l’Etat. Les contradictions politiques et sociales secouent l’Etat sioniste, qui est contraint à une fuite en avant perpétuelle.

Pendant soixante ans, les Etats-Unis, qui armaient Israël, ont toujours permis de métamorphoser les exactions sionistes en des actes de légitime défense.

La dépendance d’Israël à l’égard des Etats-Unis est politique, diplomatique, économique et financière. Son budget militaire absorbe plus de 75 % de ses ressources fiscales. Mais 20 % de sa population vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Une part grandissante de la population juive fait naufrage. Les droits ouvriers et sociaux sont peu à peu disloqués et disparaissent.

Il n’y a pas de solution pour la population d’origine juive, sinon dans la rupture avec l’impérialisme. Cette rupture se concentre dans le combat pour le droit au retour de tous les réfugiés, pour un seul Etat démocratique et laïque et l’égalité des droits entre juifs et arabes sur tout le territoire du mandat britannique, pour la Constituante souveraine de la nation palestinienne.

La Constituante souveraine de la nation palestinienne est une tâche démocratique.

Elle correspond à ce que Marx appelle “l’émancipation politique”.

Dans son article *“Quelques réflexions pour une approche marxiste de la question palestinienne”* publié dans la revue *Dialogue*, Pierre Lambert écrivait en 2004 :

« On peut tourner et retourner la question. Il n’est aucune autre solution à la question palestinienne que le droit des Palestiniens (arabes) à la nation, c’est-à-dire à la conquête de leur émancipation politique. Laquelle, si elle est appelée à devenir une réalité, implique le refus de l’Etat théocratique d’Israël, qui érige la religion en attribut de l’Etat... L’Etat théocratique consacre la distinction entre l’Arabe et le Juif comme un Etat imposant au Palestinien la négation de ses droits de citoyen, et, d’autre part, en amenant par voie de conséquence à l’anéantissement programmé de la “démocratie” pour les Juifs.

La réponse ne peut-être qu’un seul Etat politique garantissant des droits égaux. C’est à partir de là que les deux composantes pourraient définir elles-mêmes la forme et le contenu de la Palestine démocratique. »

LA LCR POUR LA SOLUTION DES "DEUX ÉTATS"

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) vient de diffuser un communiqué suite à l'invasion militaire menée par l'Etat sioniste contre la population des territoires occupés.

Après avoir exprimé sa solidarité avec les victimes de ces exactions, elle met en demeure le gouvernement français de condamner cette répression, puis elle écrit :

« La LCR réaffirme son soutien à toute solution permettant d'arriver à une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, ce qui implique la reconnaissance d'un Etat palestinien disposant d'une continuité territoriale dans les frontières de 1967, la destruction du "mur de la honte", le droit au retour des réfugiés, Jérusalem-Est comme capitale. »

Pourquoi l'organisation de Daniel Bensaïd, qui se réclame de la IV^e Internationale, réaffirme-t-elle ainsi son soutien à la pérennisation de l'Etat sioniste, bras armé de l'impérialisme américain dans cette région du monde ? Pourquoi ose-t-elle prétendre qu'elle se prononce en même temps pour le droit au retour des réfugiés, mais dans des ghettos, où l'Autorité palestinienne a reçu de l'administration américaine la mission de maintenir l'ordre, ce que l'Etat sioniste ne peut tolérer et qu'il fait lui-même... en massacrant la population ?

Comment peut-on parler du "droit au retour" dans un Etat ghetto, constitué d'un archipel d'enclaves séparées les unes des autres en Cisjordanie et à Gaza, lorsqu'on sait que les 800 000 expulsés de 1948 et leurs descendants sont originaires de villes et de villages dont les ruines se trouvent à l'intérieur des limites actuelles de l'Etat d'Israël ?

La LCR ne trompe-t-elle pas ainsi la révolution palestinienne, qui, depuis 1947, résiste dans d'effroyables conditions et refuse d'abandonner son droit au retour des réfugiés, donc la constitution d'un seul Etat démocratique et laïque sur l'ensemble du territoire du mandat ?

"CE SERA LONG"...

Daniel Bensaïd conclut son commentaire "*Dans et par l'histoire*" ; il écrit pour finir :

« Après un "siècle des extrêmes" prodigé en catastrophes et rebondissements, nous n'en avons décidément pas fini avec "la manière bornée d'envisager la question juive".

Et l'appel de Marx à transformer les questions théologiques en questions profanes reste toujours aussi actuel.

Ce sera long, aurait dit le prophète Jérémie. Sans doute y faudra-t-il une patience biblique. »

Daniel Bensaïd invite à une patience biblique : un jour, l'Etat israélien se déthéocratise comme il fut fait à l'Etat germano-chrétien, il se déethnicise, il se désionise... dès qu'il ne restera plus de révolution palestinienne. Plus de Palestiniens à assassiner ou à chasser.

Ce sera long, prophétise Daniel Bensaïd, qui peut-être refuserait d'être qualifié de prosioniste ?

L'actuel grondement des armes de l'Etat d'Israël fait entendre la marche de la barbarie impérialiste préparant un nouveau génocide, qui n'épargnera ni les travailleurs ni la jeunesse des deux composantes de la nation palestinienne.

La seule issue procède de la complète indépendance du mouvement ouvrier et de la démocratie, de l'unité pour instaurer l'Etat politique palestinien, la démocratie, en ouvrant la voie à la Constituante souveraine du peuple palestinien, avec ses deux composantes juive et arabe, définissant la forme et le contenu de la démocratie.

Dans son commentaire à "*Sur la question juive*", Daniel Bensaïd, cherchant les causes du resurgissement de la question juive au XX^e siècle, écrit que

« la première révolution socialiste victorieuse a sa part de responsabilité dans le non-règlement de la question juive, car loin de la résoudre dans le sens de "l'assimilation socialiste et internationaliste", elle n'a pas empêché les persécutions staliniennes »...

Ainsi, la première révolution socialiste victorieuse n'aurait rien fait pour empê-

cher les persécutions staliniennes ? Elle en serait en quelque sorte la complice ? Daniel Bensaïd ignorerait-il que tous les membres du comité central du Parti bolchevique au moment de l'insurrection d'octobre 1917 qui étaient encore en vie lors des procès de Moscou ont été assassinés par Staline ? Et ces révolutionnaires seraient en quelque sorte les complices des contre-révolutionnaires qui les assassinent ? Quelle honte de la part de Daniel Bensaïd, qui n'a jamais critiqué ni remis en cause ses collègues du "Secrétariat unifié de la IV^e Internationale" qui ont condamné l'insurrection des ouvriers de Berlin-Est de 1953 engagés dans la révolution politique pour la démocratie socialiste, contre la bureaucratie stalinienne. (Afin de ne pas affaiblir le socialisme, ont expliqué ses collègues... qui chargeaient dorénavant la bureaucratie stalinienne de mener à bien les tâches de la révolution prolétarienne mondiale. Et ils avertissaient que ce serait long. Très long : "*des*

siècles de transition entre le capitalisme et le socialisme..." !)

Les ouvriers de Berlin-Est ont cherché à opérer leur jonction avec leurs frères ouvriers de Berlin-Ouest. Le gouvernement d'Allemagne de l'Ouest l'a empêchée. L'insurrection a été écrasée par les chars de la bureaucratie stalinienne...

Et ceux-là, avec Daniel Bensaïd, osent accuser la première révolution socialiste victorieuse... "de n'avoir pas empêché les persécutions staliniennes" de la bureaucratie qu'ils ont eux-mêmes soutenue. Et ils condamnent aujourd'hui la révolution politique palestinienne... non plus à attendre "des siècles de transition", mais "à une patience biblique..." au nom de Marx, de Trotsky et de la IV^e Internationale, bien sûr...

Octobre 1917 renaîtra de ses cendres !

J. Werchstein

LA VÉRITÉ

Revue théorique de la IV^e Internationale

La Vérité paraît tous les deux mois. Elle est éditée en dix langues, dont les « unes » sont reproduites ci-contre : allemand, anglais, français, arabe, espagnol, italien, ourdou, portugais, russe, serbe.

Pour se procurer La Vérité :

• **Edition française** et administration centrale de la revue : La Vérité, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France.
Mail : the-truth@laverite.org

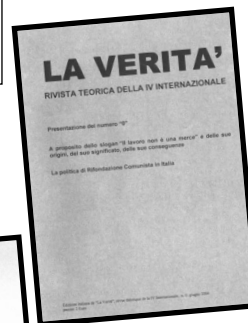
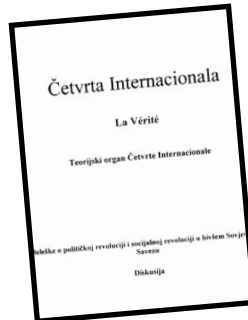
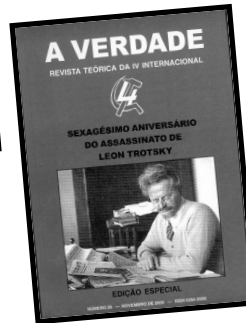
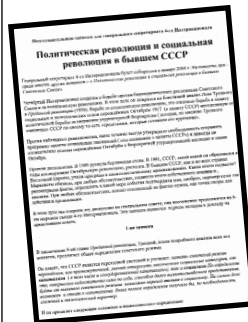
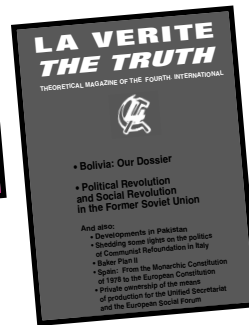
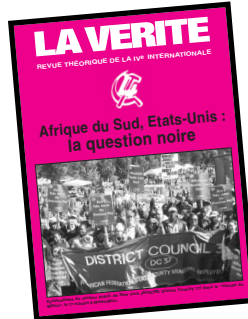
• **Edition allemande** : Vierte Internationale, La Vérité, Werner Udhe, Postfach 180 106, D-10205 Berlin.

• **Edition anglaise** : The Truth, Bill Hooldsworth ; 14 Keymur road, Stratford, London SW2 3AP. Socialist Organizer, P.O. Box 40009, San Francisco, CA 94140, USA

• **Edition espagnole** : POSI, calle Desengaño, 12, 1^o3, 28004, Madrid, Espagne.

• **Edition portugaise** : Edições O Trabalho, rua Caetano Pinto, Cep 3041-000 São Paulo/SP, Brésil.

Pour toutes les autres éditions, s'adresser à l'administration centrale de la revue.



HISTOIRE

“L’intransigeance de la lutte des classes” (Léon Trotsky, la IV^e Internationale et le centrisme, 1933-1939)

Par François Forgue

***“Notre intransigeance n’est ni gratuite ni arbitraire.
Elle reflète seulement l’intransigeance
de la lutte des classes” (Léon Trotsky, 1935)***

L'article qui suit constituait une contribution à l'ensemble consacré à l'année 1936 paru dans *La Vérité*, n° 49-50 (mai 2006), puisqu'en revenant sur la question du centrisme, il vise à illustrer l'un des aspects de la politique et de l'activité de Léon Trotsky et des partisans de la IV^e Internationale dans la période qui va de l'écrasement de la classe ouvrière allemande en 1933 à la Seconde Guerre mondiale.

Définissons, pour commencer, le terme même de “centrisme”. Dans le vocabulaire politique courant et s'appliquant aux formations politiques de la bourgeoisie, l'épithète “centriste” désigne les partis dits du “juste milieu”, de la “droite modérée”.

Les marxistes ont employé le terme “centriste” pendant la Première Guerre mondiale pour caractériser les courants socialistes qui se prononçaient pour la “paix”, et qui, donc, ne défendaient pas les “buts de guerre” de leur impérialisme, mais qui refusaient une lutte révolutionnaire contre la guerre.

Le terme sera repris après la constitution de l'Internationale communiste pour désigner ceux qui oscillent entre la II^e Internationale maintenue et l'Internationale communiste : les partisans de l'Internationale deux et demie, dit-on aussi.

Au début de l'ère stalinienne, avant que le développement contre-révolutionnaire de la bureaucratie l'amène à “passer définitivement du côté de l'ordre bour-

geois” (1), Trotsky parle de “*centrisme bureaucratique*” pour qualifier la politique stalinienne.

Enfin, dans les années 1930, Trotsky désigne comme “centristes” les organisations et groupes politiques qui oscillent entre la rupture avec la politique des appareils de la social-démocratie et du stalinisme et la subordination à ces appareils, et donc, en définitive, à la bourgeoisie. C’est cela qui est au centre de cet article, dont la substance est avant tout donnée par des extraits de lettres et de documents de Trotsky.

Ces organisations sont notamment l’Independent Labour Party britannique, le Sozialistische Arbeiter Partei allemand, le Parti ouvrier d’unification marxiste (POUM) d’Espagne, le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) de France, pour ne citer que les plus significatives. C’est à propos du POUM, d’ailleurs, que Trotsky donne une définition ramassée du centrisme :

“Le centrisme est une tendance intermédiaire entre réforme et révolution. Mais une situation révolutionnaire n’admet pas de position intermédiaire” (22 mai 1937, tome 14 des *Œuvres*, p. 61).

Précisons d’emblée que ces organisations centristes ne peuvent être identifiées avec les courants politiques actuels que la IV^e Internationale caractérise comme centristes réactionnaires.

Certes, il y a un élément de continuité : ces organisations ont leur origine non pas directement dans les partis contrôlés par les appareils, mais dans des formations qui s’y opposaient — ce qui est en particulier vrai pour la plus centrale de ces organisations “centristes réactionnaires”, le Secrétariat unifié. Historiquement, il a ses origines dans la IV^e Internationale, mais plus précisément dans la crise dislocatrice de celle-ci en 1950-1953, où ses fondateurs ont renié le programme de fondation de la IV^e Internationale au compte de la subordination à l’appareil stalinien, considéré comme capable de “réaliser le socialisme”.

Le point de départ de ce courant, c’est donc une dégénérescence politique exprimée dans l’abandon du programme et des principes de la IV^e Internationale au

compte d’une subordination au stalinisme. Il est devenu, pour reprendre la définition concentrée qu’en donne Daniel Gluckstein dans *La Vérité*, n° 44 (juin 2005),

“non plus comme il était naguère une béquille du stalinisme, mais au contraire la pointe avancée de l’offensive visant à l’intégration-dissolution des organisations ouvrières dans la gouvernance mondiale”.

Dans le cours du combat contre la répression stalinienne, Trotsky, invitant les organisations se réclamant de la IV^e Internationale à élargir l’unité pour la défense des militants ouvriers victimes du stalinisme, soulignait la nécessité de s’adresser aux organisations centristes “*respectables*”.

Voilà une épithète qu’on ne saurait appliquer à ceux qui comptent parmi leurs dirigeants un Rossetto, qui a siégé au gouvernement de Lula pour justifier le refus de la réforme agraire et accepter les assassinats de paysans sans terre.

Voilà une épithète qu’on ne saurait appliquer à ceux qui n’ont de cesse de se montrer respectueux à l’égard des institutions réactionnaires de l’Union européenne et qui assurent, par exemple, de leur soutien parlementaire le gouvernement de Prodi, en Italie, lorsque celui-ci décide d’envoyer des troupes en Afghanistan, comme on le verra dans ce numéro.

Pas plus qu’elle ne saurait s’appliquer à ceux qui, comme le courant Militant, dénoncent la lutte nationale du peuple palestinien comme une “diversion” et, à propos des développements de la crise dans l’Etat d’Israël, osent écrire :

“Le problème consiste (...) dans la question nationale, qui est constamment utilisée pour dévier l’attention des masses des questions de classe.”

Il y aura toujours des courants “intermédiaires” entre une politique indépendante de classe et une politique de soumission à la bourgeoisie. La définition que Trotsky donne dans les années 1930 des organisations centristes doit être saisie en relation avec la dynamique concrète de la lutte des classes dans cette période.

La révolution prolétarienne en Espagne, surgie en juillet 1936 face au coup

(1) *Programme de transition.*

d’Etat franquiste, la grève générale de juin 1936, qui marque le commencement de la révolution française, ont été préparées et nourries par des processus profonds au sein des masses, qui ont abouti à l’émergence de diverses organisations.

1933 : UN TOURNANT HISTORIQUE

Trotsky dit des militants et des travailleurs allemands au lendemain de la terrible défaite amenée par la politique de leurs dirigeants — et d’abord ceux du PC stalinisé :

“Des millions et des millions d’ouvriers social-démocrates et communistes sont en train de réfléchir douloureusement à ce qui est arrivé, et, guidés par leurs connaissances antérieures, cherchent une nouvelle façon de penser. Cette activité invisible, clandestine, se poursuit dans les usines, les prisons, les camps de concentration” (2).

C’était vrai pour des dizaines de millions de militants et d’ouvriers dans les pays où existaient encore légalement des organisations de la classe ouvrière et les droits démocratiques, auxquels, dit encore Trotsky dans un autre texte de novembre 1933, *“les travailleurs se cramponnent”*. Sous les coups de boutoir de la lutte des classes, les configurations politiques qui paraissaient inchangeables se modifient.

Les organisations, les partis politiques qui se réclament de la classe ouvrière sont marqués par les effets de cette volonté de s’unir pour se défendre, qui, par mille voies, cherche à s’exprimer.

Qu’on lise, par exemple, ce que le camarade Pierre Lambert, alors tout jeune militant, dit du 12 février 1934, lorsque, place de la Nation, à Paris, se fondent les deux cortèges (3). Des organisations, des courants se constituent, en relation avec cette aspiration. Une aile gauche appuyée sur une base ouvrière se développe dans les partis socialistes. C’est, en particulier, le cas de la SFIO. A tel point que les éléments les plus à droite (les “néos”, dont beaucoup, comme leur chef de file Marcel Déat, rejoindront le fascisme) seront exclus du parti.

En quoi consiste “l’essence du centrisme” ? Trotsky répond dans la tentative

“d’effacer la ligne de démarcation entre réformisme et révolution” (Œuvres, tome 3, p. 289). Dans tous les articles de cette période, Trotsky utilise le terme “réformisme” non pour caractériser une conception selon laquelle l’accumulation des réformes pourrait entraîner la disparition du capitalisme, mais pour désigner la politique pratique de subordination au capitalisme.

La tentative d’effacer la “ligne de démarcation” entre une politique de classe indépendante et une politique de soumission à la bourgeoisie constitue un danger mortel pour les intérêts de la classe ouvrière et doit être politiquement combattue avec intransigeance.

Le sort des organisations dominées par cette idéologie, mais surgissant d’un mouvement qui va dans le sens d’une rupture avec la politique contre-révolutionnaire des appareils, n’est pas donné à l’avance.

C’est pourquoi il est nécessaire de revenir sur l’attitude véritable de Trotsky et le sens de son intervention à l’égard des organisations centristes.

Aujourd’hui, le combat contre la IV^e Internationale reprend les fausses accusations lancées alors contre Trotsky. Précisément parce que le POUM eut des responsabilités considérables dans la révolution espagnole (4) et qu’il a été défini par Trotsky comme la *“plus honnête des organisations centristes”*, c’est souvent à lui qu’on se réfère pour instruire un faux procès contre Trotsky et la IV^e Internationale : Léon Trotsky ne pouvait se dégager de ses souvenirs de la révolution d’Octobre et il appelait à répéter mécaniquement partout ce qui s’y était passé ; chef absolu d’une petite secte où il régnait sans partage, il n’acceptait pas d’accord avec ceux qui se refusaient à suivre aveuglément ses consignes ; c’est pourquoi il multipliait jugements sommaires et critiques injustes à l’égard de tous ceux qui

(2) Léon Trotsky, *Œuvres* (EDI), tome 3.

(3) Pierre Lambert et Daniel Gluckstein, *Itinéraires* (Selio).

(4) Voir les articles de Manuel Cuso dans *La Vérité*, n^{os} 20 et 26 : *“Les événements et la signification de l’insurrection de mai 1937 à Barcelone”* et *“Léon Trotsky, combattant de la révolution espagnole”*, ainsi que le dossier *“Espagne, guerre, révolution et Front populaire”*, dans *La Vérité*, n^o 49-50.

n'acceptaient pas totalement ses points de vue.

Ce type d'attaque, par exemple, est repris dans un livre paru aux éditions L'Harmattan sur le POUM (5). On peut y lire que ce sont les polémiques entre le POUM et les trotskystes qui

“empêchèrent la création d'un front révolutionnaire du prolétariat, ce qui eut pour conséquence la défaite de la révolution”.

Eh oui, pour l'auteur, ce n'est ni le soutien de l'impérialisme à Franco, ni la politique de trahison du stalinisme, ni la capitulation des dirigeants anarchistes et sociaux-démocrates qui ont conduit la révolution à la défaite, mais le fait que les trotskystes critiquaient la politique du POUM !

Et pour l'auteur du livre, si Trotsky en voulait au POUM, c'est que son amour-propre était piqué au vif :

“L'impossibilité dans les mois qui suivirent d'influencer le POUM motivera l'hostilité manifeste de Trotsky à l'égard de ce parti.”

Et cela bénéficie d'une préface de Denis Berger — qui n'a pas l'excuse de l'ignorance —, qui salue *“l'excellence du travail factuel”* et la remarquable *“critique du schématisme de Trotsky, qui répète inlassablement le modèle d'Octobre 1917”*.

Comme on le voit, ce n'est pas s'éloigner de l'actualité du combat politique que de restituer dans sa vérité la méthode de Trotsky.

AIDER À LA RÉALISATION DE L'INDÉPENDANCE DE CLASSE

Pour Trotsky, l'objectif n'était pas de “stigmatiser” et encore moins de détruire des organisations qui n'existaient que comme conséquence d'un profond mouvement de la classe ouvrière internationale. Il s'agissait, au contraire, de les entraîner, au travers de l'expérience de leurs militants, de discussions sérieuses et donc âpres, de conflits, de différenciations, le plus loin possible sur la voie d'une politique cohérente d'indépendance de classe.

Cela impliquait une position nette et claire de la part des partisans de la IV^e Internationale, associée à une grande flexibilité tactique et une non moins grande patience. D'où les centaines de lettres, d'articles, les tentatives de reprendre la discussion là où parfois un désaccord sur une question de principe l'avait interrompue lorsque la modification des circonstances en offrait la possibilité.

Ainsi, comme on le verra plus loin, après l'exclusion des militants trotskystes de la SFIO — que Marceau Pivert accepte dans les faits — et son refus de rompre après la fusillade de Clichy, les rapports avec celui-ci relèvent de la confrontation politique ; mais après la fondation du PSOP, Trotsky renoue le dialogue et cherche un accord (6).

Ainsi, le ralliement du POUM et sa subordination au Front populaire, s'ils suscitent de la part de Trotsky une caractérisation extrêmement nette, n'empêchent pas Trotsky, lorsque le déclenchement de la révolution crée une situation où l'on peut tout remettre à plat, de multiplier les démarches en direction du POUM (7).

Mais cette souplesse, cette volonté de dialoguer tant qu'il demeure une possibilité d'avancer s'accompagnent nécessairement d'une intransigeance sans faille sur ce qui touche à l'indépendance de classe. Indépendance de classe qui est directement mise en cause par la politique de Front populaire, c'est-à-dire de subordination à la bourgeoisie impérialiste “démocratique”. *“La IV^e Internationale n'a de place dans aucun Front populaire.”* C'est ainsi que le programme de fondation de la IV^e Internationale résume sa caractérisation des Fronts populaires et l'expérience dévastatrice qu'il en a faite.

Aussi, le combat pour l'indépendance de classe, son expression au travers de l'action pour construire de nouveaux partis et une nouvelle Internationale exigent-ils nécessairement une condamnation sans équivoque de toutes les combinaisons de Front populaire et de toutes les organisa-

(5) Michel Christ, *Le POUM dans la révolution espagnole* (L'Harmattan).

(6) Lettre à Marceau Pivert de décembre 1938.

(7) Voir à ce sujet les articles de Manuel Cuso cités plus haut.

tions ou courants politiques qui y trouvent une place.

Trotsky explique sa politique dans une lettre “Aux jeunes socialistes et communistes qui veulent penser”, en date du 22 juillet 1935 (Œuvres, tome 6) :

« Entre les deux anciennes “Internationales”, qui, en réalité, ont cessé d’en être, et nous, les combattants de la IV^e Internationale, il y a plusieurs groupements intermédiaires que nous appelons centristes. Ce terme n’est pas, comme le pensent certains naïfs, une injure, mais une conception tout à fait scientifique. Nous appelons centristes ces tendances qui oscillent entre le marxisme (internationalisme) et le réformisme (patriotisme), mais qui, dans leur essence, sont généralement plus proches du réformisme (...). Ce n’est pas par une haine “fanatique” et encore moins par hostilité personnelle que nous combattons tout ce qui est équivoque, confus et ambigu (...). Notre époque exige un programme juste et une volonté farouche de vaincre.

A l’égard des masses qui ne font que chercher une direction révolutionnaire, nous devons faire preuve de la plus grande attention, de la plus grande patience (...). Mais envers ceux qui se présentent aux masses comme des chefs et déploient des drapeaux à eux, nous devons faire preuve de sérieuses exigences. La prémisses est la clarté. »

Rien n’est plus loin de la pensée et de l’action de Léon Trotsky, de la manière dont il cherche à former les militants de la IV^e Internationale que la conception selon laquelle les organisations “intermédiaires” dont ils parle seraient des données immuables, figées sur leurs positions équivoques et contradictoires :

“Notre littérature a maintes fois répété que le centrisme est hétérogène : il comprend tous les degrés de transition entre le réformisme et le marxisme, ou, ce qui n’est pas la même chose, entre le marxisme et le réformisme. N’apprécier un mouvement centriste que sur ses déclarations et ses documents du moment, c’est impossible : il faut avoir sous les yeux l’histoire de son développement et la direction de son mouvement” (Œuvres, tome 1, “Les organisations socialistes de gauche et nos tâches”, 15 juin 1933, p. 213).

Trotsky distingue toujours entre le centrisme des masses et celui des responsables qui se présentent comme des

“chefs” : “le centrisme des masses n’est souvent qu’un état transitoire”, alors que, chez certains dirigeants, “il n’est que la forme de l’opportunisme organique”.

“La grande leçon du bolchevisme, c’est l’intransigeance du parti vis-à-vis du réformisme et du centrisme, et la plus grande souplesse vis-à-vis des organisations de masse. Sans la première qualité, le parti devient inévitablement l’instrument du capital. Sans la seconde, le parti reste toujours une secte stérile, c’est la synthèse de la fermeté de fer et de l’extrême souplesse qui assure le succès” (Œuvres, tome 9, lettre du 27 mars 1936, p. 101).

La responsabilité majeure de la direction stalinienne de l’Internationale communiste dans la défaite du prolétariat allemand, le fait que toute voix discordante ou même toute interrogation est brutalement interdite dans les PC, que ceux-ci, jusqu’en 1934, répètent les formules qui ont conduit à cette défaite, caractérisant les mouvements “vers la gauche” nés dans les partis socialistes à partir de la volonté des militants de ne pas voir se répéter ce qui s’était passé en Allemagne comme un “social-fascisme de gauche”, conduit à ce que les regroupements s’orientant dans la direction d’une politique de classe se cristallisent principalement dans les partis socialistes.

En juin 1933, Trotsky écrit :

“L’Opposition de gauche internationale se trouve placée devant une tâche nouvelle : accélérer l’évolution des organisations socialistes de gauche vers le communisme en introduisant dans ce processus ses idées et son expérience (...).

Les organisations socialistes indépendantes ou les fractions d’opposition de gauche à l’intérieur de la social-démocratie sont soit des organisations manifestement centristes, soit incluent des tendances ou des survivances centristes très fortes. Leur côté positif, c’est que sous l’influence du choc historique qu’elles ont subi, elles se développent dans un sens révolutionnaire.

Nous rapprocher sérieusement de ces organisations sur une base principielle claire signifierait un nouveau chapitre du développement de l’Opposition de gauche, et de ce fait la renaissance du marxisme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier mondial.

Une grande organisation internationale révolutionnaire, inspirée par les

idées de l'Opposition de gauche, deviendrait un pôle d'attraction pour les éléments prolétaires des partis communistes officiels.

On ne peut pas dissimuler que c'est dans cette voie, prise dans son ensemble, que réside la possibilité de créer de nouveaux partis communistes."

UNE PERSPECTIVE D'ENSEMBLE : LA IV^e INTERNATIONALE

C'est la maturation de ces éléments qui conduira Trotsky à préconiser ce qu'on a appelé "le tournant français", c'est-à-dire l'entrée dans le PS, puis dans d'autres formations social-démocrates ou d'origine social-démocrate (l'ILP en Angleterre, le Parti socialiste aux Etats-Unis, le PS en Belgique, etc.). La place accordée aux courants centristes à l'intérieur des partis socialistes et aux organisations centristes indépendantes est déterminée par cette perspective "prise dans son ensemble".

Dans cette perspective, d'emblée, la question de l'Internationale est centrale. L'instrument indispensable à l'émancipation des masses par leur propre action, l'organisation politique, est internationale. La faillite de la III^e Internationale, détruite comme organisation révolutionnaire par le stalinisme, place, dans tous les pays, les révolutionnaires devant la tâche d'entreprendre la construction d'une nouvelle Internationale. La construction de "partis révolutionnaires" en dehors d'une Internationale est un non-sens. Le 10 mars 1939, c'est-à-dire à la veille de la Seconde Guerre mondiale, après l'expérience du Front populaire et de ses conséquences, et après la fondation de la IV^e Internationale, Trotsky écrit à Daniel Guérin (alors l'un des responsables du PSOP) (8) :

« Vous répétez les vieilles phrases selon lesquelles il faut d'abord "convaincre les masses" de la nécessité de la IV^e Internationale, et qu'ensuite, seulement, il faut la proclamer. Cette opposition n'a absolument rien de réel, rien de sérieux, n'a aucun véritable contenu. Les révolutionnaires qui sont pour un programme déterminé et pour un drapeau déterminé se rassemblent à l'échelle internationale pour lutter pour la conquête des masses.

C'est précisément ce que nous avons fait. Nous éduquerons les masses par les expériences du mouvement (...). Quand les opportunistes invoquent le fait que la masse ne serait pas mûre, ce n'est d'ordinaire que pour masquer leur propre immaturité. Toute la masse ne sera jamais mûre sous le capitalisme. Les différentes couches de la masse mûrissent à différents moments. La lutte pour la "maturation" de la masse commence avec une "secte", avec une avant-garde. Il n'y a et ne peut y avoir d'autre voie dans l'histoire.

Sans avoir encore de doctrine, de tradition révolutionnaire, de programme clair, de masse, vous n'avez pas craint de proclamer un nouveau parti. De quel droit ? Evidemment, vous croyez que vos idées vous donnent le droit à la conquête des masses, n'est-ce pas ? Pourquoi donc vous refusez-vous à appliquer le même critère à l'Internationale ? Uniquement parce que vous ne savez pas vous élever jusqu'au point de vue international » (Œuvres, tome 20, pp. 243-244).

Le combat pour la IV^e Internationale est le fil conducteur, l'axe de l'action politique de Trotsky à partir de 1933. Il y a une continuité rigoureuse entre ce qu'il écrit à Daniel Guérin à l'approche de la guerre et l'appel pour une nouvelle Internationale lancé dès le 17 août 1933 et paru dans *La Vérité* (17 août 1933) :

"Deux partis ouvriers des pays les plus industrialisés d'Europe, le Parti social-démocrate et le Parti communiste, qui avaient derrière eux 13 millions d'électeurs, ont capitulé sans combat (...). Deux Internationales ont été mises à l'épreuve et ont démontré leur faillite. Il faut de nouveaux partis et une nouvelle Internationale."

Tout comme il y a une parfaite continuité dans la méthode qui préside à ce combat, l'appel cité plus haut se concrétise dans la "Déclaration des Quatre sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale" (26 août 1933), signée non seulement par l'Opposition de gauche internationale, mais par le SAP allemand (organisation formée par la fusion d'un

(8) Daniel Guérin, dans son livre *Front populaire, révolution manquée* (Julliard), revient sur cette lettre. Il souligne que Trotsky se prononce pour une fusion honnête et loyale, et que cela ne doit pas s'interpréter comme "le renoncement à la critique, la rémission réciproque des péchés".

courant de gauche au sein de la social-démocratie allemande et d’oppositionnels venus de l’opposition dite de “droite”, liée à Boukharine), du RSP hollandais (organisation dirigée par Sneevliet, qui avait rompu avec le PC hollandais en 1927, mais qui, jusque-là, était restée extérieure au regroupement de l’Opposition de gauche) et une organisation social-démocrate hollandaise de gauche, l’OPP.

La lettre des Quatre part du fait que “*le problème de la révolution prolétarienne possède, par sa nature même, un caractère international*” et que

“la situation du capitalisme mondial, la crise épouvantable qui plonge les masses laborieuses dans une misère sans précédent, le mouvement révolutionnaire des masses coloniales opprimées, le danger mondial du fascisme, la perspective d’un nouveau cycle de guerres qui menacent de détruire l’ensemble de la civilisation humaine : telles sont les conditions qui exigent de façon impérative le rassemblement de l’avant-garde prolétarienne dans une nouvelle Internationale.

Les organisations soussignées s’engagent à employer toutes leurs forces à la formation de cette Internationale, dans les plus brefs délais possibles, sur les fondements inébranlables des principes théoriques et stratégiques établis par Marx et Lénine.

Tout en étant prêtes à collaborer avec toutes les organisations, groupes et fractions qui sont en train d’évoluer réellement du réformisme ou du centrisme bureaucratique (Staline) vers la politique marxiste révolutionnaire, les organisations soussignées déclarent en même temps que la nouvelle Internationale ne saurait tolérer aucun esprit de conciliation vis-à-vis du réformisme ou du centrisme.

L’unité nécessaire de la classe ouvrière ne peut être obtenue ni par la combinaison des conceptions réformistes et des conceptions révolutionnaires ni par l’adaptation à la politique stalinienne, mais seulement par le combat contre la politique des deux Internationales faillies” (Œuvres, tome 2, p. 132).

C’est la même conviction, la même réaffirmation des principes établis par la lutte émancipatrice du prolétariat et le même rejet du monolithisme qui s’expriment dans une lettre à Marceau Pivert en 1935 :

“Les bolcheviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l’Internationale qui se bâtit. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions vraiment révolutionnaires.”

tionale qui se bâtit. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions vraiment révolutionnaires.”

On le sait, la IV^e Internationale ne fut proclamée qu’en 1938. A ceux qui opposaient à cette décision le fait qu’une Internationale ne pouvait naître que de “*grands événements*”, Trotsky répondait que ces “*grands événements*”, c’était précisément “*les plus grandes défaites du prolétariat*”. Trotsky, pour sa part, considérait que la IV^e Internationale existait comme telle depuis 1936 (9).

La constitution de la IV^e Internationale fut la mesure nécessaire pour préserver dans l’action politique et dans l’intervention dans la lutte des classes l’internationalisme, les acquis du bolchevisme. Dans les conditions de la Seconde Guerre mondiale, seules les sections de la IV^e Internationale allaient poursuivre, malgré leurs faiblesses et face à une terrible répression où se conjuguèrent le nazisme et le stalinisme, un combat politique fondé sur l’indépendance de classe du prolétariat, sur la préparation de la révolution socialiste (10).

Sans aucun doute, aucune organisation, aucun courant politique ne pouvait s’émanciper des conditions imposées par le profond recul du prolétariat mondial. Mais chacun était cependant libre de décider de la manière dont il y répondait. C’est précisément sur la question de l’Internationale, dont l’impérieuse urgence était encore renforcée par la vague révolutionnaire de 1936, que le centrisme — dans toutes ses variétés et toutes ses nuances — révéla nettement son caractère d’obstacle, qu’il joua à l’échelle internationale et dans chaque pays le rôle “*d’autodéfense de la droite*”, c’est-à-dire des appareils, pour reprendre la formule employée par Trotsky dans un texte concernant la France (11).

La lettre des Quatre était adressée à une conférence convoquée par l’IAG (organisme qui sera plus connu sous le nom de

(9) Voir les documents de la conférence internationale de juillet 1936 et l’article à ce sujet dans *La Vérité*, n° 49-50.

(10) Voir notamment *Quelques enseignements de notre histoire*.

(11) Ce texte est reproduit plus loin.

Bureau de Londres), sorte de comité de liaison entre diverses organisations se situant à gauche de la social-démocratie ou opposées à l'orientation de l'Internationale communiste.

LE RÔLE DU BUREAU DE LONDRES

Le rôle essentiel du Bureau de Londres ne sera pas d'assurer une action commune — y compris sur des points limités — entre ces diverses organisations, ni d'ailleurs d'organiser une discussion entre elles, mais de dénoncer inlassablement l'idée même d'une nouvelle Internationale révolutionnaire — les masses n'étant pas "mûres", les circonstances ne s'y prêtant pas, etc.

Cette orientation — qui s'accompagnait nécessairement d'un combat permanent contre les positions politiques du mouvement pour la IV^e Internationale — renforçait le refus d'organiser une véritable discussion. En effet, celle-ci aurait fait éclater les combinaisons diplomatiques qui permettaient au Bureau de Londres de subsister en critiquant tel ou tel aspect de la politique de la II^e et de la III^e Internationales, mais sans rompre ni avec l'une ni avec l'autre, ce qui, bien sûr, était directement lié à la question d'une nouvelle Internationale : en dégager la nécessité et en tirer les conséquences pratiques (ce qui était le crime impardonnable de Trotsky et des partisans organisés de la IV^e Internationale) signifiait mettre en cause la "légitimité" des deux Internationales existantes.

Or certaines des composantes du Bureau de Londres se prononçaient pour la réunification des deux Internationales existantes, d'autres affirmaient que la II^e Internationale pourrait être "régénérée", et, pour beaucoup, il ne fallait pas pousser trop loin la critique des pratiques stalinienne pour ne pas desservir l'Union soviétique, qui était ainsi identifiée à la bureaucratie stalinienne. "*Parler à haute voix de tout, sauf de l'essentiel*", comme le disait Trotsky, était la règle d'or de ce regroupement international.

Aussi le Bureau de Londres ne se prononça-t-il jamais sur aucune des questions centrales de l'ère ouverte par 1936 :

— ni sur le Front populaire (au contraire, l'une de ses organisations constitutives, le SAP allemand, rejoignit le Front populaire allemand en exil, le POUM signa le "pacte de Front populaire" en Espagne) ;

— ni sur la révolution espagnole, en particulier sur l'insurrection de mai 1937 ;

— ni sur les procès de Moscou.

Si, d'emblée, le POUM stigmatise les procès de Moscou, si, personnellement, Marceau Pivert, Daniel Guérin et d'autres responsables de la Gauche révolutionnaire les dénoncent, le Bureau de Londres en tant que tel reste passif, n'allant même pas aussi loin que le secrétaire de l'Internationale socialiste, Friedrich Adler, qui dénonça les procès "*en sorcellerie*" de Moscou.

Fenner Brokway, dirigeant de l'ILP anglaise et pilier du Bureau de Londres, refusa la proposition d'une commission d'enquête indépendante sur les procès de Moscou, car "*elle pourrait faire du tort à la Russie*" et suggéra d'organiser "*une enquête sur le rôle du trotskysme dans le mouvement ouvrier*".

Le Bureau de Londres, par les moyens d'un unanimisme paralysant, cristallise et concentre dans chacune des organisations qui lui sont liées les traits les plus négatifs du centrisme. Chaque organisation se nourrit des faiblesses de ses partenaires. Pour ne "pas s'isoler", le dénominateur commun qui s'impose, c'est, sur chaque question majeure, la position la plus alignée sur celle des appareils.

LA QUESTION DES QUESTIONS : LE FRONT POPULAIRE

Cela se concentre dans la question du Front populaire : c'est dans les faits son acceptation, malgré toutes les formules du type "*Front populaire de combat*", qui constitue ce dénominateur commun des organisations centristes.

"La question des questions est à présent celle du Front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme purement tactique ou même comme une manœuvre technique, de manière à pouvoir mettre en pratique leurs petites affaires. En réalité,

à notre époque, le Front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne” (Œuvres, tome 10, p. 241, “Le RSAP et la IV^e Internationale”, juillet 1936).

Le prétendu “ultimatum” ou “sectarisme” que certains attribuent à Trotsky n’est rien d’autre que son refus de transiger sur l’indépendance du prolétariat à l’égard de la bourgeoisie.

Pour illustrer la manière dont Trotsky combattait, citons un texte émanant de la tendance bolchevique-léniniste au sein de la SFIO paru dans un bulletin de discussion de la fédération de l’Isère en mai 1935 :

“Il y a beaucoup de réformistes camouflés et même à moitié repentis : ce sont les centristes (...). Le trait fondamental de cette tendance, c’est qu’elle a perdu la foi naïve dans les réformes démocratiques, mais qu’elle a gardé intacte sa peur devant la révolution prolétarienne. La tendance centriste vit dans l’équivoque, elle emprunte au vocabulaire marxiste les formules révolutionnaires, mais elle en élimine toutes les conséquences pratiques (...).

Nous accusons les centristes d’être devenus l’organisation d’autodéfense de la droite contre la gauche. Nous, bolcheviks-léninistes, sommes absolument sûrs que beaucoup de camarades, surtout des ouvriers qui passent maintenant par le stade centriste, finiront vite par trouver leur place dans le camp révolutionnaire ; mais pour leur faciliter cette évolution salutaire, nous refusons avec intransigeance de faire la moindre concession au centrisme, c’est-à-dire à la confusion et à la prostration.

Notre intransigeance n’est ni gratuite ni arbitraire. Elle reflète seulement l’intransigeance de la lutte des classes. Le prolétariat n’a d’autre choix que de s’emparer du pouvoir par la révolution ou de pourrir avec le capitalisme pourrissant.

Nous nous appelons bolcheviks-léninistes non parce que nous voulons imiter aveuglément les bolcheviks russes dans un autre milieu et dans d’autres conditions (...). Si nous sommes bolcheviks, c’est parce que le grand parti de Lénine nous a donné deux leçons impérissables : l’attitude défaitiste pendant la guerre et la conquête révolutionnaire du pouvoir” (Œuvres, tome 5, p. 316).

L’intérêt particulier de ce texte, publié au nom du courant bolchevique-léniniste

au sein de la SFIO, c’est qu’il a été en fait rédigé par Léon Trotsky à la suite de ses discussions avec le militant trotskyste Bardin, lors de son séjour en Isère. Il éclaire ce qu’était “l’entrée” dans la SFIO : un moyen de se lier à la gauche de la SFIO en défendant ouvertement et au sein du parti des positions politiques sur la base desquelles la IV^e Internationale allait être fondée, en cherchant à convaincre les travailleurs de la justesse de ces positions au travers de la discussion, par l’exercice de la démocratie ouvrière, en relation avec leur expérience.

Ce fut d’ailleurs un “révélateur” — au sens chimique du terme — de ce qu’était le centrisme et de sa pénétration au sein de l’organisation trotskyste elle-même que l’attitude à l’égard de l’entrée. Nombre de ceux qui allaient rompre avec Trotsky en prétextant de son intransigeance à l’égard du POUM — en fait, à cause de son refus sans équivoque de toute forme de Front populaire, et donc de soumission à la bourgeoisie — condamnaient avec véhémence l’entrée dans les partis social-démocrates comme une expression d’opportunisme. Les mêmes, souvent, allaient ensuite refuser de rompre avec la social-démocratie...

LE CENTRISME AU SECOURS DE LA DIRECTION SOCIAL-DÉMOCRATE

Trotsky remarquait ironiquement, à propos des responsables de l’Opposition de gauche en Espagne, qui avaient participé à la fondation du POUM, signé le pacte de Front populaire en Espagne, et qui condamnaient l’entrée des trotskystes français dans la SFIO :

“Entrer d’une façon temporaire dans une organisation politique de masse pour lutter implacablement dans ses rangs contre les chefs réformistes sous le drapeau de la révolution prolétarienne, c’est de l’opportunisme ; mais conclure une alliance politique avec les chefs du parti réformiste, sur la base d’un programme que l’on sait malhonnête et qui sert à tromper les masses et à couvrir la bourgeoisie, c’est du courage ! Peut-on ravalement et prostituer davantage le marxisme ?” (Œuvres, tome 8, p. 134).

Dès l'été 1935, la direction Blum de la SFIO commence à procéder à l'exclusion des trotskystes (en août 1935, c'est l'exclusion de la Fédération des Jeunesses socialistes de la Seine). Au congrès de Mulhouse (juin 1935), Blum avait donné le contenu de cette offensive :

“Si l'unité organique pouvait s'établir entre les communistes et nous, et que cette unité laissât en dehors d'elle-même le petit groupe où vous figurez, j'en prendrais aisément mon parti”,

déclare-t-il en apostrophant l'un des délégués trotskystes.

Dans quel contexte ? En mars 1935, le Parlement français vote une loi portant le service militaire à deux ans. En mai, est signé un pacte franco-soviétique : à cette occasion, Staline salue la volonté du gouvernement français de renforcer son dispositif militaire. Le PCF et les JC renoncent à la campagne menée en commun avec les JS contre la loi de deux ans.

Cette même année 1935 verra en URSS le premier procès contre Zinoviev et Kamenev, préparatoire aux procès de Moscou de 1936 (août), et en juillet se tient le VII^e Congrès de l'Internationale communiste, le congrès qui met en avant la stratégie du Front populaire.

La campagne d'exclusion des trotskystes ne tient donc pas à des questions de discipline ou de non-respect des statuts du parti, mais au fait que leur présence au sein de la SFIO devient incompatible avec le cours dans lequel s'engage, en s'appuyant sur la bureaucratie stalinienne, la direction social-démocrate, celui d'une nouvelle union nationale.

Quelle sera l'attitude de Marceau Pivert, qui reconnaissait

“qu'un nombre croissant d'ouvriers socialistes se trouvent en accord avec les bolcheviks-léninistes : milices ouvrières, défaitisme révolutionnaire, grève générale insurrectionnelle, conquête du pouvoir et dictature du prolétariat” (extraits de lettres éditées par la 15^e section du Parti socialiste sous le titre *“La gauche révolutionnaire du Parti socialiste [SFIO] et le groupe bolchevique-léniniste”* [trotskyste]),

et qui menait avec Trotsky des discussions âpres, mais fraternelles ?

Certes, Marceau Pivert condamne les exclusions en déclarant :

“Sous aucun prétexte le parti ne doit se prêter à propager l'idée de l'acceptation de la guerre. Si c'est là le véritable motif de votre exclusion, qu'on le dise franchement, ouvertement. Nous en tirerons, nous, adultes qui avons conservé à nos discussions de tendance un caractère de courtoisie, de fraternité même, que nous ne regrettons pas, nous en tirerons les conséquences inévitables. Nous comprendrons qu'il faudra lutter autrement qu'à fleurets mouchetés contre des adversaires de tendances qui veulent nous chasser de la communauté socialiste, avant peut-être d'entraîner le prolétariat dans une nouvelle guerre.”

Le style et les formules employés sont révélateurs de ce qu'est la politique centriste, au-delà de la qualité des personnes, de la bonne foi et même du courage, dont Pivert ne manquait pas. Il admet que le combat politique avec la direction Blum se mène à *“fleurets mouchetés”* et il ajoute que la direction a utilisé contre les exclus leurs propres erreurs, *“l'arme tendue”* par eux, en utilisant

“l'étiquette bolchevique-léniniste ou trotskyste (...). L'essentiel n'est pas de porter sur le nombril l'étiquette d'un nom prestigieux, mais de s'appliquer à suivre les enseignements qu'il comporte.”

Trotsky répondait :

“Mais Pivert lui-même ne porte-t-il pas l'étiquette de socialiste ? Dans le domaine de la politique tout comme dans les autres domaines de l'activité humaine, il est impossible de procéder sans étiquette, c'est-à-dire sans dénomination et qualificatif aussi précis que possible. Le nom de socialiste est non seulement insuffisant, mais absolument trompeur, car s'intitulent socialistes en France tous ceux qui en ont envie. Par leur nom, les bolcheviks-léninistes disent à tous et à chacun que leur théorie, c'est le marxisme (...).”

En politique, le nom, c'est le drapeau. Celui qui renonce aujourd'hui à un nom révolutionnaire pour le bon plaisir de Léon Blum et consorts, celui-là renoncera aussi facilement demain au drapeau rouge pour le drapeau tricolore.”

Derrière les questions de ton et de forme, c'était en fait la question du Front populaire, c'est-à-dire, répétons-le, de la subordination à la bourgeoisie, qui était une fois encore posée. Le refus d'emboîter le pas à la politique d'Union sacrée au nom de l'antifascisme a précipité la rup-

ture de Marceau Pivert et de ses partisans avec la gauche officielle du Parti socialiste animée par Ziromski. Pivert a alors constitué la Gauche révolutionnaire. Mais comme nous l’avons vu, la direction de celle-ci accepta les exclusions et apporta sa caution au Front populaire, au nom d’un Front populaire de combat.

C’est pourquoi Trotsky est amené à écrire en décembre 1935 :

« *Le révélateur d’une tendance révolutionnaire est aujourd’hui la prétendue Gauche révolutionnaire. Elle compte probablement dans ses rangs des révolutionnaires en puissance. Mais chaque tendance est déterminée par son programme et sa direction. Marceau Pivert est la couverture gauche de Léon Blum. Une politique “révolutionnaire” dans le cadre de la discipline de Léon Blum relève aujourd’hui, après l’exclusion, du charlatanisme et de l’escroquerie* » (Œuvres, tome 7, p. 191).

L’influence du centrisme — sous la forme de l’acceptation du cadre du Front populaire et, précisément, dans le cas de la SFIO, de l’acceptation “de la discipline de Léon Blum” — s’exerçait au-delà de la Gauche révolutionnaire et avait profondément pénétré les rangs de l’organisation se réclamant de la IV^e Internationale, provoquant sa dislocation.

Trotsky écrivait à ce sujet, le 24 juin 1936 :

“*En France, une partie de notre section a voulu effacer la ligne de démarcation qui nous sépare du centrisme et a causé de ce fait d’importants dégâts ; elle s’est en tout cas ruinée sur le plan politique pendant un certain temps*” (Œuvres, tome 8, p. 136).

La sévérité du jugement politique porté à l’égard de Marceau Pivert se trouva confirmée par l’attitude de celui-ci lors de l’arrivée au pouvoir du gouvernement de Front populaire. Il accepta un poste dans ce gouvernement, en même temps que les délégués de la Gauche révolutionnaire votaient leur confiance à Blum. Ainsi, au travers des proclamations pour un Front populaire de combat, la Gauche révolutionnaire se situe bien comme un alibi de “gauche” de l’expérience du gouvernement de collaboration de classe mis en place sous l’égide de Léon Blum avec le soutien du PCF.

LA FUSILLADE DE CLICHY ET LA CAPITULATION DE LA DIRECTION DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

En mars 1937, des militants du Parti socialiste — dans leur majorité liés à la Gauche révolutionnaire — sont à la tête d’une manifestation visant à interdire un meeting fasciste. Protégeant “la liberté de réunion” et “l’ordre républicain”, la police, aux ordres du ministre de l’Intérieur du gouvernement de Front populaire, le socialiste Marx Dormoy, ouvre le feu. Il y a cinq morts et de nombreux blessés.

Léon Blum, dans une interview au *Temps* (18 mars 1937), soutient le ministre de l’Intérieur en rappelant que le parti du colonel de La Rocque, le Parti social français, étant un parti légal, a le droit d’être protégé.

Les Jeunesses socialistes de la Seine dénoncent dans leur journal l’agression contre les travailleurs :

“*Huit milliards pour l’emprunt ! Cinq morts à Clichy ! L’argent de la bourgeoisie se paie avec le sang des ouvriers !*”

Les dirigeants de l’organisation de jeunesse liés à la Gauche révolutionnaire sont exclus et l’organisation dissoute.

Au sein de la Gauche révolutionnaire se pose alors la question de la rupture. Marceau Pivert la refuse, considérant que le Parti socialiste reste le parti révolutionnaire. Il accepte y compris la dissolution de la Gauche révolutionnaire (12).

Encore une fois se vérifie ce que Trotsky disait du centrisme :

“*Les centristes se mesurent dans le combat, pas par leurs thèses*” (Œuvres, tome 8, p. 174).

Pourtant, lorsqu’à la veille de la guerre, Marceau Pivert et ses camarades de combat sont exclus parce qu’ils refusent l’Union sacrée et parce qu’ils refusent la capitulation devant le stalinisme, et qu’ils sont alors amenés à constituer le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), Trot-

(12) Voir *Quelques enseignements de notre histoire et Front populaire et révolution manquée*, de Daniel Guérin.

sky s'adressera à nouveau à lui dans cette nouvelle conjoncture :

“Je n'ai pas la possibilité de suivre de près l'activité de votre parti, je ne connais pas sa composition intérieure, et c'est pourquoi je m'abstiens de prononcer là-dessus une quelconque appréciation. Mais je connais les autres partis du Bureau de Londres, lesquels existent depuis bien plus d'un an (...).”

Le meilleur groupe parmi eux fut le POUM. Mais n'est-il pas clair maintenant que l'effroi du POUM devant l'opinion publique petite-bourgeoise de la II^e et de la III^e Internationales, et surtout des anarchistes, fut l'une des principales causes de l'effondrement de la révolution espagnole (...)?

Je ne vois pas d'autre voie à la formation immédiate d'une avant-garde révolutionnaire en France que l'unification immédiate de votre parti et de la section de la IV^e Internationale. Je sais qu'entre les deux organisations se mènent des pourparlers sur la fusion, et loin de moi l'idée de m'immiscer dans ces pourparlers ou de donner d'ici des conseils concrets. J'aborde la question d'un point de vue général. Le fait que les pourparlers durent et traînent en longueur me semble être une circonstance extrêmement alarmante, le symptôme d'une discordance entre la situation objective et l'état des esprits même dans les rangs les plus avancés de la classe ouvrière. Je serais heureux d'apprendre que je me trompe.

Vous portez une grande responsabilité, camarade Pivert, fort semblable à celle qui pesait sur Andrés Nin dans les premières années de la révolution espagnole. Vous pouvez donner aux événements une grande impulsion vers l'avant. Mais vous pouvez aussi jouer le rôle fatal de frein. Dans des moments de crise politique aiguë, l'initiative personnelle est capable d'exercer une grande influence sur la marche des événements. Il est seulement nécessaire de se décider fermement à une chose : aller jusqu'au bout !”

Pierre Lambert, qui a été membre du PSOP et exclu de celui-ci comme trotskyste, précisait dans une interview donnée au *Cahiers du CERMTRI* (n° 116-117, mars-avril 2005) qu'il pensait

“que si Marceau Pivert avait constitué le PSOP au moment des massacres de Clichy, il y aurait eu en France un parti ouvrier fort de dizaines de milliers de militants. L'histoire aurait pu changer de cours.”

Dans la situation de profond recul qui se développe alors en France, et alors que près de 30 000 militants du PS votaient pour les motions de la Gauche révolutionnaire, seuls 8 000 d'entre eux au plus se retrouvent dans le nouveau parti. D'emblée, le PSOP se divise sur les problèmes de la lutte des classes, en particulier sur l'appréciation et l'attitude à avoir lors de la grève générale du 30 novembre 1938, dont l'échec signifie une défaite brutale pour les travailleurs français.

A l'échelle des problèmes internationaux, les divisions sont aussi grandes : certains saluent l'accord de Munich signé entre le gouvernement de Daladier et Hitler comme un sauvetage de la paix. D'autres se réfugient dans le pacifisme intégral.

Le commencement de la Seconde Guerre mondiale marquera la fin du PSOP. La dernière réunion de sa direction nationale ne prend qu'une seule décision, celle d'exclure les trotskystes. Puis, elle se disloque...

LA MÉTHODE DE TROTSKY

Cet article a cherché, au travers de quelques exemples et en se référant aux textes de Trotsky, à restituer dans sa réalité son action politique à l'égard des organisations centristes. Cela permet de tirer quelques conclusions.

La première, c'est de reprendre l'affirmation qui figure dans *Quelques enseignements de notre histoire* : “Trotsky fit tous les efforts pour convaincre Marceau Pivert, militant honnête, de s'engager sur cette voie” (celle de la “rupture du lien qui, à travers l'appareil social-démocrate, le reliait à la bourgeoisie”) et de l'appliquer à l'attitude de Léon Trotsky dans ses relations avec toutes les organisations centristes. Aider à avancer dans la voie de l'indépendance de classe, c'est cet objectif qui explique à la fois la patience et la souplesse tactique de Trotsky, et sa rigueur face à ce qui concentrerait la subordination à la bourgeoisie : le Front populaire.

C'est la même méthode qui est appliquée au POUM. Il en a déjà été question dans cet article, et nous n'y revenons pas

longuement, car la politique du POUM dans la révolution espagnole et l’histoire de ses relations avec Trotsky et la IV^e Internationale sont largement traitées dans le précédent numéro de *La Vérité*, ainsi que dans les articles de Manuel Cuso déjà cités.

Rappelons simplement que le POUM fut formé en septembre 1935 par la fusion de la majorité de l’ancienne Opposition de gauche (trotskyste) conduite par Nin et Andrade et du Bloc ouvrier et paysan, venu de l’ancienne aile du Parti communiste espagnol liée à Boukharine, et dont Maurin était le principal dirigeant.

Trotsky était opposé à cette fusion et considérait que le devoir des trotskystes espagnols était d’entrer dans le parti socialiste (PSOE), où une aile gauche contrôlait déjà la jeunesse, et dont certains éléments se réclamaient ouvertement de la IV^e Internationale (13).

La première réaction de Trotsky à la constitution du POUM en octobre 1935 est une lettre qui ne porte pas de jugement, mais qui pose des questions. Dans cette lettre, Trotsky ne condamne même pas le fait que le nouveau parti se soit affilié au Bureau de Londres, puisque, explique Trotsky, sa majorité (c’est-à-dire l’organisation de Maurin) faisait partie de ce regroupement international. Mais Trotsky s’interroge quant aux bases théoriques et politiques sur lesquelles repose le nouveau parti et invite donc à la discussion :

« On nous parle seulement de “l’unité révolutionnaire sur de nouvelles bases”, mais nous sommes intéressés à savoir quelles sont ces nouvelles bases (...). Nous ne pouvons qu’insister amicalement sur la nécessité de la précision théorique et politique dans l’intérêt de l’avenir du nouveau parti espagnol » (*Œuvres*, tome 7, p. 34).

Le conflit avec la direction du POUM éclate lorsque celle-ci signe le pacte de Font populaire. Dans un article du 22 juin 1936, Trotsky écrit alors :

“Ont signé au bas de ce honteux document les représentants des deux grands partis de gauche (la Gauche républicaine d’Azaña et l’Union républicaine), ainsi que les Catalanistes, les représentants du Parti socialiste, de l’UGT, de la Jeunesse socialiste — hélas ! —, du Parti syndicaliste de Pestana, et enfin du POUM (...). La nouveauté, c’est la signature du parti de Maurin-Nin-Andrade. Les anciens communistes de gauche espagnols sont

devenus la queue de la bourgeoisie de gauche. Il est difficile d’imaginer une chute plus humiliante.”

Au début de la révolution, le POUM accepta l’entrée dans le gouvernement régional de Catalogne et la dissolution du comité central des milices de Catalogne. En même temps, la direction du POUM invita Trotsky à venir à Barcelone, mais le gouvernement de la Généralité de Catalogne refusera le visa. En réponse à cette invitation, Trotsky se déclarait prêt à aller immédiatement à Barcelone et déclarait :

“S’il y a des divergences de programme ou de méthode, même après l’expérience faite, ces divergences ne devront nullement empêcher un rapprochement sincère et durable. L’expérience ultérieure fera le reste (...). Pendant la guerre civile qui vous est imposée par les fascistes, le plus grand danger est le manque de décision, l’esprit de tergiversation, en un mot le menchevisme (...). Je suis prêt à tout faire pour donner à mes suggestions toute la précision possible, mais pour cela, il faut vaincre la distance. De ma part, je puis promettre la volonté la plus sincère de compréhension mutuelle avec les camarades, malgré toutes les divergences possibles.”

Voilà ce qu’était la méthode de Trotsky : critique implacable de tout ce qui nourrissait “le plus grand danger”, soutien inconditionnel au POUM face à la répression. Dans ce cas aussi, il s’agit pour Trotsky de faire tout les efforts possibles pour que le POUM échappe à la mortelle contradiction procédant du centrisme :

“Par ses paroles, ses formules, ses articles, le POUM a attisé la passion révolutionnaire des masses. Par son indécision, son équivoque, ses hésitations, son manque de programme clair, il s’est lui-même privé de la possibilité de donner aux masses la ferme direction révolutionnaire sans laquelle la victoire est impossible” (*Œuvres*, tome 14, p. 82).

C’est en ce sens que Trotsky peut conclure, dans une lettre à Daniel Guérin (20 mars 1939) :

“Une énorme responsabilité pour la tragédie espagnole retombe sur le POUM. J’ai d’autant plus le droit de le dire que, dans mes lettres à Andrés Nin, j’ai prédit les inévitables conséquences

(13) Voir l’article de Manuel Cuso : *Trotsky, combattant de la révolution espagnole*.

de la funeste politique du centrisme (...). Le POUM s'abstint de pénétrer à l'intérieur de la CNT pour ne pas troubler les relations avec le sommet de cette organisation et pour se garder la possibilité de rester envers elle dans le rôle de conseiller" (Œuvres, tome 20, p. 238).

Une période qui mettait à l'ordre du jour la réorganisation du mouvement ouvrier sur de nouveaux axes généraait nécessairement un processus complexe de différenciation : des organisations, des fractions d'organisations, des courants, des militants amorçaient la rupture avec les appareils faillis de la social-démocratie et du stalinisme. Ils le faisaient dans des conditions difficiles, de manière partielle, contradictoire, charriant des illusions, des positions politiques héritées des appareils contre-révolutionnaires.

Là est la base du type d'organisation centrisme auquel Trotsky et les organisations qui combattent pour la IV^e Internationale s'adressent, non en s'adaptant aux illusions et aux contradictions, mais en appelant à la discussion fraternelle des positions de la IV^e Internationale.

C'est pourquoi, s'appuyant sur les besoins des masses, sur leur combat, Trotsky saisissait ce qui, dans la constitution du PSOP, est un point d'appui, pour écrire dans la lettre à Marceau Pivert déjà citée :

"Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire de quelques milliers d'hommes comprenant clairement la situation, complètement affranchis de l'influence de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise (...). Une telle avant-garde saura trouver le chemin des masses."

Et en même temps, répondant à ceux qui lui disent que les partisans de la IV^e Internationale sont isolés, il explique (lettre à Daniel Guérin, 20 mars 1939) :

"Oui, nous sommes encore isolés des masses. Par qui ou par quoi ? Par les organisations du réformisme, du stalinisme, du patriotisme, du pacifisme, et par les groupements centristes intermédiaires de tout genre dans lesquels s'exprime — parfois sous une forme extrêmement indirecte et complexe — le réflexe d'autodéfense du capitalisme expirant. Marceau Pivert, tout en empêchant un groupe déterminé d'ouvriers de pousser leurs idées jusqu'au bout, et tout en isolant ainsi ces ouvriers du mar-

xisme, nous reproche d'être isolés des masses. L'un de ces isolateurs, c'est le centrisme..."

On l'a vu, ce qui est déterminant dans l'appréciation politique des "groupements centristes intermédiaires", ce n'est pas leurs origines, mais le sens de leur évolution. Lorsqu'ils se cristallisent sur des positions contraires aux intérêts de la classe ouvrière et font marche arrière sur la voie de la subordination aux appareils — et donc à la bourgeoisie —, ils jouent un rôle réactionnaire dans le mouvement ouvrier.

Ces leçons que l'on peut tirer de l'action de Trotsky restent-elles d'actualité ?

La réponse à cette question est incontestablement positive. Ce que concrétise le combat de Trotsky dans les années qui vont de la nécessité de lutter pour une nouvelle Internationale à la fondation de la IV^e Internationale, c'est la méthode même de la construction de la IV^e Internationale, du *Programme de transition*.

La période dans laquelle nous sommes engagés est celle où la décomposition du système d'exploitation capitaliste menace d'effondrement tous les acquis de la civilisation humaine et où, contrairement, la résistance des travailleurs et des peuples à la marche à la barbarie remet en cause dans son ensemble le système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Une telle période marquée par l'enchevêtrement et l'opposition de la révolution et de la contre-révolution, par de brutales convulsions, est une période de profonds bouleversements au sein du mouvement ouvrier. Ces bouleversements entraînent et entraîneront des expressions diverses de ce que Trotsky désignait comme un "*centrisme des masses*", qui se matérialisera dans des combinaisons et sous des formes inédites. Mais ce qui demeure indispensable, c'est d'aborder ces développements avec la méthode de Trotsky : le rejet de tout sectarisme et de tout ultimisme à l'égard des masses ; la rigueur dans la défense du programme révolutionnaire ; la flexibilité tactique combinée avec l'intransigeance quant à l'indépendance politique de la IV^e Internationale.

François Forgue

La révolution hongroise et polonaise de 1956 et les trotskystes

Par Jean-Jacques Marie

Le 28 juin 1956, près de 15 000 ouvriers des principales usines de Poznan, grande ville industrielle de l'est de la Pologne, se mettent en grève et manifestent dans les rues de la ville, où se déroule au même moment une exposition internationale de machines-outils. La bureaucratie répond aux ouvriers, d'abord, par le silence opposé à leurs revendications, puis par la répression.

La grève de Poznan est le début d'un grand mouvement qui dresse la classe ouvrière de la Pologne et de la Hongrie voisine. C'est, en effet, pour marquer leur solidarité avec les ouvriers polonais que les étudiants et les jeunes Hongrois organisent une manifestation pacifique, le 23 octobre, à Budapest. Le secrétaire du PC hongrois, Erno Gerö, qui, en tant qu'agent du Guépéou en Espagne, en 1936-1938, y avait organisé la chasse meurtrière aux trotskystes, fait tirer sur les manifestants. L'indignation soulève les masses ouvrières. C'est le début de la révolution qui déferle sur toute la Hongrie.

Dès le début, le PCI (1) s'engage aux côtés des révolutionnaires polonais et hongrois. Dès le 12 octobre, *La Vérité* souligne l'importance des procès intentés en Pologne aux grévistes et manifestants de Poznan, sous le titre : "*Poznan, le drapeau rouge contre les bureaucrates.*"

Gérard Bloch écrit :

« "Le château de cartes du stalinisme s'est effondré" (*Radio-Budapest*).

Déjouant tous les plans des gouvernants polonais, qui les avaient pourtant soigneusement mis en scène, les procès de Poznan se sont rapidement transformés en procès du régime. Et les échos des petites salles d'audience de Poznan, répercutés bien au-delà des frontières de la Pologne, ébranlèrent le pouvoir déjà chancelant de la bureaucratie stalinienne dans toute l'Europe orientale, et jusqu'en URSS même. Minc, le dernier des trois hommes qui, investis de la confiance de Staline, gouvernaient la Pologne depuis 1945, démissionne. Mikoïan et Moutchidinov, membres du présidium du PC russe, rentrent précipitamment de Pékin, où ils assistaient au congrès du PC chinois. Tito est appelé en consultation en toute hâte par Khrouchtchev.

Ni la légende des "agents impérialistes", auteurs de l'insurrection de Poznan, ni celle des "jeunes égarés, fourvoyés par la radio impérialiste" n'ont pu être soutenues par l'accusation. Sa dernière position de repli, qui présentait les

(1) PCI : Parti communiste internationaliste. C'est la section française de la IV^e Internationale, dont la majorité a rejeté l'orientation de liquidation de la IV^e Internationale mise en avant par Pablo et Mandel. *La Vérité*, alors publiée comme hebdomadaire, est l'organe du PCI.

accusés comme de vulgaires criminels de droit commun, sans rapport avec la manifestation "légitime" des grévistes, n'a pas résisté aux assauts des inculpés et de leurs défenseurs.

Le sens de l'insurrection, les objectifs des insurgés — qui sont ceux de l'Europe orientale et de l'URSS même — ne sont pas moins éclairés par les débats. Les travailleurs polonais, comme tous ceux qui sont sous la domination de la bureaucratie stalinienne, ne luttent pas pour la "démocratie occidentale", pour la "libre entreprise". Rien d'étonnant si certains aspects essentiels des débats sont plus ou moins dissimulés par presque toute la presse occidentale. Il n'y a rien là qui puisse réjouir les bourgeois, les capitalistes. Les travailleurs de ces pays ne songent pas plus à restaurer le capitalisme que les travailleurs français à porter sur le trône des Bourbons. La nationalisation des banques, de l'industrie, l'économie planifiée, ils sont prêts à les défendre contre toute atteinte ; mais ils veulent que le peuple tout entier puisse bénéficier des fruits de l'économie socialiste ; ils veulent abolir les privilèges des bureaucrates, abattre le régime policier qui les défend et chasser les occupants russes qui lui permettent de se maintenir. »

Dès le 24 octobre, la Hongrie commence à se couvrir de comités et de conseils révolutionnaires, puis, au début de novembre, de conseils ouvriers. Le parti stalinien explose. Les masses exigent la démocratie, qu'elles lient à la défense des conquêtes de 1945 (la propriété d'Etat au premier chef) et le départ des troupes russes.

Comme le montrent les documents inédits publiés par les *Cahiers du mouvement ouvrier* (2), le Kremlin n'a jamais envisagé le retrait de ses troupes. Ses promesses ne visaient qu'à tromper les gouvernements successifs du communiste Imre Nagy.

La Vérité publie un supplément le 2 novembre, entièrement consacré à la révolution hongroise et polonaise, sous la manchette :

"Vive les conseils ouvriers hongrois en lutte contre la bureaucratie du Kremlin !

Vive la Pologne socialiste indépendante !

A bas l'infâme intervention russe contre les prolétaires hongrois !" (2 novembre 1956).

Le 4 novembre, les chars russes envahissent Budapest et toutes les grandes villes hongroises. Imre Nagy et ses camarades se réfugient à l'ambassade de Yougoslavie, qui les livrera plus tard aux troupes du Kremlin. Ce dernier installe un gouvernement à sa solde, dirigé par Janos Kadar, ancien ministre du gouvernement d'Imre Nagy.

La veille, le Comité international de la IV^e Internationale (3) avait adopté un salut au prolétariat hongrois, qui condamne l'agression franco-israélo-britannique contre l'Égypte, coupable d'avoir nationalisé le canal de Suez, et affirme :

« Inspiré par les événements de Pologne, le peuple hongrois, les armes à la main, s'est révolté contre les bureaucrates staliniens indigènes et leurs suzerains russes. Au cours de leur lutte héroïque, ils ont établi des conseils ouvriers dans plusieurs villes industrielles importantes.

Le Comité international, au nom du mouvement trotskyste mondial, salue chaleureusement les conseils ouvriers qui fonctionnent actuellement à Miskolc et ailleurs. En prenant la direction dans le combat pour ses intérêts vitaux, la classe ouvrière hongroise s'efforce d'accomplir sa mission historique et d'établir le socialisme authentique dans son pays. Le monde entier peut maintenant apprécier

(2) Les *Cahiers du mouvement ouvrier* sont une revue trimestrielle, fondée par Jean-Jacques Marie et l'historien soviétique Vadim Rogovine. Elle est publiée en association avec le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI). Un numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* est en préparation, qui contient toute une série de documents — en partie inédits — sur les révolutions polonaise et hongroise. Les *Cahiers du CERMTRI*, pour leur part, vont publier en septembre un numéro essentiellement consacré aux réactions de la presse se réclamant du trotskysme et du mouvement ouvrier à ces événements.

(3) Le PCI était affilié au Comité international de la IV^e Internationale. La section française, dont la majorité avait pris position pour la défense des principes et du programme de la IV^e Internationale, avait été bureaucratiquement exclue par la direction Pablo-Mandel en juillet 1952. Après l'insurrection ouvrière de Berlin-Est, en juin 1953, et son écrasement par la bureaucratie stalinienne, la direction du SWP, dans une lettre ouverte de James P. Cannon, condamna la politique de Pablo et de Mandel et dénonça leur direction comme usurpatrice. C'est alors que fut constitué le Comité international, qui regroupait notamment la section française, le SWP, la section britannique, la section suisse, des organisations en Amérique latine.

le contenu réel de la soi-disant "démocratie populaire". Grâce à l'intervention de la bureaucratie stalinienne, par l'intermédiaire de ses instruments locaux, et à la présence de l'Armée rouge, le peuple hongrois fut empêché en 1945 de prendre le pouvoir en instaurant d'authentiques soviets, organes de la démocratie ouvrière. Sous prétexte de contenir la contre-révolution, l'appareil stalinien soumit le peuple hongrois à la plus cruelle persécution. Encore une fois, il a été démontré qu'il n'y a pas de substitut bureaucratique à la classe ouvrière accomplissant sa mission historique, qui est de diriger l'exécution des plus profondes transformations sociales.

La formation de véritables soviets révolutionnaires à Miskolc et dans d'autres districts démontre puissamment que le prolétariat hongrois a rejeté de façon décisive la propagande contre-révolutionnaire bourgeoise et social-démocrate. Les expériences et les idéaux de la révolution russe d'octobre 1917 et de la révolution hongroise de 1919 sont restés vivants dans les consciences des masses hongroises — au grand désappointement de la bourgeoisie mondiale et de ses agents sociaux-démocrates.

Pour détruire l'oppression bureaucratique stalinienne et la contre-révolution, les Hongrois ont eu recours à la méthode soviétique d'organisation, qui, comme en Russie en 1917, forme la base de la dictature du prolétariat. »

Le 9 novembre, jour où le PCI tient une réunion publique pour le soutien aux travailleurs hongrois et contre l'agression isarélo-franco-britannique contre l'Égypte, *La Vérité* publie en éditorial un appel du bureau politique du PCI saluant le combat des ouvriers hongrois :

« Contre eux, une alliance tacite, une collusion honteuse s'est réalisée entre tous les gouvernements du monde. Tous ces hommes en place ne peuvent dissimuler l'angoisse mortelle qui les étreint devant la démocratie ouvrière en action, devant l'irruption directe des masses opprimées sur la scène de l'histoire, bouleversant leur diplomatie secrète, leurs combinaisons politiciennes contre les masses opprimées et exploitées.

Au Kremlin, le tyran contre-révolutionnaire, Staline, l'assassin des compagnons de Lénine, l'étrangleur de la révolution espagnole, a trouvé des disciples dignes de leur maître, le sinistre trio Khrouchtchev-Boulganine-Joukov, crai-

gnant que l'exemple hongrois ne soit suivi par les travailleurs russes — déjà, dans les unités stalinienne en Hongrie, des soldats russes, par centaines, fraternisaient avec les prolétaires hongrois et passaient dans leurs rangs —, a envoyé des troupes fraîches, choisies parmi les plus sûres, pour noyer la Commune de Hongrie sous un déluge de feu.

Cependant, les impérialistes américains dissimulent mal, sous leurs phrases mielleuses, leur satisfaction de voir la bureaucratie du Kremlin écraser une révolution prolétarienne susceptible d'être contagieuse à l'Ouest, et non seulement à l'Est. Les Anglo-Français, eux, étaient trop heureux de pouvoir dénoncer les crimes du Kremlin pour tenter de faire oublier leur criminelle intervention en Égypte.

La grande alliance de la calomnie contre la révolution hongroise s'est nouée entre bourgeois et staliens. La presse bourgeoise mettait en avant, pour le plus grand bénéfice de la presse stalinienne, le cardinal Mindzenty, au moment même où le nouveau gouvernement Nagy proclamait : "Le nouveau gouvernement, unanime, déclare qu'il ne fera aucune concession en ce qui concerne les conquêtes positives des douze dernières années, comme la réforme agraire, la nationalisation des usines et les conquêtes sociales."

Au moment où la nouvelle organisation de la jeunesse hongroise affirmait : "Nous ne voulons pas le retour du fascisme de l'amiral Horty. Nous ne rendrons pas les usines aux capitalistes et la terre aux gros propriétaires fonciers", la vérité sur la révolution hongroise, bourgeois et staliens collaborent pour la cacher aux peuples, aux opprimés et exploités du monde entier, parce que la révolution hongroise des conseils ouvriers constituait une menace mortelle pour les privilèges des capitalistes comme pour ceux des bureaucraties russes.

En France, les canailles bureaucratiques qui dirigent le PCF, les Thorez-Duclos-Servin, sont ceux-là mêmes qui sabotent toutes les luttes ouvrières pour mieux collaborer avec le patronat, ceux qui prêchent les grèves partielles, les grèves tournantes, quand les travailleurs veulent la grève générale, ceux qui ont voté les pouvoirs spéciaux pour la sale guerre contre le peuple algérien. Dociles à leurs maîtres du Kremlin, ils font tout pour empêcher la victoire de la révolution prolétarienne en France, tout pour sauvegarder le régime capitaliste de misère et de guerre. »

Dans *La Vérité*, datée du 9 novembre, Pierre Lambert tire la leçon internationale du combat entre les travailleurs hongrois, d'un côté, la bureaucratie, son appareil et ses chars, de l'autre. Sous le titre "*Il faut briser l'appareil stalinien*", il souligne :

« *Les illusions qu'a pu faire naître la "déstalinisation" se sont évanouies brutalement avec la sanglante répression de la révolution hongroise.*

L'appareil international mis en place, pièce par pièce, par Staline durant 30 années ne peut être réformé. Il doit être brisé.

Deux nouvelles preuves éclatantes viennent d'en être apportées. En Hongrie, dans le feu de l'action révolutionnaire, les masses ont liquidé le PC hongrois.

En Italie, le stalinien Togliatti, après avoir exécuté quelques entrechats afin de conserver pour le compte de la bureaucratie de Moscou son contrôle sur les masses, n'a pas balancé une seconde. L'Humanité du 1^{er} novembre 1956 cite un article du dirigeant italien de la NKVD en Espagne, Togliatti, dans lequel il écrit : "A l'émeute armée qui met à feu et à sang Budapest, on ne peut répondre que par les armes". »

Au moment où Michel Pablo et les autres dirigeants du Secrétariat international (4) affirment que le parti stalinien polonais change de nature et de fonction dans l'histoire, Pierre Lambert définit les raisons qui rendent impossible la régénération des partis staliniens, si forte que puisse être la pression des masses sur eux :

"Directement sélectionné par le Guépéou, tirant sa force de la liaison organique avec le Kremlin, totalement inféodé à la bureaucratie russe, un appareil couvrant tout le pays s'est installé dans les municipalités bourgeoises et les comités d'entreprise, dans les permanences syndicales, au siège des sections locales et fédérales du PCF, avec ses députés, secrétaires, etc. Pris dans les tenailles des contradictions insurmontables imposées par la politique de défense des privilèges de Moscou, l'appareil, pour rester homogène, exige la hiérarchisation la plus totale, la fidélité la plus absolue aux oukases du sommet. Le tout a été obtenu jusqu'à présent par l'épuration sanglante en URSS, liquidatrice dans les pays capitalistes. »

Le 16 novembre, *La Vérité* salue la révolution hongroise comme "*étape de la révolution mondiale*". L'hebdomadaire trotskyste souligne :

« *La signification des conseils* »

En 48 heures, la Hongrie s'est couverte de conseils. Partout, ces conseils ont été élus, au scrutin secret, dans les entreprises, les écoles ou l'armée. Nulle part n'y ont figuré des responsables de partis, de syndicats, d'organisations quelconques en tant que tels. Les conseils étaient le front unique de la classe ouvrière en même temps que l'organe de son pouvoir. Choisis par les ouvriers eux-mêmes, jouissant de leur confiance totale, ils ont entrepris les deux tâches primordiales. Ils ont balayé la bureaucratie, brisé l'appareil d'Etat et l'appareil répressif, et lui ont substitué leur autorité, celle de la démocratie socialiste. Et ils ont dirigé, organisé la lutte contre l'armée russe. Par la démocratie ouvrière des conseils ouvriers, appuyés sur les ouvriers en armes, les travailleurs hongrois, supprimant le monstrueux parasite de la bureaucratie, accomplissaient la révolution politique. Les ouvriers avaient pris le pouvoir.

Et c'est là le fait dominant, écrasant, pour tous les théoriciens de la régénération du stalinisme : comme les travailleurs russes en 1917 avec les soviets, les travailleurs hongrois retrouvaient avec les conseils l'instrument de leur lutte et l'organe de leur pouvoir. Trente-neuf ans après, sans se soucier du scepticisme des pseudo-théoriciens, les travailleurs reprenaient, en bâtissant leurs conseils, la route tracée par Lénine et Trotsky. Comme les soviets à leurs débuts, leur orientation n'était pas partout uniforme et identique. Il y eut des soviets socialistes-révolutionnaires, au début de la révolution russe, et, pendant très longtemps, une écrasante majorité de soviets mencheviques. Les conseils hongrois ont, de même, présenté une gamme de nuances politiques : nationaux-paysans, petits-propriétaires, sociaux-démocrates, communistes, sans-parti dominaient ici ou là, ou s'équilibraient. Mais le fait majeur est qu'aucune organisation ne s'est dressée contre eux : tous les partis se sont exprimés à travers eux. Ils représentaient tellement la démocratie ouvrière en action que même le fantôme Kadar a dû proclamer leur légitimité, au moment où il lançait contre eux les chars et les avions.

Le programme des conseils

Après dix années de carcan stalinien, dix années de terreur sous la férule des

(4) Le Secrétariat international était le nom de l'organe de direction de la fraction liquidatrice, la fraction "pabliste".

bureaucrates et de leurs sbires, la constitution des conseils a traduit une véritable explosion des volontés des masses. Il faudrait des pages pour reproduire leurs revendications exprimées sous le feu des bourreaux staliniens et qui vont du rétablissement du drapeau national de 1848 à la suppression des différences de classe, en passant par la liberté de l'art et de la littérature. Mais, à travers les programmes des conseils, en dépit des nuances locales, un programme commun s'est dégagé, celui des travailleurs hongrois, celui de la jeunesse hongroise élevée sous la botte stalinienne. Rétablissement du droit de critique et liberté électorale authentique, rétablissement de la liberté des partis démocratiques (des partis représentés dans les conseils), renaissance des syndicats, révision des plans et libre discussion de questions économiques, habitations ouvrières au lieu des monuments "pour l'épate" (le métro, inutilisable, de Budapest), hausse des bas salaires, fixation d'un plafond pour les plus élevés et réduction de l'éventail, liberté de la science et de l'art, politique étrangère conforme aux principes de l'internationalisme prolétarien... C'est le programme de la révolution polonaise, tel qu'il s'est exprimé dans de nombreuses résolutions de meetings ouvriers, c'est le programme de la révolution hongroise, tel qu'il se retrouve dans toutes les proclamations des conseils. C'est, mot à mot, le programme de la révolution politique contre la bureaucratie, tel que Léon Trotsky le traçait dans *La Révolution trahie*, en 1936. C'est le programme trotskyste, repris et défendu au prix de leur sang par les jeunes ouvriers et étudiants hongrois. C'est le programme lancé par des centaines de milliers de bouches que le Kremlin a voulu fermer à jamais.

L'action des conseils contre l'appareil stalinien

Partout, un des premiers actes officiels des conseils a été la suppression des organismes du parti stalinien. Dès les premières heures de la lutte armée, les masses ont entrepris une lutte sans merci contre l'appareil, et il a volé en éclats. A partir du moment où les Russes ont tiré, il n'y a plus eu à leurs côtés que les policiers de la Sécurité, fidèles jusqu'au bout. De nombreux militants du PC se sont terrés, effrayés par la colère des masses. Une grande partie des autres a rejoint sa classe, s'est rangée dans le camp des travailleurs en lutte, et y a lutté, à sa place. Certains ont été jugés

dignes de confiance et ont reçu des responsabilités. D'autres ont été écartés. Mais ce n'est plus en tant que militants du PC que les Foldvari à Miskolc, Gera à Magyarovar, Maletér à Budapest, ont combattu. C'est en tant que révolutionnaires, en tant que combattants prolétariens, en tant que "Foelkeloeg", "combattants de la liberté", comme on dit en Hongrie. Et, en tant que "Foelkeloeg", ils ont pris, eux aussi, avec leur classe, leur responsabilité dans la destruction de l'appareil par les masses. La tentative de Nagy-Kadar-Lukacs de construire un nouveau parti consacrait certes l'échec de leur orientation de redressement du PC, mais elle s'est soldée aussi par un échec immédiat : les masses ne voulaient plus rien de ce qui leur rappelait le stalinisme. Là encore, c'est l'éclatante confirmation de la justesse du programme trotskyste : les partis staliniens sont passés définitivement du côté de la contre-révolution. En détruisant l'appareil, les masses hongroises ont montré qu'elles avaient compris sa véritable signification contre-révolutionnaire. Les masses hongroises ont donné raison aux trotskystes contre tous les théoriciens du "redressement" des PC... »

Les révolutions hongroise et polonaise soulignent et approfondissent les divergences profondes qui ont engendré la scission de la IV^e Internationale.

Dans un texte intitulé "*L'arrière-fond de la révolution politique polonaise et hongroise*", publié dans *La Vérité des travailleurs* de la première quinzaine de novembre 1956, texte daté du 1^{er} novembre 1956, Pablo écrit :

"En Pologne et en Hongrie, les masses se sont révoltées contre le régime bureaucratique des dirigeants inféodés au Kremlin, qui s'appuyaient sur la présence des troupes soviétiques. Il s'agit là d'un cas classique de révolution politique qui a mis en branle toutes les couches de la population.

En Pologne, grâce à l'existence de sérieuses traditions révolutionnaires prolétariennes, et au reclassement intervenu à temps dans le Parti ouvrier unifié autour de la personne de Gomulka, la révolution a pu se canaliser jusqu'ici dans la voie d'une réforme — certes profonde, révolutionnaire — du régime politique, et non d'un changement social des rapports de propriété.

En Hongrie, l'absence de ces deux conditions a joué jusqu'à maintenant en

faveur d'un vide politique immense, qui crée un réel danger de voir les forces réactionnaires réveillées en profiter pour opérer un changement social.

En Pologne, le Parti ouvrier unifié, couverture du Parti communiste, est en voie de transmutation. L'ancien appareil stalinien est brisé, épuré, et sous le feu de l'action révolutionnaire des masses un nouveau parti se forge en réalité. Il s'agit certes d'un parti centriste de gauche, mais pour qui tous les espoirs sont encore permis."

Ainsi, pour Pablo, il existe en Hongrie un véritable danger de contre-révolution dû à un vide politique... lui-même dû, évidemment, à l'explosion du parti stalinien hongrois balayé par les masses et leur mouvement !

Pour Pablo, les divers comités populaires ou révolutionnaires qui se sont constitués un peu partout dans le pays, avant même les conseils ouvriers, ne comblent pas le "vide politique"... créé par l'effondrement du parti stalinien.

Pour Pablo, il n'y a pas vide politique en Pologne parce que le parti stalinien reste en place..., certes rénové, mais ses rénovateurs liquideront, dès le mois de décembre 1956, l'organisation de jeunesse indépendante formée par les communistes réellement antistaliniens de *Po Prostu*, avant de supprimer ce journal en septembre 1957 et de liquider les conseils ouvriers, pourtant réduits à de simples organismes d'autogestion en 1959 !

A la fin de cet article, Pablo, avec qui Frank, Mandel et les autres dirigeants du Secrétariat international (qui devient le Secrétariat unifié en 1963) manifestent leur entière solidarité, affirme :

"Le terrorisme du stalinisme a détruit toute alternative révolutionnaire légale ayant un caractère de masse."

Cette critique lui permet en fait de couvrir l'appareil stalinien, en affirmant :

"Les forces réactionnaires en profitent pour orienter la révolution politique des masses contre la bureaucratie dans la voie de la contre-révolution sociale."

Ainsi, parlant frauduleusement au nom de la IV^e Internationale, Pablo ose affirmer, comme le Kremlin et *L'Humanité*, que les masses, privées de parti stalinien,

se laissent guider "dans la voie de la contre-révolution sociale" !

Ainsi, avec un vocabulaire trotskyste ("la révolution politique"), Pablo reprend purement et simplement la version du Kremlin, relayée en France par *L'Humanité*, pour justifier l'offensive des chars russes.

La date de ce texte est aussi significative que son contenu : 1^{er} novembre. A cette date, Janos Kadar et Ferenc Münnich sont encore membres du gouvernement d'Imre Nagy, qu'ils ne quitteront que dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre sur les instances du Kremlin et de son ambassadeur à Budapest, Andropov.

Pablo a donc découvert le danger prétendu de "contre-révolution sociale" (alors qu'aucun parti ne réclame le retour à la propriété privée !) un peu avant Kadar lui-même !

Le conseil central ouvrier du Grand-Budapest apportera, parmi tant d'autres, un démenti brutal à Kadar en affirmant quelques jours après sa formation :

"Ainsi que nous l'avons toujours fait, nous affirmons une fois de plus que nous avons reçu notre mission de la classe ouvrière. Fidèles à cette mission, nous défendons, fût-ce au prix de notre vie, nos usines et notre patrie contre toute tentative de restauration capitaliste. Nous proclamons en même temps notre volonté d'édifier l'ordre social et économique dans une Hongrie indépendante."

Mais depuis 1952, pour Pablo et ses amis, Frank, Mandel, Maitan et consorts, c'est le parti stalinien qui a vocation à représenter les intérêts ouvriers. C'est donc, pour eux, son éclatement qui crée un vide politique regrettable ! Pourtant, l'histoire le montrera, c'est l'appareil réinstallé au pouvoir par les chars de la bureaucratie du Kremlin qui, après avoir écrasé les conseils ouvriers hongrois, préparera le terrain à la restauration capitaliste et se chargera de la réaliser lui-même...

Dès lors, c'est le sang des travailleurs hongrois qui sépare le Secrétariat international, véritable flanc-garde de l'appareil, et les trotskystes.

Jean-Jacques Marie

Le n° 2 des *Cahiers du mouvement ouvrier en russe* est paru à Moscou

Une interview de Marc Goloviznine

Début juillet 2006, paraissait à Moscou le deuxième numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier en russe*. Rappelons que les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont été fondés en 1998 par l'historien soviétique Vadim Rogovine (décédé depuis), auteur de nombreux ouvrages sur le combat de Léon Trotsky et de l'Opposition de gauche, et l'historien français Jean-Jacques Marie. *La Vérité* a interviewé l'historien Mark Goloviznine, maître d'œuvre de l'édition de ce deuxième numéro en russe, un numéro de près de 300 pages consacré à la publication de textes sur la question nationale dans le Parti communiste bolchevique de Russie de 1917 à 1927. Documents dont la moitié sont publiés pour la première fois en russe et en ex-URSS.

Vous venez d'éditer ce deuxième numéro des *Cahiers* en russe. S'agit-il uniquement d'histoire ?

Mark Goloviznine : La réaction en chaîne des conflits internationaux qui ont disloqué l'URSS a également divisé la conscience des couches de la société "post-soviétique" qui ont tenté de comprendre plus ou moins les événements. Sont alors apparus deux grands types d'explications de la chute de l'Union soviétique : le type "libéral de droite", interprétant cette chute comme le bilan

d'une politique "malintentionnée" des bolcheviks, visant dès le début à remplacer une "prison des peuples" (tsariste) par une autre ("communiste"). Et le type "stalinien", qui présente la crise des relations nationales dans l'Union soviétique comme le résultat d'un complot d'ennemis qui ont détruit "*le fondement de l'amitié fraternelle des peuples du premier Etat socialiste au monde*". Inutile de rappeler que ces deux paradigmes ont servi d'instruments de combat entre diverses forces politiques dans l'espace post-soviétique et ne peuvent prétendre à

une impartialité scientifique. Par ailleurs, la crise nationale permanente dans les pays de l'ex-URSS exige une véritable analyse scientifique des sources de ces contradictions, qui ont existé dès la formation de l'URSS et qui se sont accumulées des années durant pour exploser à la fin du XX^e siècle. La complexité de cette tâche découle de ce que, jusqu'à présent, l'histoire de la politique nationale du Parti communiste de Russie (bolchevique) et du PCUS comporte bien des "zones d'ombre". Ainsi, les derniers travaux de Lénine sur les fondements de l'édification de l'URSS n'ont été publiés que 33 ans après avoir été écrits. Quant aux points de vue des autres communistes qualifiés d'"opposants de la ligne générale", leurs travaux n'ont été édités qu'après 1989, de manière isolée.

Quels documents sont publiés dans les 300 pages de ce Cahier ?

M. G. : Le présent Cahier, nous l'espérons, comble dans une certaine mesure les lacunes existantes. Il contient environ 90 documents concernant la polémique autour de la question nationale dans le Parti bolchevique dans les années 1917-1927, aux X^e, XII^e Congrès du parti, au Premier Congrès des peuples d'Orient et dans d'autres réunions du parti, ainsi que les actions politiques résultant de cette polémique. Une attention particulière est accordée aux points de vue de Lénine, Trotsky, Staline, mais également à ceux des communistes et dirigeants des républiques de l'URSS. La majeure partie des matériaux sont des inédits, publiés pour la première fois en russe.

Peux-tu poser les enjeux de cette polémique sur la question nationale ?

M. G. : L'âpre combat autour de la question nationale dans le Parti bolchevique dans les années 1920 est relié aux discussions non moins âpres sur les perspectives de la révolution mondiale (ou bien "de la construction du socialisme dans un seul pays"), le "centralisme" et la "démocratie dans le parti". Dans ce cadre, dès les années 1920, deux approches, pour l'essentiel opposées, de la construction nationale et du "droit des nations à l'autodétermination" se sont manifestées. La première a été formulé par Staline :

"La revendication de séparation des régions périphériques d'avec la Russie, comme principe des relations entre le centre et ces régions, doit être exclue non pas uniquement parce qu'elle contredit en elle-même l'établissement de liens entre le centre et les régions, mais avant tout parce qu'elle contredit radicalement les intérêts des masses populaires, tant du centre que des régions périphériques."

La deuxième a été formulée lors du X^e Congrès du Parti bolchevique par Zatonksy :

" Il nous faut enlever de la tête des camarades l'idée d'une fédération soviétique qui serait absolument une fédération "de Russie", car le problème est non pas qu'elle soit "de Russie", mais bien soviétique. Si, par exemple, la Roumanie devenait soviétique, si l'Allemagne le devenait également et encore d'autres fédérations, s'appelleraient-elles "de Russie" ? Non... Chez certains camarades, la nécessité d'un centralisme effectif se confond avec le principe d'unité et d'indivisibilité . »

Lénine, en défenseur conséquent du principe d'égalité entre les nations, apporta alors une précision essentielle :

" Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée (...). Par rapport au second nationalisme, nous, les nationaux d'une grande nation, nous nous rendons presque toujours coupables, à travers l'histoire, d'une infinité de violences (...). Aussi l'internationalisme, du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite "grande" (encore qu'elle ne soit grande que par ses violences, grande, simplement, comme l'est l'argousin), doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant, de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie. Quiconque n'a pas compris cela n'a pas compris non plus l'attitude vraiment prolétarienne à l'égard de la question nationale (...). Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous ruinions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres allogènes. »

Lénine soulignait également que les communistes de l'ancienne nation dominante (russe) doivent jouer un rôle non pas

de pédagogues et de "nounous", mais d'assistants des communistes dirigeants des nations des régions périphériques. Cette façon de poser la question n'avait rien d'arbitraire. La révolution russe a puissamment élevé la conscience nationale de nombreux peuples auparavant arriérés, dont nombre de représentants purent être gagnés au marxisme, rejoindre le Parti bolchevique et devenir ainsi un excellent baromètre de la politique nationale.

"Il est clair que la conscience du communiste turkmène ne se borne pas à ce qui fonde son mode de vie, mais se développe comme le résultat de toute l'expérience mondiale économique et idéologique, tout comme la conscience du marxisme n'est pas née chez Plekhanov à partir du mode de vie russe arriéré. Il est dès lors évident pour nous que, malgré l'arriération du mode de vie, des bolcheviks peuvent apparaître parmi les Turkmènes avec le même niveau de conscience que chez ceux qui ont grandi dans les conditions d'un mode de vie propice au prolétariat",

écrivait le communiste turkmène et opposant de gauche de 25 ans M. Toumailov en 1927.

C'est sur cette base que s'est formée la conception d'une stricte délimitation des pouvoirs entre les régions périphériques et le centre de l'ex-URSS. Le bolchevik géorgien Budu Mdivani déclara ainsi au XII^e Congrès du Parti bolchevique :

"Que les principaux commissariats déterminant notre politique extérieure, la défense de notre république, soient ceux de l'Union pan-soviétique... Et que les diverses nationalités gèrent les autres commissariats, où ils pourront développer leur propre volonté, leur capacité à diriger, à réaliser une nouvelle vie."

Lénine s'était déjà exprimé dans le même sens en affirmant nécessaire de

"maintenir l'union des républiques socialistes uniquement dans les rapports diplomatiques et militaires, et de rétablir l'indépendance totale des commissariats du peuple distincts dans tous les autres domaines".

Comment cette politique nationale de Lénine fut-elle remise en cause par la bureaucratie montante ?

M. G. : Les documents le soulignent, la politique de Lénine et de ses compa-

gnons d'armes visait à renforcer l'indépendance politique et économique des anciennes régions périphériques de l'empire russe, ainsi capables de devenir des bases pour l'offensive contre l'impérialisme en cas de nouvelle montée révolutionnaire.

Après la formation de la République soviétique fédérative socialiste de Russie et de la République soviétique fédérative socialiste de Transcaucasie, le projet d'une Fédération des peuples du Caucase-Nord, d'Asie centrale et des régions de la Volga fut à l'ordre du jour.

Les tendances thermidoriennes, qui l'emportent dans le parti après 1923, n'ont pas permis à ces processus d'aboutir.

Le grand révolutionnaire Christian Rascovski, président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, remarquait à ce propos :

"Le problème vient de ce que nos organismes centraux commencent à considérer la conduite du pays entier selon leurs commodités bureaucratiques. Il n'est bien sûr pas évident de diriger vingt républiques, et bien entendu ce serait bien pratique qu'il n'y en ait qu'une et que l'on puisse diriger tout le pays en appuyant sur un bouton."

La "hiérarchie des secrétaires" et le centralisme bureaucratique qui se sont cristallisés dans le parti après la mort de Lénine ont conduit à une révision radicale de la politique nationale.

Tout en manifestant en parole sa fidélité à "l'esprit des préceptes léninistes", l'appareil du parti réduisit peu à peu les pouvoirs des républiques nationales à un rôle purement décoratif, les dépossédant de leurs prérogatives au profit du centre.

En 1924, le processus de constitution d'une Fédération des républiques du Caucase-Nord est arrêté.

En 1934, l'idée d'une Fédération de l'Asie centrale est reléguée aux oubliettes.

En 1936, la Fédération transcaucasienne est liquidée.

Les matériaux de ce *Cahier* montrent comment cette politique conduisait déjà dans les années 1920 à l'aggravation des conflits transcaucasiens, osséto-ingouche et des autres, qui se sont déchaînés avec une force nouvelle après 1988.

La bureaucratie du parti fabriqua l'«affaire Sultan-Galiev» (1) pour montrer tous les dangers du «libéralisme» (2) dans la question nationale. La vague montante des répressions politiques et directement policières contre les communistes dissidents aboutit pratiquement à la liquidation de toute la couche dirigeante du parti et de

l'Etat des diverses républiques de l'Union soviétique en 1936-1938.

(1) Affaire montée en 1923 contre le communiste tatar Sultan-Galiev. Voir à ce propos les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 19 (NDLR).

(2) «Libéralisme» : terme utilisé dès 1922 par Staline pour qualifier avec mépris la politique nationale de Lénine (NDLR).



Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Bésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0506 G 84847 - ISSN 0294-359X